LETTRES

DE

BEAUSÉANT.

Reckless whence and where the wind.

SECONDE PARTIE.

GENÈVE,
CH. GRUAZ, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,
Rue du Puits-Saint-Pierre.
PARIS,
JOEL CHERBULIEZ, LIBRAIRE,
Place de l'Oratoire, 6.

1850

ADDITIONS ET CORRECTIONS

A LA PREMIÈRE PARTIE.

Pag.	Lig.	*Au lieu de :*	*Mettre :*
5,	4,	contrée. Elles	contrée ; elles
7,	2,	12 août 1847	Beanséant, 12 août 1847
6,	14,	du précipice	de précipice
9,	4,	espérer de réaliser	espérer réaliser
10,	11,	inéludable	inéluctable
30,	31,		
58,	14,		
60,	21,		
13,	1,	légalité de l'ordre	l'égalité, de l'ordre
—	12,	capncnins	capucins
—	30,	tyran ; car	tyran. Car
14,	1,	continne ou plus	continue, on plns
—	3,	la républlque, non :	la république ; à moins que ce ne soit là la république, non,
—	34,	complication de ce genre	corruption de ce genre
16,	15,	soubresaut de ces machines	soubresaut de ses machines
18,	10,	consécration à Gênes	célébration à Gênes
21,	9,	pour elles, c'est le ponvoir	pour elles c'est l'ordre, c'est le ponvoir
25,	11,	après : *don Gioberti*, alinéa.	
27,	5,	***	Genonde
—	18,	anormal	auomal
31,	2,	qui ne penvent	qui ne se penvent
32,	11,	un quatrième	une quatrième
—	15,	du désordre	de désordre
35,	16,	montrée inapte à être gouvernée, ou à prendre	montrée difficile à gouverner, inapte à prendre
37,	18,	régnlateur, *à quoi bon*	régulatenr *à quoi bon*
—	20,	seraient-ils soumis à nne	devraient-ils être soumis à une

Pag.	Lig.	*Au lieu de :*	*Mettre :*
		épreuve perfectionnée?	épreuve perfectionnée dans un milieu perfectionné?
39,	1,	la montrent faisant	la montrent fesant
—	14,	défaisant	défesant
40,	13.	Cela, dans les temps agités,	Cela dans les temps agités,
42,	29,	proclamateur des vérités	proclamateur de vérités
43,	6,	passagers, pour réduire	passagers pour réduire
—	7,	d'épreuve ; pour nous	d'épreuve, pour nons
—	14,	des modifications appor-	des modifications, bonnes ou mauvaises, apportées
44,	4,	un progrès très-réel	un progrès, très-réel
—	5,	ces progrès correspondent	ce progrès corresponde
—	31,	Peut-être un peuple	Peut-être, un peuple
45,	27,	domestique du travail	domestique, du travail
—	30,	Cette rapidité	Cette nobilisation de l'humanité, cette rapidité
—	33,	sert	servent
48,	27,	plaies que	plaies, que
49,	3,	tentalisation	tantalisation
53,	10,	littéraire, le progrès	littéraire le progrès
54,	6,	sans durée ; par	sans durée, par
—	17,	que dirai-je	que dirais-je
—	22,	sensible précurseur	précurseur plein de sensibilité
55,	2,	incompréhensibles	inintelligibles
—	19,	sournois! Quel talent de mise en scène, de fantasmagorie et de compérage	sournois! Quel dévergondage, quelle effronterie de paradoxe et d'assertion! Quel talent de mise en scène, de fantasmagorie, de mystification et de compérage
56,	4,	prémices	prémisses
—	9,	et de fantasmagoriques	et fantasmagoriques
—	13,	sur tout à tous	sur tout, à tous
57,	2,	majestueusement, les droits	majestueusement les droits
61,	18,	encaissées	encaissé
—	25,	si seulement	ou si

62, 1, après *nationalité*, ajoutez ce qui suit : Grands hommes, grandes individualités à part, on ne peut faire un pas dans l'histoire sans rencontrer quelque petit fait accidentel, quelque homme bien petit, bien infime, qu'il suffit par la pensée de supprimer ou de modifier pour changer essentiellement toute l'histoire, et par conséquent pour

Pag.	Lig.	*Au lieu de :*	*Mettre :*
			modifier essentiellement le milieu de l'humanité. Laissons à part l'action d'un Pitt, d'un Bonaparte, ou d'un prince de Metternich ; il suffit que la fille de Charles-le-Téméraire épouse un autre qu'un archiduc ; qu'un valet de Charles II d'Espagne lui souffle un autre testament ; que la nourrice d'Arouet le laisse choir par mégarde ; qu'un officier de Villars porte ou exécute mal un de ses ordres à Denain ; que Maurepas s'entête à ne pas secourir les insurgés d'Amérique ; que la Commission chargée à Paris d'examiner la découverte de Fulton l'approuve, au lieu de la condamner ; que l'hiver de 1812 soit tardif et doux à Moscow ; que l'abbé Mastai sombre en revenant du Chili ; que Ferdinand VII laisse un fils ; que le pistolet d'un bandit ou d'un énergumène fasse long-feu sur le boulevard des Capucines, il suffit d'un de ces faits pour que l'histoire soit profondément altérée ; *et cætera*, et des millions d'*et cætera*, dont la plupart à toujours profondément ignorés. Cela semble bien mesquin en face du large système providentiel, mais cela est vrai ; et d'ailleurs cela est réellement bien plus grand ; ainsi la liberté de l'homme reste entière ; ainsi la régie de l'œuvre divine demeure aux lois primordiales ; ainsi le but de l'homme est pleinement laissé hors de la terre. Bossuet, etc.
62,	7,	je choisis	je tiens à noter
—	16,	verre d'eau ! Je sais	verre d'eau ! Le grain de sable de Cromwell, Mrs Masham ; le petit fait, l'infime individualité. Je sais
64,	1 à 6,	*lisez :* ce qu'elle peut faire de mal, de trouver ce mal beau et bon, de devenir assez la végétation du coin de terre sur lequel le hasard l'a fait naître, ou qu'il a, lui, adopté, pour professer en conséquence de ce hasard, ou de ce choix un ensemble d'appréciations, dont il devrait professer le contre-pied si le hasard l'eût fait naître, ou son propre choix placé quelques pas plus loin.	
72,	8,	compter	compter et s'arranger
74,	20,	du philosophisme. Poussé par tout ce qu'il y a de faux, de vaniteux, de haineux, d'égoïste,	du philosophisme continué par le libéralisme. Poussé par tout ce qu'il y a de faux, de vaniteux, de haineux, d'égoïste, parfois, hélas, par ce qu'il y a en nous de généreux,

Pag.	Lig.	*Au lieu de :*	*Mettre :*
75,	7,	perverse et stupide	perverse on stupide
—	29,	liberté; par conséquent	liberté, par conséqnent
76,	13,	néfaste	néfaste, ainsi qne pendant les trois autres périodes de quarante ans immédiatement antérieures.
77,	26,	efficacité. Rien	efficacité, rien
—	27,	cela, tont	cela tout
—	28,	chose; rien	chose, rien
78,	18,	intelligences, par	intelligences par
79,	14,	d'autant que	d'autant plus que
—	26,	*loyalits*	*loyalists*
80,	2,	Pourtant, snr	Pourtant sur
80,	20,	répandne	répandn
—	30,	continent, l'hnmanité	continent l'humanité
—	32,	réjonir, c'est	réjouir c'est
81,	10,	arithmétique;	arithmétique,
	21,	aisance;	aisance,
—	24,	Doubledoy	Doubleday
—	26,	misère;	misère,
—	30,	difficulté	difficulté)
—	31,	trouver le moyen	tronver moyen
—	32,	*cheek*	*check*
—	35,	probabilité des faits	probabilité, des faits
82,	14,	républicain - démocratiqne	répnblicain démocratiqne
—	17,	anormale	anomale
83,	1,	avant *Venise,* pas d'alinéa.	
—	11,	de tant de malheurs, d'nn si triste spectacle,	d'un si triste spectacle, de tant de malheurs,
—	15,	les arts et le grand	les arts, et le grand
—	28,	à foison, ne	à foison ne
—	32,	consolation, quand	consolation quand
84,	1,	mais, par sa nentralité,	mais par sa neutralité
—	2,	après *intestine,* ajontez : Les déplorables répnbliques. de l'Amérique dn Sud : triste mélange d'anarchie et d'ignobles, d'impnissantes dictatures; dont le nom est devenn le synonyme, le nom typique et générique d'nn certain genre d'anarchie. Restent, etc.	
85,	1,	indiquer;	indiquer.
86,	16,	un danger	un danger,
—	19,	l'avenir,	l'avenir
—	25,	et comme	et, comme

Pag.	Lig.	*Au lieu de :*	*Mettre :*
86,	28,	sérieusement de tout côté,	sérieusement, de tout côté :
—	30,	malheurensement, dans ces derniers temps	malheureusement dans ces derniers temps
87,	14,	de là, immense	de là immense
—	15,	de là sur tout,	de là sur tout
—	16,	bien plus,	bien plus
—	18,	inéludables où, au bont d'un court laps de temps,	inéluctables, où au bout d'un court laps de temps
—	24,	diverses, n'existent	diverses n'existent
—	28,	Pacifiqne,	Pacifique
38,	12,	modernes,	modernes ;
—	22,	ponrquoi, les Etats-Unis	pourquoi les Etats-Unis
89,	12,	généranx, *parce que*	généraux *parce que*

Ce qui suit doit être placé en note au bas de la page, se référant après le mot mal, *page 64, ligne 1.*

Cela s'étend nécessairement au service militaire. Ceci est nn point extrêmement délicat ; c'est le seul sur lequel il me semble de quelque difficulté de faire constamment s'accorder la nécessité sociale et la conscience individuelle. Pourtant la morale universelle ne saurait fléchir ; il n'y a point de droit contre le droit ; et la conscience de la justice pratique a ses droits absolus, aussi bien que la foi religieuse, en face de la loi humaine et de ses plus impérieuses exigences. La loi anglaise et américaine s'arrête devant le quaker, qui nie le droit de la guerre ; elle le couvre d'une exemption.

Je repousse, et ne puis même comprendre la théorie fatidique du comte de Maistre sur la guerre.

Tout ceci n'est point en désaccord avec la condamnation absolue, sur laquelle j'insiste, du *selfgovernment.* Les peuples sont inaptes à se gouverner, ils doivent se laisser gouverner ; mais chaque individu est apte à percevoir, avec plus on moins de justesse sans doute, mais avec obligation stricte pour sa conscience, le bien et le mal par rapport à lui-même et à ses actes. Si le gouvernement de l'Etat attaque par ses exigences ce sentiment de l'individu en lui imposant des actes, un concours actif contraire à sa conscience, l'individu, le citoyen doit résister passivement et s'abstenir.

Les trois choses que voici peuvent sauver, annuler, éviter ce redontable conflit : 1° Dans un Etat bien ordonné, le chimérique *self-government* étant hors de cause, la presse étant contenue, les discussions politiques ne seront point portées devant les foules, à toujours, quelque éducation que les utopistes prétendent leur donner, inaptes

à apprécier, à juger ccs questions. Les foules, par conséqnent n'ayant et ne prétendant point avoir nne opinion sur les actes de gucrre du gonvernement de leur pays, s'en reposant sur lui, en toute bonne foi, de l'appréciation de la justice et de l'opportunité, le conflit ne s'élèvera guère dans la conscience dn soldat entre l'obéissance militaire et le sentiment du droit. 2° Qu'on laisse à l'officier toute latitude pour donner sa démission. Que les rangs de l'armée, je reviendrai à un autre point de vue sur ce vœu, au lieu d'être formés par le recrutement, le soient entièrement, et je le crois possible, par l'engagement volontaire ; que moitié du *præmium* soit payé au moment du contrat, moitié à l'expiration, et que le soldat soit toujours libre de rompre son engagement en abandonnant cette seconde moitié. Ou tout autre arrangement équivalent. Le soldat aura ainsi la possibilité de suivre son sens moral, de ne point combattre contre sa conscience ; et vons aurez la garantie que sa décision ne sera point prise légèrement. La *landwehr* ou la *landsturm*, la milice ne seraient appelées que pour repousser l'invasion. 3° Enfin arrangez-vous, pendant trente-denx ans on a marché et progressé dans cette voie, arrangez-vous pour ne faire que des guerres d'une justice évidente, et pour en faire le moins possible.

Ce qui suit doit être placé en note au bas de la page, se référant à la fin de l'alinéa qui se termine à banqueroute forcée, *page 69, ligne 30.*

Presque tout homme qui prétend (et qui n'y prétend pas?) à la qualité d'homme d'état, presque tous les historiens, et spécialement *ex cathædra* l'un des esprits de notre temps les plus faussés par le libéralisme révolutionnaire, M. Mignet, ce prototype de l'Académie des sciences morales et politiqnes, presque tous ont glorifié l'entreprise de la snccession d'Espagne. Je ne connais rien de plns parfaitement absurde à tous égards que cette affaire. Il était nécessaire, dit-on, pour donner à la France la liberté de ses mouvements vers les Alpes et vers le Rhin d'assnrer à toujours sa sécurité anx Pyrénées. Singulier raisonnement, qui autoriserait chaque pays à prétendre, an profit de son système de défense éventuelle, rédnire en annexes, en serviles satellites un ou plusieurs de ses voisins, et pour cela à les tenir dans un état plus ou moins complet de sujétion, d'affaiblissement et d'avilissement. Ce système, si injnstifiable en tous cas, l'est un peu plus ponr la France que pour la plupart des Etats; car sa forme géographique compacte et carrée, la mer qui la baigne et la protége snr la plus grande part de sa frontière réduisent singnlièrement déjà le développement de son système obligé de défense.

Laissant de côté le principe d'éternelle justice, quel plus magni-

fique exemple peut-on trouver de cette politique de *Gribouille*, dont j'ai parlé ailleurs, qui se jette à l'eau, sauf à s'y noyer, de peur de se mouiller, que l'emprise du grand roi? Victorieux et prospère, au sein d'une profonde paix, que lui seul pendant tout son règne a rompue, un beau jour pour éviter aux âges à venir une chance de complication dans une de ces guerres générales, comme il dépendrait de la France de ne jamais en provoquer, de gaîté de cœur il la provoque, jette le gant à l'Europe entière, et allume une immense conflagration, dans laquelle sa monarchie manque périr, et d'où elle ne sort après douze ans d'efforts et de souffrances, qu'épuisée, ruinée et banqueroutière.

Et quelle garantie de paix, d'amitié et d'alliance que ces liens de parenté entre les souverains, même au point de vue et dans les Etats les plus dynastiques? Comment compter sur cette fragile chaîne? Comment peut-on supposer d'ailleurs qu'une grande nation se laisse longtemps traîner docilement à la remorque de celle qui prétend ainsi se faire sa suzeraine? Bientôt, selon toute probabilité, l'intérêt, l'orgueil national, ou quelque combinaison royale relâcheront, ou rompront cette union léonine. A peine Louis XIV mort, l'Espagne est en guerre avec la France. Napoléon, qui prétendit renouveler ce beau système, a su à quel prix il l'avait payé. Et Louis-Philippe en quelques mois à peine a vu surgir devant lui les fatales conséquences de sa triste tentative diplomatique inspirée par le même esprit.

Note à mettre au bas de la page, se référant après le mot fictif, *page 38, ligne 4.*

M. de Maistre, si je ne me trompe, a dit quelque part : « Il n'y a point d'homme dans le monde. » A l'encontre de cela, je dirais volontiers, sans vouloir forcer le sens et les conséquences : il n'y a pas de nations, et jusqu'à un certain point pas d'humanité dans le monde. Il y a des hommes.

CINQUIÈME LETTRE.

Beauséant, 28 octobre 1849.

La révolution de 1789 n'avait rien de nécessaire. Sans doute le vieil esprit de révolte qui date de l'an 1 du genre humain avait reçu des prédications encyclopédistes si follement tolérées par le pouvoir une grande surexcitation ; les idées dans une grande partie des classes supérieures et moyennes avaient été perverties ; les tendances funestes existaient ; mais il était parfaitement possible de les dominer, et jusqu'à un certain point de les écraser, de les anéantir progressivement, tout en donnant une légitime et ample satisfaction aux aspirations, aux besoins réels et justes ; et cela par les voies régulières, sans recourir à ce traitement par catastrophes, à ces soubresauts révolutionnaires, au prix desquels il n'est presque pas de progrès, d'améliorations qui ne soient trop chèrement achetées. A la direction révolutionnaire où fut entraînée la société il est plusieurs causes contingentes ; car un fait peut avoir de nombreuses causes, toutes essentielles, de chacune desquelles l'absence eût suffi pour l'empêcher d'advenir, et dont la concomitance est indispensable à sa réalisation. La principale des causes du cataclysme de 1789 fut l'inintelligence, l'instabilité et la faiblesse de volonté d'un monarque vertueux et bon, mais in-

capable. Un écrivain de mérite, dont l'ouvrage, étant plein de raison et de vérité, a pour cela été peu lu, tandis que la foule dévorait les œuvres essentiellement menteuses des *illustres* phantasmagoristes de l'histoire moderne, M. Droz a, si je ne me trompe, intitulé son livre : *Histoire des années pendant lesquelles il était possible de prévenir la révolution française, ou de la diriger*. La prévenir était facile ; l'écraser fut possible, je crois ; mais la diriger de façon à la rendre salutaire fut toujours impossible ; tout en elle était radicalement faux. 89, date fatidique et fatale, luira indéfiniment à travers l'histoire ; ce grand répertoire des folies et des souffrances humaines, comme un funeste point de départ, comme un phare décevant, dont la sinistre lueur a égaré déjà sur bien des écueils trois générations, et en égarera bien d'autres encore. Alors se fit l'irréparable scission entre l'avenir et le passé, la violente et à jamais regrettable rupture de la tradition ; alors fut jeté le grand cri de révolte, et proclamée la guerre systématique contre tout pouvoir ; alors sous toute la vieille société d'Europe à la fois le sol cessa d'être solide ; les fondements de tout ordre social s'effondrèrent, ou vacillèrent sur cette base devenue mouvante, et se lézardèrent, menaçant de crouler plus tard. Alors s'ouvrit l'ère révolutionnaire et démagogique. Le jour où le prince sans volonté qui siégeait sur le trône, à côté d'une noble et fatale compagne, embarrassé dans des conseils contradictoires qu'il ne savait pas apprécier, dans des difficultés inextricables *pour lui*, prenant toutes les institutions de la monarchie pour des abus, y compris son autorité même, du sein de son doute appela les états-généraux ; la parole fatale fut dite ; et de l'abîme fut évoquée la puissance par qui tout devait périr en Europe, à moins qu'une autre volonté assez forte et assez judicieuse ne se rencontrât pour dompter le monstre anarchique et le replonger dans l'abîme fermement clos sur lui. La séance du Jeu-de-Paume, la prise de la Bastille, ces deux

dates sinistres follement glorifiées, les journées d'octobre et toutes les autres fatales *journées* ne furent que les constatations, les manifestations, les développements, les réalisations successives de ce que portait en elle l'ouverture des états-généraux. Toutes les maladresses qu'avait pu rencontrer la royauté avaient précédé et accompagné cette convocation et la suivirent ; mais le fait en lui-même était un cataclysme.

La Constituante, que l'histoire faussée a entourée d'une auréole certes bien imméritée, reproduisant assez fidèlement les aberrations de la portion influente de la société, renfermait sans doute, avec de mesquines et ardentes rancunes, avec d'abondants trésors d'envies, de haines, d'égoïsmes inassouvis et avides à qui le scrupule était inconnu, d'hypocrisies, de sentiments bas de tout genre, renfermait, dis-je, de nobles et généreux sentiments, du désintéressement, de l'abnégation, de belles et grandes aspirations, un amour vif quoique généralement bien peu éclairé de l'humanité. Mais, hélas, ce qu'elle eut par-dessus tout ce fut une frénésie d'innovation à tout prix, un immense trésor de préjugés philosophiques, de chimères irréalisables, d'idées fausses sur presque tous les points de la science sociale, une profonde méconnaissance de toutes les conditions de l'ordre social et politique. Elle fut presque constamment dans le faux ; ses points de départ furent faux, ses buts faux, ses moyens faux. La passion, l'excitation de la lutte, l'entraînement de parti, la fureur de la popularité, la pression des passions et de l'anarchie extérieures, souvent l'insurrection flagrante s'en mêlant, les actes et l'œuvre de cette assemblée furent pires qu'elle.

Ainsi qu'elle, fut élevé par la renommée bien au-dessus de sa valeur réelle, son grand orateur, Mirabeau, caractère déshonoré dans tout son passé, dans sa vie privée et publique ; auteur d'écrits médiocres, dont une grande partie n'était pas de lui ; orateur ampoulé, théâtral, dont le succès soutenu

accuse le goût de ses auditeurs; étranger au sérieux talent du *debater* parlementaire, et pour presque toute la partie solide de ses discours redevable aux contributions de son entourage, comme l'atteste, après tant d'autres, M. Dumont dans ses curieux mémoires; d'une vanité immense, profondément immoral, vénal comme le fut son pendant populaire Danton; sans conviction soit dans ses discours soit dans ses actes, la mort vint frapper Mirabeau bien opportunément pour sa gloire usurpée; car elle permit aux esprits sans portée de supposer que le grand phraseur de la destruction eût pu déployer pour la reconstruction de l'ordre social une puissance égale à celle qu'il *semblait* avoir déployée pour la destruction. Hélas, il est si facile de renverser, ou de sembler renverser ce qui tombe et se renverse soi-même, il est si difficile de le relever. Mirabeau n'eût rien pu pour la restauration sociale, à moins peut-être que, rompant avec son passé révolutionnaire, il n'eût renié toute l'œuvre de 1789; et que, prenant corps à corps la révolution, il n'eût replacé la royauté sur sa vieille base de prépondérance et de tradition. Mais cela eût-il été praticable à cette heure, Mirabeau, avec son passé personnel honteux et ses récents antécédents politiques, était un des hommes les plus inaptes à l'exécuter.

Après trois ans de vie, trois ans de désorganisation, la Constituante disparut, laissant désorganiser tous les éléments du royaume, tous les liens sociaux dissouts, l'anarchie installée dans les lois et dans les faits comme dans les idées, toute hiérarchie gouvernementale ou sociale brisée, le pouvoir dépopularisé, déshonoré, et son ressort brisé, la vieille magistrature, la vieille législation, l'antique constitution de de l'industrie, les établissements immémoriaux de provinces et de municipalités, non pas plus ou moins bien réformés, mais brusquement détruits. Elle laissait la ruine dans les finances de l'Etat et dans les fortunes privées, la spoliation commencée par le clergé, un schisme redoutable et ignoble

follement installé dans l'Eglise, une constitution impraticable et absurde, la tradition absolument rompue, tout le passé détruit, rien de fondé, et le terrain disposé de telle sorte que fonder quoi que ce soit demeurait à peine possible. Voilà ce que le philosophisme et la révolution avaient fait de ce beau royaume de France si riche d'éléments de vie et de prospérité. Voilà l'œuvre de 89 et de la Constituante.

La Législative, terne et misérable transition de la Constituante à la Convention. La Convention, il n'y a pas dans la langue de mot assez méprisant et assez indigné pour stigmatiser cette ignoble et exécrable cohue. Honte au stupide délire qui depuis vingt ans a osé prétendre réhabiliter, que dis-je? glorifier, presque diviniser ce hideux pandémonium. Honte surtout aux écrivains trop célèbres, qui, soit spéculation de parti, soit coupable amour de paradoxe, soit culte honteux pour un semblant de gigantesque énergie, soit déplorable enivrement de la phrase, ont commencé ou sanctionné cette impudente et mensongère glorification. Ces *êtres*, que quelques-uns ont prétendu grandir en géants, n'importe de quoi, ne furent que des pygmées, vulgaires, ineptes et vils. Oui, la Convention fit de grandes choses; en tant que de grands crimes, de grands désastres, d'immenses maux infligés à l'humanité sont de grandes choses; mais elle n'eût pas même l'exécrable grandeur du crime. Elle fut grande comme l'avalanche de boue, qui de quelque haute gorge des Alpes descend et couvre de ruine, de mort et de fange une riche et heureuse vallée; elle fut atroce, bête, ridicule; elle fut surtout lâche. La majorité n'égorgea même pas par fureur ou par calcul, elle tua par peur; la terreur qu'elle fit, elle la subit d'abord elle-même; chacun tuait de peur que ses complices ne le tuassent. Poussé à ce point, le régime de terreur est presque sans exemple dans les fastes du monde, il ne s'est jamais vu sous une forme aussi systématiquement féroce et aussi lâche. Cette époque est une

lesquelles on périssait. Enfin il fallait oser la lutte, et risquer la guerre civile. Oui, la guerre civile; elle est toujours une redoutable et déplorable extrémité; il ne faut jamais y recourir qu'à bout de voie; mais à bout de voie il faut y recourir; il y a forfaiture ou démence à ne pas l'oser; car il y a quelque chose de bien pire encore : c'est le règne accepté de l'anarchie et des révolutions; il est évident qu'il vaut mieux la lutte contre le mal, que le mal subi sans conteste. Le Roi y eût péri peut-être; qu'importe le Roi? c'est la royauté qu'il est essentiel de sauver. Stupide entre toutes les stupidités, et certes l'une des plus funestes est cette formule stéréotypée des princes à qui le cœur défaille : qu'ils ne veulent pas faire couler le sang pour leur cause. Il s'agit bien de leur cause vraiment, de leur cause personnelle; il s'agit de la cause de l'Etat, du pays, de la société, dont la royauté, dont le pouvoir est la suprême sauvegarde. Cette cause la plus vitale de toutes, qu'ils sachent la défendre. Les Rois, non, quoi qu'en pense l'étourderie de nos temps, dans leur intérêt, mais dans l'intérêt de la société, qui a un suprême besoin de pouvoir, ont un immense, un absolu devoir à remplir : celui de sauvegarder le pouvoir. Pour le remplir, il faut qu'ils sachent lutter et combattre; qu'ils sachent verser leur sang, et faire couler dans le combat celui des ennemis et des défenseurs de l'ordre social; par chaque goutte dans le présent, ils en économiseront des torrents dans l'avenir. Comment? Ils en risquent des torrents dans des guerres politiques d'une opportunité souvent bien contestable; et ils ne sauraient pas risquer le duel qui peut sauver leur pays! Cette débonnaireté criminelle, vraie forfaiture, comme celle du général qui livrerait son corps d'armée pour ne point risquer de tuer des hommes ou d'en perdre, mais bien pire dans ses conséquences, cette débonnaireté est une immense cruauté envers la société, dont on répond, dont on a charge, et qui se fie. Que les rois

aient au moins le cœur de la sentinelle qui veille à leur porte, et qui saurait, elle, se faire tuer, ou faire feu sur l'émeute.

En supposant que Louis XVI eût été un *roi*, lui eût-il été possible de mater l'anarchie, que sa faiblesse avait laissé envahir le royaume? C'est ce que l'étude consciencieuse de cette époque laisse douteux. Y avait-il au bout de deux ou trois ans de révolutions, de déceptions, d'anarchie, assez de désabusement dans l'esprit des masses; y avait-il assez de troupes saines encore et disciplinées, pour que la royauté, se relevant de son annulation, assumant sur elle le salut du royaume, rompant en visière à la funeste assemblée, pût rallier autour d'elle une force suffisante pour écraser la révolution? Je ne sais; l'insuccès du voyage de Varenne laisse la solution du problème dans un doute éternel; ce voyage manqué par la maladresse de Louis XVI, qui ne sut jamais rien faire bien. J'incline pourtant à penser que la révolution eût pu être vaincue en France par la France; ce qui eût été souverainement désirable. Mais à supposer que cela ne se pût, il était facile à l'Europe de l'écraser; et quelque extrême que fût ce recours, il fallait que l'Europe l'écrasât. Ne nous laissons point arrêter aux déclamations faciles d'un droit des gens mal compris, comme aussi d'un patriotisme inintelligent et d'un chauvinisme plus ou moins sincère. Il n'est point en politique de droit absolu. D'ordinaire l'intervention d'une ou de plusieurs nations chez une autre est une faute et un crime : un crime envers la nation, qu'en se mêlant de ses affaires, on insulte et on violente; une faute envers soi-même, en se mêlant à ses dépends de ce qui ne regarde qu'autrui. Mais quand dans le sein d'une nation se fait une de ces explosions qui menacent la civilisation toute entière; quand, avec un caractère évident de généralité et d'épidémie, se dresse l'esprit de révolte et de propagande dans toute sa contagion; quand s'ouvre un intarissable cra-

nête et veulent l'ordre, approuvent cette mesure, n'y voyant pour le présent qu'un très-grand nombre de familles rattachées à la propriété et par elle à l'ordre, et ne paraissant pas même s'apercevoir que la mesure qu'ils louent, crime, s'il en est, fut une colossale violation de la propriété et de l'ordre; que par elle fut profondément démoralisée une grande portion des campagnes ; car presque tous les acquéreurs de ces biens dits nationaux eurent en achetant la profonde conviction d'acheter du bien volé ; et cette violation de la justice a pesé et pèsera pour plusieurs générations sur la conscience et la moralité des familles qui ont bénéficié à vil prix de ces dépouilles. Prime et appel de spoliation offerts à toutes les avidités révolutionnaires.

La prétendue nécessité de la Terreur pour sauver la révolution est un détestable sophisme. D'abord la Terreur ne l'a pas sauvée ; si la révolution eût pu l'être, la Terreur eût suffi pour la perdre. Puis y a-t-il chose au monde qui vaille qu'on la sauve, qu'il puisse être légitime de sauver par une systématique violation de toutes les lois divines et humaines, de tous les instincts honnêtes de notre nature? L'idée même que la révolution ne pouvait être sauvée que par cet épouvantable régime ne la condamne-t-elle pas pour toute âme conservant quelque droiture? Il y a dans l'humanité une singulière tendance à dénaturer les idées et les buts qu'elle poursuit, en les confondant avec les moyens employés pour réaliser les premières, pour atteindre les seconds, et en oubliant bientôt l'idée et le but pour le moyen ; en sacrifiant le but au moyen. Pour augmenter la somme de son bien-être, de tous ses avantages moraux et matériels, pour réaliser certains progrès, dont je ne discute point ici la valeur, pour donner à ses efforts dans cette direction toute la latitude, toute la puissance possibles, on convoite la liberté ; elle est, croit-on, le moyen. Pour conquérir cette liberté politique, on fait une révolution ; elle est le moyen du moyen.

rieur demandèrent à l'étranger, fut légitime aussi. Quand un fou met le feu à la maison qu'on habite, on demande aide aux voisins pour éteindre l'incendie. Si dans une famille un frère se jetait sur son frère pour l'égorger, reprocherait-on à la victime demandant secours d'introduire les voisins dans une querelle domestique? On se sent, on est mille fois plus compatriote d'un honnête Allemand, Anglais ou autre voisin, que d'un Danton, d'un Robespierre, d'un Barras, de tout autre ignoble terroriste ou parvenu d'anarchie. Il faut le dire franchement, laissant de côté la phraséologie et la pruderie conventionnelles d'un chauvinisme à l'usage des partis oppresseurs, le patriotisme ou plutôt le nationalisme, car on aime son pays en le combattant ou le quittant, n'est point un sentiment, un devoir de premier ordre, c'est-à-dire que rien ne puisse primer, ou même abolir. Conventionnel en grande partie, presque entièrement relatif à d'autres sentiments, à d'autres devoirs bien autrement primordiaux et absolus, les occurences diverses, la scission entre ce lien et les intérêts sacrés dont il doit être la garantie, peuvent profondément le modifier, même l'abolir. La volonté du citoyen y suffit; il n'est point attaché, asservi à la glèbe; il peut, sans avoir de raison à en rendre, changer de patrie à son gré, et par-là transférer d'une association politique à une autre toute son allégeance. Sans doute un ineffable, puissant et doux instinct rattache chaque homme au sol qui l'a vu naître, où s'écoulèrent ses premiers ans, où vécurent et dorment ses pères, où les générations précédentes de sa race souffrirent et vécurent ce qui est l'histoire. Mais gardons-nous, entraînés par un lyrisme outré, de prétendre transformer ce cher attrait en plus qu'il n'est, comme valeur obligatoire, et même commo puissance intime. Le Breton en Provence, l'Asturien en Andalousie sont plus *dépaysés* que bien des hommes de nations étrangères les uns chez les autres. La pleine jouissance de tous les principaux

objets pour lesquels les sociétés sont une nécessité humaine : la sécurité personnelle, les droits de la famille, le respect des relations intimes, la propriété, le libre usage de l'activité personnelle, la liberté du for intérieur de la conscience, le respect de la justice et des lois de la morale universelle, le respect des droits naturels et des droits acquis : voilà les véritables buts de l'association politique ; voilà ce que la cité, ce que son gouvernement doivent garantir et sauvegarder ; voilà ce que représente la patrie, ce qui, tant qu'on en demeure membre, la rend sacrée, et lie à elle d'un lien souverain, mais essentiellement synallagmatique. Le jour où le mot patrie cesse de représenter tout cela, il n'est plus qu'un mot. Le jour où la cité ou son gouvernement cesse de sauvegarder tous ces buts de leur existence, tous devoirs cessent envers eux ; si ce gouvernement s'en fait l'ennemi, il faut le traiter en ennemi. Et, si par lâcheté, par torpeur, le pays laisse exploiter par son prétendu gouvernement les forces nationales dans ce sens antisocial, force est bien, en luttant contre le gouvernement, de lutter contre le pays, ou portion du pays ; de même que lorsqu'une nation se défend contre l'agression d'une autre, elle ne saurait s'enquérir si la nation agressive pousse, ou subit son gouvernement, et en tenir compte dans le combat. Tant pis pour les complices ou les agents peureux du crime social ou politique. D'ailleurs, dans cette lutte du citoyen sacrifié contre une patrie marâtre, non-seulement il se défend, mais il défend l'immense majorité de ses concitoyens sacrifiés comme lui ; et, en retour de leur poltronne torpeur, ou de leur agression lâche, il les fait profiter de son active protestation, de sa virile énergie. Sans doute la guerre civile est la plus déplorable des extrémités, la plus désolante, la plus redoutable des guerres ; mais quand elle est motivée, nulle ne saurait être plus légitime. Parfois, surtout aux époques de querelles sociales, elle est essentielle-

tère; quand se déclare un immense incendie, il y a démence dans les voisins à ne pas se réunir, se lever comme un seul homme pour aller écraser le danger, étouffer la gueule du cratère, éteindre l'incendie. Voilà le droit pour soi, voilà le devoir; et pour ce qui est du voisin, tout est bien fait pour lui dans une telle intervention; tout est salut. Le sophisme seul pourrait prétendre étendre cette justification de l'intervention conservatrice à celle qui se fait au profit de la propagande d'innovation et de bouleversement, telle que la révolution la comprend et l'a tant faite. Intervenir au profit de l'innovation c'est attaquer chez autrui tous les biens les plus précieux des sociétés : la paix, l'ordre, le gouvernement établi, tout un ensemble de choses connu, acceptable, et fonctionnant de façon au moins passable; et cela au profit de l'inconnu, pour propager certaines chimères, certaines utopies, fût-ce même certains progrès expérimentés chez soi avec plus ou moins de succès, mais dont l'adaptation à autrui, l'effet chez autrui n'a nulle garantie, et peut être funeste, même mortel. L'intervention conservatrice au contraire sait de science certaine ce qu'il s'agit de conserver, voire de rétablir; et il faut que ce qui est soit bien mauvais pour ne pas valoir cent fois mieux qu'un rêve, que l'inconnu. Enfin il est telle chose que le bien et le mal. Et, à part les actes contraires en eux-mêmes à l'éternelle morale et que rien ne peut justifier, ce qui est bien pour le bien est mal pour le mal.

Dans notre civilisation d'Europe, dans notre chrétienté, les Etats sont essentiellement solidaires. Pour elle, pour nous, l'Europe eût donc dû intervenir. Mais nul, ou à peu près, parmi ses hommes d'état ne comprit la révolution, sa portée, sa puissance et sa redoutable force d'expansion. L'Europe ne songea point sérieusement à intervenir, et selon toute apparence elle ne l'eût point fait. Il fallut que la révolution elle-même jetât explicitement le gant à l'Europe. Car, quoi

sées [1] ; les premiers engagements montraient toute leur inaptitude à la résistancé. Une grande partie des populations était prête à recevoir l'armée coalisée en libératrice. Arriver à Paris, et dans ce nid révolutionnaire écraser la révolution, le plus simple bon sens commandait ce plan ; et rien n'était plus facile que de le mener à plein succès. La retraite des alliés après une folle inaction reste un des plus inexplicables et sinistres problèmes historiques, dont le mot, il faut hélas le répéter, sauf à le répéter sur plus d'une autre occurence, ne peut être qu'ineptie ou trahison, probablement ineptie et trahison.

Quoique avec une évidence moins scandaleuse, dans les trois campagnes suivantes apparaissent chez les alliés, l'inintelligence dans les plans et dans les opérations de guerre, l'inintelligence profonde de la situation dans la direction politique, si direction il y eut, car on peut en douter à la vue du chaos de petites ambitions contradictoires, de petites rivalités, de petites mauvaises fois, qui énervent l'action des alliés en présence du sauvage ennemi, qui, lui, va puisant de nouvelles forces dans l'intensité de son ivresse, dans les transports de sa fièvre chaude, dans la surexcitation de la terreur qui le pousse, et qu'il fait. Parmi les hommes politiques d'alors, deux seuls semblent avoir d'abord compris à quoi l'on avait à faire, et ce qu'était la révolution : Burcke et Gouverneur Morris ; car Pitt fut long à s'en douter ; et, quels qu'aient été le génie et le grand rôle de ce glorieux homme d'état, les buts accessoires qu'il poursuivit dans la lutte, l'éparpillement de son action, font croire qu'il méconnut trop longtemps la gravité du danger. Devant la formidable puissance d'anarchie qui les menaçait tous, les gouvernements s'amusaient à se jalouser, à diviser leur ac-

(1) Cette situation militaire incontestable a été reconnue par deux hommes de guerre assez autorisés : Napoléon, et M. le duc d'Isly ; l'un à Sainte-Hélène, l'autre à la tribune du Palais-Bourbon.

tion, à convoiter des parcelles de sol devenu français, donnant ainsi chez leur ennemi le sentiment national pour auxiliaire au sentiment révolutionnaire. L'émigration armée, qui réclamait et à qui le bon sens attribuait le premier rang dans la bataille, fut systématiquement tenue à l'écart, découragée et dénuée ; les réactions intérieures contre la tyrannie de la Convention, en Vendée, en Bretagne, à Lyon, sur tous les points furent abondonnées à elles-mêmes, ou secourues d'une façon dérisoire. Cette prodigieuse ineptie dura lors même que la révolution victorieuse déborda sur les territoires voisins, et commença à jeter profondément dans ce sol envahi les germes d'anarchie, qui ne devaient que trop y germer. Puis vint l'ignoble et stupide défection de la Prusse et de l'Espagne, et commença le sauve-qui-peut monarchique.

La révolution triomphait ; mais à l'intérieur son énergie de fièvre chande s'était en grande partie usée ; les horribles conséquences de tant d'erreurs, l'extrême malheur avaient, quoique trop incomplètement, désillusionné bien des esprits ; tant de crimes avaient lassé la peur. Le ressort de la terreur, trop tendu, devait se briser ; et, à la faveur d'une querelle de ménage entre terroristes, cet exécrable ressort se brisa en effet ; la réaction commença ; et une fraction des terroristes, aussi ignoble que la fraction vaincue, se trouva, sans savoir comment, entraînée par la force de cette réaction à la personnifier, à lui servir d'instrument. Réaction bien incomplète sans doute, où survivaient, dominaient encore bien des préjugés révolutionnaires, anarchiques, ou menant à l'anarchie, où l'esprit public, intimidé, garroté, par l'horrible passé, par les faits accomplis, par la monstrueuse pseudo-légalité existante, par cette formidable machine révolutionnaire qui l'enserrait de toutes parts, n'osait formuler, du moins tout haut, et jusqu'à un certain point s'avouer à lui-même tous ses vœux, tous ses besoins, toutes ses aspirations, toutes ses tendances de retour, toutes les nécessités

ment sainte et faite pour passionner les nobles cœurs. C'est qu'elle n'a point pour motif des causes plus ou moins politiques et d'une appréciation difficile ; elle se lève pour sauvegarder ou reconquérir tous les trésors de la civilisation, tout ce qui en est la garantie. Religion, tradition, droit, liberté, dignité, famille, propriété, tous les éléments de la sociabilité, elle les couvre de sa bannière. Au lieu d'ennemis conventionnels, le soldat a devant lui des barbares de l'intérieur, ennemis fanatiques ou lâchement involontaires de la sociabilité, qui prétendent lui ravir tout ou partie de ces biens, ou du moins lui arracher ce qui les garantit.

Il est établi d'admirer, ou du moins d'approuver ceux qui dans la révolution française, pour fuir les horreurs ou les dangers de l'intérieur, se réfugièrent dans les camps. J'avoue que je ne puis porter le fétichisme du mot patrie jusqu'à trouver qu'il soit si beau de défendre à la frontière, ou contre ses compatriotes soulevés, de prétendre imposer à ceux-ci, et parfois à ses voisins, ce qui est si hideux en soi. Dans un tel cas, derrière ce qu'on prétend nommer patrie je vois Robespierre, le terrorisme et les sauvages. Et là est l'ennemi.

Comment la guerre civile, si légitime, si ardente sur plusieurs points du territoire, échoua-t-elle partout ? Comment l'Europe armée tout entière n'écrasa-t-elle pas la révolution dans son œuf satanique ? Comment la Convention et son Comité de salut public purent-ils trouver en face d'eux un peuple assez démoralisé, assez intimidable, assez fanatisable, pour qu'en dépit de son intérêt évident, on pût, sous la pression d'une terreur inouïe impitoyablement organisée sur une immense échelle, pousser toute la population virile dans les cadres des hordes de la terreur, et, prétoriens involontaires, moitié fanatisés, moitié terrorifiés, les lancer, soit sur les provinces soulevées, soit aux frontières contre de vrais libérateurs? L'école providentielle voit là sans doute le doigt de

produisait dans le sens du bien. La Convention voulut l'écraser. Un de ses membres, non les plus féroces, mais les plus ignobles, Barras fut chargé de cette œuvre. Inapte à l'accomplir par lui-même, il ramassa sur le pavé de Paris une sorte de bravo corse, connu seulement pour avoir, sous le patronage d'un cadet de la maison de Robespierre, aidé à écraser les malheureux Toulonais luttant contre la Terreur, et pour avoir depuis, à la chute de la Terreur, partagé la déchéance qui frappait ses féroces patrons. Le bravo ramassa sur le pavé, où ils se trouvaient comme lui, une bande de quelque 1500 bandits, vils sicaires de tous les crimes des années précédentes, récemment échappés des prisons, où les avait justement jetés la réaction de justice en thermidor; ce fut l'élite de la petite armée, avec laquelle, aidé de ce puissant génie militaire qui devait plus tard étourdir et bouleverser le monde, le bravo, qui devait être Napoléon, mitrailla, écrasa ce peuple justement insurgé, et assura à la Convention-Croupion la durée de sa domination réusurpée. La réaction, la restauration de l'ordre furent pour le moment neutralisées, ou du moins puissamment enrayées; et Bonaparte gagna en vendémiaire ses seconds éperons, au service, au profit du terrorisme, coutre la légitime protestation d'une population indignée, et contre la restauration de la société.

Comme cela devait être, le tiers amené par l'élection dans les Conseils fut restaurateur. On pouvait espérer. Si l'ordre matériel se maintenait, si l'absurde constitution directoriale pouvait fonctionner seulement deux ans, une majorité restauratrice devait dominer dans les conseils; une restauration de la France par la France, la plus parfaite combinaison souhaitable, s'offrait en perspective. L'Europe, déjà partiellement bouleversée par la révolution sur la rive du Rhin, n'était guère encore entamée sur aucun autre point; elle aussi pouvait être sauvée. Il ne devait pas en être ainsi. L'année suivante l'influence de Barras, décidée par des

motifs dont peu importe de sonder la source, fit donner au vainqueur de vendémiaire le commandement de l'armée d'Italie... Je laisse aux hommes pour qui la guerre est une spécialité, un métier, un art; qui, indifférents à la nature, à la cause, à la justice de la guerre, stoïques condottieri-artistes, aiment en elle l'art pour l'art; je laisse à la foule immorale et affolée, qui adore par-dessus tout le bruit et le succès, le tambour et les fanfares, idolâtre de qui l'opprime, l'exploite, la fouaille, je laisse à cette foule à célébrer la campagne d'Italie. Au regard du philosophe il n'y a là qu'un nouveau progrès, une nouvelle conquête de la révolution antisociale de France. La noble et heureuse monarchie de Savoie, qui quatre ans l'avait tenue en respect sur la crête des Alpes, le paternel gouvernement de Toscane, la vieille et auguste Papauté sont vaincus, humiliés, dépouillés de prestige, pillés et rançonnés comme par une horde de barbares. Les vieilles républiques ne sont pas épargnées: Gênes succombe; Venise, jouée, trahie avec une impudente rouerie, révolutionnée au nom des principes démagogiques, finit par être livrée comme appoint, par un scandaleux traité, à l'Autriche mutilée, qu'on déshonore par la triste complicité que lui inflige ce honteux marché. Dans toute la péninsule la tradition, cet inappréciable élément de vie, est renversée, ou radicalement ébranlée. Voilà sur quoi, parce que, dans l'intérêt de la conquête, il n'avait pas fait en Italie tout le mal qu'il pouvait faire, même les amis de l'ordre bâtirent au jeune condottiere une réputation d'homme d'ordre et d'organisation, de héros sauveur.

En 1797 le mouvement de réaction sociale s'était maintenu en France; un second tiers, produit de ce mouvement, était entré dans les conseils, et avec le tiers de 1795 formait la majorité contre le vieux tiers, reliquat de la Convention. Un directeur dans les mêmes tendances faisait partie de ce Directoire, d'abord composé de cinq régicides. La

d'une restauration de l'ordre social. La Convention, cette lâche assemblée, pataugeait dans l'impossible. Au dehors elle demeurait aussi révolutionnaire que jamais. Au dedans, rejetant sur sa lâcheté les crimes terroristes dont elle avait subi la complicité, et sacrifiant comme boucs émissaires à l'opinion publique ses membres et ses agents les plus atrocement notés, elle s'essayait, œuvre irréalisable, à réparer les maux qu'elle avait faits ; révolutionnaire, à arrêter et à réparer les œuvres de la révolution ; anarchique, à museler l'anarchie ; anti-sociale, à restaurer la société. Elle prétendait exécuter toutes ces choses en niant ou repoussant tous les principes dont elles découlent, en partant de tous les principes qui leur sont hostiles ; elle prétendait les exécuter par un personnel qui leur était antipathique, et qu'un si récent passé compromettait contre elles. Il y a trop de logique dans la conscience, dans l'esprit humain, pour qu'une telle œuvre, par de tels ouvriers, soit possible jamais. Comment serait-il donné à un Tallien, à un Legendre, à un Sieyès, à un Fouché, de sauver une société ? Mais quelle triste situation sociale que celle où de tels noms s'entourent, pour les honnêtes gens, d'une auréole de popularité, et personnifient pour eux l'ordre et l'espérance !

Pourtant l'esprit public, jusqu'à un certain point assaini, progressait, et pénétrait toutes choses. Peu à peu une sorte d'ordre matériel et moral se refaisait. La Convention avait achevé cette constitution, pour parfaire laquelle elle était censée avoir été seulement nommée. Cette constitution, que l'on pouvait presque trouver bonne en la comparant au régime du Comité de salut public et même à celui de la Convention pénitente, cette constitution était détestable et impraticable, comme toutes les constitutions populaires possibles. Pourtant, je le répète, par comparaison sa mise en vigueur était désirable ; elle l'était surtout en ce sens qu'elle faisait maison nette des hommes d'alors, et entraînait

restauration de l'ordre semblait donc assurée; soit qu'on l'entreprît sur-le-champ, soit que, se bornant à préparer sagement les voies, on attendît, pour la parfaire, l'arrivée en 1799 du troisième tiers. Je ne sais réellement si dans ce retour des cœurs, des imaginations et des esprits vers les idées d'ordre et de pouvoir, seules sources de salut, les dures leçons de l'expérience avaient été assez comprises dans toute leur portée, avaient suffisamment dessillé les yeux des majorités sur tant d'idées fausses, de préjugés et d'engouements, pour que ces majorités, qui voulaient sincèrement le retour de l'ordre, sussent en reconnaître en même temps et en vouloir toutes les conditions. Là était le danger. Si l'œuvre de restauration s'élevait dépourvue de ses bases et de ses garanties nécessaires, elle ne pouvait être qu'éphémère, amener qu'un calme passager; et, quand le salutaire effroi du péril perdrait de son intensité, ébranlée par de nouvelles agitations, battue en brèche par les mêmes passions et de nouvelles ambitions, elle devait de nouveau être renversée par le vent révolutionnaire. Mais le contraire pouvait être espéré. Pour rétablir la société sur des bases solides et dans des conditions d'ordre durables, il fallait que la monarchie fût relevée, l'héritier du trône rappelé sans conditions; qu'on n'imposât, et que le monarque n'imposât à l'autorité royale aucune sujétion, aucun partage, qui toujours nécessairement dégénère en lutte et en ruine de la souveraineté, au profit (hélas ! au détriment) de l'élément populaire, et par suite en révolution. Il fallait que le retour de la nation à la religion antique fût complet, hautement proclamé, réalisé dans la réorganisation de l'éducation politique. Il fallait que de ses folles, de ses funestes conquêtes politiques la nation désabusée ne prétendît conserver aucune; que la presse, cet engin, cette hydre, ce Protée du mal, fût solidement entravée et muselée par la censure. Il fallait que la chaîne rompue de la tradition fût fortement renouée et

ressoudée; que, sans songer à des réactions ou vindicatives ou puériles, sans refuser de profiter des quelques idées utiles de détail qui avaient pu apparaître dans un fouillis de folies, tout le court et sinistre passé datant de 89 fût tenu pour nul et non avenu, ses œuvres comme n'ayant jamais été, et que l'avenir se rattachât à ce passé traditionnel, sur qui resplendissait l'idée, l'auréole, le labarum du droit. Cela à obtenir était beaucoup; mais, je le répète, si jamais ces conditions si nécessaires eurent chance d'être obtenues, ce fut alors; alors fut le moment *fatal*, le jour propice par-dessus tous les jours. La leçon avait été si forte, le démenti des faits aux erreurs si grand, que l'on pouvait tout attendre de la réaction. Toutes les circonstances étaient bonnes. La France, malgré ses coupables agressions contre ses voisins, demeurait non entamée, non humiliée par la conquête, victorieuse même; son amour-propre, cet élément dont il faut tenir si grand compte, était sauf. L'œuvre du retour eût été tout-à-fait, exclusivement sienne, sans aucune compulsion ni influence étrangère. De plus, sauf quelques batailles gagnées et d'une gloire médiocre, rien avant 96 n'avait jeté d'éclat sur la révolution; et, bien que la campagne d'Italie fût venue sous ce rapport modifier assez les choses pour qu'il fût fort à regretter que la contre-révolution ne se fût pas faite en 95, cependant la fortune n'avait point en 97 amassé autour du fait révolutionnaire assez de succès, de triomphes, de ce qu'on appelle gloire, pour en voiler, dans une splendeur d'aloi plus ou moins douteux, les hontes, les remords, les hideurs. Aucun ordre intérieur réel, aucun éclat extérieur ne s'étaient produits. Nulles grandes ou brillantes existences n'étaient rattachées à la révolution ou à ses conséquences. Rien d'apparence respectable et permanente n'avait surgi. Nuls intérêts honnêtes ne se trouvaient, ou ne pouvaient se croire engagés. Rien dans le passé révolutionnaire que l'anarchie ou la terreur; le chaos, la banqueroute, la ruine de

l'Etat et des particuliers, l'échafaud, les mitraillades et les noyades, la confiscation, la persécution religieuse ; l'horreur de la veille, l'effroi du jour, le cauchemar du lendemain ; l'orgie impure et sanglante ; hors des frontières la propagande effrénée et pillarde, la soi-disant liberté offerte, la tyrannie des soudards et des proconsuls appliquée, le pillage organisé ; les nations et les populations rançonnées en masse. Ainsi, entre le passé traditionnel et 97 aucun abîme de séparation ; si ce n'était un abîme de crimes, que le souvenir populaire aurait hâte de combler. Que trop il devait plus tard en être autrement.

97 offrait donc une inappréciable, une *inretrouvable* chance. Mais Bonaparte ne permit pas qu'on en profitât. Cet homme, qu'on veut bien saluer comme le restaurateur de l'ordre social, en étouffa, en comprima, en détruisit la plus belle, la seule complète chance. Il voulut bien à son jour de l'ordre et de l'autorité ; il favorisa bien à son jour les éléments et les forces qui les pouvaient produire. Mais ce ne devait être que quand il se croirait en mesure de les vouloir à son profit, de les confisquer, de les exploiter au profit de son insatiable égoïsme, de son ambition à jamais funeste. Le néfaste guet-à-pens de fructidor fut l'œuvre de Bonaparte ; les ignobles conventionnels qui l'exécutèrent à Paris, qui violèrent les pouvoirs légaux et déportèrent sur une terre pestilentielle les plus hommes de bien parmi les élus populaires, n'osèrent ce hideux attentat qu'après avoir reçu l'assurance de la vive approbation du général d'Italie, et de l'appui de l'armée avec laquelle il venait d'anarchiser cette belle terre. Un de ces brutaux soudards que le terrorisme légua à l'empire, Augereau, dut représenter à Paris le machiavélique vainqueur.

Alors on eut dans toute son impudeur le hideux spectacle que l'esprit révolutionnaire n'a jamais manqué à l'occurence de présenter depuis au monde, qui, à sa honte, n'a

ni assez de bon sens ni assez de sens moral pour s'en indigner suffisamment. On a vu, on verra toujours ces hypocrites hableurs de liberté, de suffrage populaire, de souveraineté du peuple, dès qu'ils ne peuvent les exploiter, escamoter ou terrorifier à leur profit, se hâter de les violenter, de les insulter, de les briser. La volonté manifeste de la nation fut défiée et étouffée ; ses élus furent déportés ; et les impurs héritiers de la Convention se donnèrent à cœur joie d'une recrudescence de terrorisme. La réaction était perdue ; le moment merveilleusement propice, *fandi tempora*, était passé et perdu. La tradition était brisée à ne pouvoir se bien renouer jamais.

Des deux années qui suivirent cet attentat à quoi bon parler? Tyrannie anarchique au dedans, voleries éhontées au dehors. L'Italie livrée aux extorsions. La vieille Suisse sans prétexte envahie à l'appel de quelques intrigants ; ses gouvernements renversés ; le trésor de Berne honteusement volé ; le sol sacré des petits cantons noyé dans le sang généreux de leurs enfants. La république une et indivisible partout propagandiste et agressive, partout humiliée sur les champs de bataille, jusqu'à ce que deux condottieri italiens, *Massena*, puis *Buonaparte*, la sauvent d'une expulsion complète des territoires envahis, probablement de l'envahissement bien mérité du sien.

Bonaparte, revenu de sa vaine campagne d'Egypte, avait d'une main violente saisi le pouvoir suprême. La restauration de l'ordre, qu'il avait empêchée au jour opportun pour la bien faire, il l'entreprit, ainsi que je l'ai dit, à son jour ; il l'exécuta avec un puissant génie, une merveilleuse vigueur. Mais forcément, par le seul fait que c'était lui qui la faisait, lui l'héritier de la révolution, l'homme de la force brutale, elle fut radicalement viciée, entachée à fond d'un alliage et de principes qui devaient la corrompre et la tuer ; elle portait en naissant son germe de mort. En effet par l'apparition,

l'élévation et l'action du soldat tout-puissant, la tradition était plus brisée que jamais; une légalité nouvelle, imposante quoique sans base et sans racines, se substituait à l'ancienne, produit des siècles, qui seule portait en elle l'inestimable notion du droit; et cette légalité nouvelle semblait consacrer aux yeux des peuples l'abolition de l'ancienne, la rupture de la chaîne traditionnelle. Cette révolution sociale universelle, que la république n'avait su entourer que de honte, de souffrance et de terreur, le premier consul, puis empereur l'entoura, lui, de la splendeur d'un ordre matériel qui semblait solide, de la splendeur de son génie et de nombreuses victoires gagnées sur tous les champs de bataille de l'Europe, toujours dans des guerres sans cause, ou pour les causes les plus injustes. Mais qu'importe aux foules humaines la justice des guerres? A leurs yeux les lauriers consacrent tout.

Continuateur, quoi qu'il en eût, du fait révolutionnaire, Bonaparte y rattacha pendant son règne certains intérêts et les habitudes d'une génération; il y rattacha de nombreuses existences individuelles considérables, influentes dans l'armée, les magistratures, les lettres et les arts; et compromit dans sa cour, ou engagea dans divers services une portion notable des anciennes races, dépositaires plus spéciales de la tradition. Ainsi devenait chaque jour moins favorable, moins solide le terrain pour cette tradition, si jamais quelque fait historique semblait vouloir la renouer. Il fallait toute l'étourderie ou la courte vue que la foule porte dans ses jugements, il fallait tout l'éblouissement que lui inspire le succès pour se consoler de cette destruction des chances favorables au rétablissement solide de l'élément traditionnel, en se confiant pour un long avenir à l'épée victorieuse du soldat couronné. Ce mirage du droit, qui dans une plus ou moins grande limite suivant les époques, équivaut en force au droit lui-même, ce talisman sacré: l'idée de légitimité que possède

la tradition du passé, Bonaparte ne l'avait pas et ne pouvait l'avoir. Il fallait qu'il gouvernât toujours l'épée haute, et en retrempant dans de nouvelles victoires son prestige de victorieux; il ne pouvait donner à ce pouvoir issu du sabre le caractère paternel et doux du pouvoir incontesté. Ce vice radical, atténué sans doute par la transmission même, mais aussi non compensé par sa force personnelle, il devait le transmettre à son successeur, s'il parvenait à lui laisser héréditairement son sceptre-sabre. Le comte de Maistre, je l'ai déjà rappelé, a dit : la légitimité est une plante qui ne croît que dans le sang. Je le comprends en ce sens que ce n'est qu'après de longues années souvent déchirées par des contestations violentes que le pouvoir héréditairement transmis passe de fait en droit ; survivant à toutes prétentions rivales ou hostiles, arrive à s'entourer de toute la majesté de la tradition souveraine, et donne aux peuples cet immense bienfait d'une autorité incontestée dans son titre, dans son représentant et dans son extension.

Non seulement Bonaparte était un monarque parvenu, ce qu'on peut parfois espérer de faire oublier, mais il était un parvenu révolutionnaire. Ex-jacobin, ex-soldat du terrorisme, de la révolution, complice des séides de cette révolution, porté par son flot impur et sanglant au pouvoir suprême, acceptant ou subissant son odieuse tradition ininterrompue et non désavouée, il en demeurait, sur le trône ou sur le cheval de bataille, la consécration aux yeux de la foule, la justification par le succès, le propagateur dans toute l'Europe traditionnelle encore.

Et non seulement Bonaparte était un parvenu, et un parvenu révolutionnaire, mais il était dans son caractère personnel d'aggraver tout ce que renfermait de funeste pour la France et l'Europe cette situation compromettante et violente. Entouré de l'auréole du triomphe, advenant à la tête d'un peuple lassé, désabusé d'agitations politiques et de ce qu'on

appelle liberté, il eût, je le crois, dépendu de Bonaparte de régner paisiblement sur la France, heureuse de l'ordre intérieur et de la prospérité matérielle, respectée au dehors, appuyée sur son épée. Il n'eût rien fondé, je le crois; mais cela eût duré sa vie durant, et un peu au-delà. Au lieu de cela, turbulent, agressif, insolent, ambitieux de conquêtes et désireux de bataille, incapable de paix, puisque, envahissant en pleine paix, il forçait à la guerre ses voisins les moins énergiques, il imposa dès le premier jour et sans cesse à l'Europe la lutte permanente; à la France la guerre sans répit et l'épuisement de toute sa vitalité dans une agression sans terme et sans raison.

Le puissant aventurier italien, en pleine possession du pouvoir, commença par rendre à la révolution l'Italie, qui lui échappait; puis il se prit à rétablir en France, sans rompre avec l'œuvre révolutionnaire, l'ordre civil, religieux, judiciaire et financier, et surtout l'ordre administratif. Il est impossible de ne pas payer un tribut d'admiration à la haute intelligence déployée dans cette œuvre, dont plusieurs parties subsistent et subsisteront, bien que l'œuvre soit profondément saturée de faux principes (1).

(1) Entre divers principes d'une portée funeste consacrés alors se trouve celui de l'égalité des partages. Ce principe, qui après une génération et demie, est loin encore de ses dernières applications, doit amener un morcellement du sol arrivant à l'émiettement, à l'impraticable, et auquel c'est une chimère que de prétendre remédier par des projets d'association dans la culture ou la mise en fermage, système auquel se refuse l'instinct de la propriété. Ce morcellement du sol et la diffusion corrélative de la propriété, au point où elle se trouve maintenant, ont bien pu, pourront bien amener dans un cas donné, dans un moment de naufrage politique et d'anarchie, d'utiles résultats; en ce sens qu'il se peut qu'un nombre immense de petits propriétaires réagissent contre les principes effrontément destructeurs de toute propriété, de toute famille, de toute société. Mais, si ce bienfait se produit, car à l'occurence il est loin d'être assuré, ce n'est là qu'une utilité toute exceptionnelle, qui, je le crains bien, ne saurait durer, vu l'inintelligence extrême de ces propriétaires infinitési-

Sur toute la régulière ordonnance de l'Empire plane l'esprit de despotisme arrogant et d'égoïsme sans frein, qui caractérisent le condottiere de génie qui en est l'âme. Il est l'homme des voies de fait. Les éléments civilisateurs, que son esprit de gouvernement lui suggère de protéger ou de

maux, dont toute la capacité consiste à voir l'abîme quand ils sont dedans ou à peu prés, à se cramponner alors aux parois, sans trop savoir comment en sortir, et sans jamais d'avance savoir ce qu'il faut faire pour éviter d'y arriver. Cette utilité, d'un moment, de la petite propriété n'existe d'ailleurs qn'en temps de révolution, d'anarchie, de souveraineté populaire; c'est tout un. Or il faut prétendre et songer à organiser la société ponr l'ordre, le pouvoir, la durée; pour prévenir les révolutions. Et ponr cela la propriété plus agglomérée, réunie en moins de mains, et dans ces mains par lots plus cohérents, vaut infiniment mienx. Elle tend à rendre la société forte, ordonnée, conservatrice, anti-révolutionnaire.

La répartition de la propriété en agglomérations plns ou moins importantes a pu en divers pays suivre, en conséquence des précédents, des régles diverses. En France à l'époque dont il est ici question et même à l'époqne actuelle, comme partout où la matière n'est régie par aucun précédent qui engage le présent, la répartition qni me semble la meilleure est celle-ci : au sommet de la société un nombre borné d'agglomérations d'une certaine importance conservées dans leur intégrité, chacune en nne seule main, de génération en génération. Pour le reste du sol, car je ne parle qne du sol, la répartition de l'héritage laissée absolument á la libre disposition dn propriétaire; sauf un minimum proportionnel fixé pour chaque enfant dans l'héritage des ascendants, et, sauf pour le cas *intestat*, la répartition actuelle du Code civil, avec l'application *obligée dans ce cas seulement* de l'avantage dn quart pour le garçon aîné.

Ainsi deux grands avantages se produiraient : dans la plupart des cas, je le crois, le désir de conserver l'importance de la famille, l'amour de l'intégrité du bloc principal de la propriété, du *manoir*, la préférence ponr un des enfants, un de ces motifs ou tous ensemble, engageraient l'ascendant à faire un héritier principal, et ainsi se trouveraient maintennes les agglomérations territoriales et les familles. En même temps, chose essentielle en tout temps, et surtont à une époque où le principe d'autorité a si fort fléchi, en même temps se trouverait fortifiée, par le droit de libre disposition et assignation dn patrimoine, l'autorité paternelle, la première, la plus sainte des autorités.

ressusciter, il se montre toujours prêt à les exploiter, sans tenir compte de leur action légitime, de leurs conditions d'être ; à les violenter, à les fausser, ou à les briser dans un caprice, une brusquerie, un calcul, ou un paroxisme de fureur corse. Il restaure les autels, réconcilie la France avec la papauté, parce qu'il sent la force que prêtera l'élément religieux à son pouvoir, à l'ordre, dont il a besoin ; mais il a hâte de dénaturer par les articles organiques le concordat conclu ; et dès qu'il reconnaît que le pouvoir spirituel, dans sa haute dignité, tout en acceptant le pacte synallagmatique de légitime solidarité, refuse de se prêter à ses caprices, de se faire le complice, le servile instrument de ses ambitieux calculs, de ses plans de domination effrénée, il s'en prend à la religion même ; persécute tout ce qui dans le clergé lui fait obstacle, et jusqu'au Pontife suprême, avec une impudeur et une brutalité dignes de Domitien, ou du Comité de salut public.

Il y avait dans cette nature si astucieuse, si machiavélique, si calculante, quelque chose de la violence emportée du sauvage, que ne pouvaient contenir ni le soin de son orgueilleuse dignité, ni les exigences de ses intérêts. Ces manifestations sanguinaires, ou simplement brutales, de colère cruelle, mêlées aux actes violents d'une politique qui ne reculait devant aucune rigueur, marquent à intervalles toute sa carrière souveraine. A commencer par l'exécrable assassinat du duc d'Enghien, que le bourreau impérial osa encore justifier à son lit de mort, nous rencontrons, parmi bien d'autres faits de ce genre, les procès de Moreau et de Pichegru, et la douteuse mort de ce dernier, l'exécution du libraire Palm, la trahison de Bayonne, l'infâme enlèvement du glorieux martyr Pie VII, jeté mourant, mis sous clef dans une voiture ou cachot de voyage, et conduit ainsi à cent lieues de distance, la persécution, la torture morale infligées au saint vieillard pendant sept années à Savone et à Fontai-

nebleau, les cardinaux fidèles embastillés à Vincennes, un séminaire entier arraché de l'autel et jeté parmi les recrues à la gueule du canon, etc. etc.

Un grand poëte, pauvre démagogue, a écrit en s'adressant au conquérant :

> **Qu'as-tu vu tout à conp dans l'horreur du passé?**
> **Est-ce d'une cité la ruine fumante?**
> **Ou du sang des humains quelque plaine écumante?**
> **Mais la gloire a tout effacé.**
> **La gloire efface tout.... tout, excepté le crime!**
> **Mais son doigt me montrait le corps d'une victime!**

Le poëte ne reproche ainsi à l'empereur que l'assassinat du duc d'Enghien ; il veut bien admettre que la gloire n'efface pas le crime ; seulement il ne lui voit guère que ce crime. Le sang et les angoisses de trois longs lustres ne comptent pas à ses yeux. Hélas, les foules, dont pourtant la souffrance semblerait devoir éclairer le sentiment de justice, ne sont que trop disposées à être de cet avis. Mais nous, Monsieur, qui avouons pour l'intelligence, pour le sens de ces foules un assez complet dédain, nous sommes bien autrement soigneux de leur dignité, de leur bonheur ; nous tenons bien autrement compte de leur sang, de leur honte et de leurs larmes. Si nous pensons que le dévouement à leur bonheur, tant proclamé par des démagogues, qui généralement ne se dévouent guère, doit être recommandé toujours sans être exigé jamais, nous éprouvons une indicible horreur pour le mal qu'on leur inflige ; nous pensons, nous sentons que rien ne doit inspirer une plus sainte, une plus immense horreur que la souffrance humaine, surtout sur une grande échelle ; que cette infliction égoïste est toujours un crime, un immense crime, le crime de Caïn, pour lequel il ne doit pas y avoir de pardon sur la terre. Oui, n'en déplaise à l'amant d'Elvire, ce qu'il appelle, ce qu'on appelle la gloire, sans une cause légitime ne justifie point :

. . . . des cités la ruine fumante,
Ou du sang des humains quelque plaine écumante;

et à nos yeux ces exécrables carnages ne s'entourent que d'une satanique auréole.

Je repousse l'inexplicable sanctification, dont le comte de Maistre a voulu entourer la guerre en elle-même, indépendamment de sa cause. Je ne sache rien de plus hideux que la guerre, la guerre sans but légitime, faite par les puissants comme passe-temps, ou moyen d'ambition. Nul plus que Napoléon n'en abusa jamais, et ne fit couler plus de sang en vain. Aucune de ses guerres ne fut juste, ou n'eut même apparence de justice. Par conséquent, défensives elles furent toutes justes du côté de ses adversaires. Si la guerre est l'infliction à l'humanité contre laquelle la conscience non sophistiquée se révolte avec le plus d'énergie, parce qu'elle a horreur du sang d'autrui, *abhorret a sanguine*, cependant par les conséquences cette effusion, bien que le plus révoltant, n'est point le plus grand mal que les batailleurs, ces fléaux de Dieu, infligent aux nations. Hélas, ceux qui jonchent les champs de bataille ont cessé de souffrir; au bout de peu de jours ou de peu d'années les vides qu'ils ont laissés sur la terre sont comblés. Mais, à moins de banqueroute nationale, ce crime qui ravale les états au rang d'escrocs, les dettes énormes, que la guerre accumule sur les nations, pèsent sur elles en masse, génération après génération, entravent leur essor et tous leurs mouvements. Elles font peser indéfiniment sur ces générations, tristement solidaires, des souffrances sans nom de misère, de dénuement, pires en intensité que la mort de quelques-uns, et d'ordinaire amènent dans leurs conséquences la désorganisation sociale, et le pire des malheurs : les révolutions, qui presque toutes ont leur point de départ, leurs causes déterminantes dans des embarras de finances.

Les guerres d'invasion produisent nécessairement dans les

contrées qui en sont le théâtre une perturbation sociale dont l'ébranlement se fait longtemps sentir. Faite, comme la fit Napoléon, avec un caractère subversif des frontières, des nationalités, des dynasties, faite surtout avec cet esprit révolutionnaire dont l'empereur sorti des jacobins fut toujours, même au jour de son plus pesant despotisme, l'involontaire missionnaire couronné et à cheval, la guerre brise ou ébranle de façon irréparable la tradition, détache, dessoude, dissout tous les éléments des édifices sociaux, désintéresse les masses de leur passé, relâche, éraille les nœuds inappréciables par lesquels les races souveraines, ou hiérarchiques, tiennent au cœur des populations ; elle dissipe ou ternit les prestiges les plus utiles ; et force partout les souverains à remplacer dans une grande mesure la force du droit par le droit de la force. Ces œuvres à jamais maudites de la guerre, ces résultats que je nommerai moraux, il fut donné à Bonaparte de les infliger aux races d'Europe dans une dose inconnue aux temps modernes.

La noble Angleterre, qui, sous la forte direction de Pitt dont la puissante impulsion fut la force de ses successeurs, sous le pouvoir sauveur de son aristocratie, fut l'ancre de salut de la chrétienté pendant ces vingt-quatre ans de tempête, l'Angleterre, âme, non toujours très-intelligente, mais toujours intrépide et indomptable de la résistance à la révolution, puis au despotisme du grand gagneur de batailles, l'Angleterre à la fin de sa gigantesque lutte demeura courbée sous les nombreux milliards, dont sa dette fut démesurément grossie. Et ce fardeau, excessif malgré la fière désinvolture qu'elle met à le porter, ne fut pas étranger sans doute aux regrettables concessions réformistes arrachées à son aristocratie, concessions qui en amèneront d'autres, par lesquelles tôt ou tard cette aristocratie périra, au complet désarroi de ce grand pays.

L'Espagne pendant les premières années du règne consu-

laire puis impérial, resta, sous l'impérieuse prépotence du soldat couronné, la satellite humiliée et sacrifiée de ses ambitieux et capricieux desseins. Elle prodiguait, pour des causes qui n'avaient même pas la prétention de paraître espagnoles, son or, sa dignité, et plus tard ses vaisseaux et son sang. Toutefois sa tradition politique restait intacte; et il y a tant de vitalité dans la tradition, dans la royauté, si mal représentée qu'elle fût alors, que la monarchie castillane, épuisée, humiliée, se maintenait intacte et paisible. L'attentat de Bayonne, précédé et suivi d'actes si odieux, vint enlever à l'Espagne sa vieille royauté pour lui imposer en échange l'insulte d'une royauté improvisée et étrangère : corse, naturalisée française, et essayée comme un costume de théâtre dans les palais napolitains. Sept ans d'horribles guerres, sans pitié et sans merci, vinrent anéantir les dernières ressources de ce royaume aux abois. Finances, administration, marine, habitudes d'ordre telles quelles, tout y périt. Depuis lors l'anarchie, la guerre civile sauf certaines intermittences incomplètes, la banqueroute sont devenues, pour ainsi dire, l'état normal de l'Espagne. Ce pays, resté plus inapte qu'aucun autre au prétendu *selfgovernment* moderne, a perdu, en grande partie sa foi à l'autorité ; et les intervalles de repos comparatif dont il jouit il les doit à l'excès de la lassitude, ou à l'intervention de quelque énergique soldat.

Les colonies espagnoles, qui couvrent en Amérique la moitié d'un monde, sommeillaient avec leurs races diverses et leurs vastes déserts sous l'égide de la mère patrie. Elles sentaient aussi peu le désir de l'émancipation qu'elles étaient peu aptes à en jouir. Bonaparte, en brisant le gouvernement de l'Espagne, en installant à la place l'anarchie, a rompu les liens qui à la métropole rattachaient les colonies. Elles se sont trouvées ainsi jetées dans une indépendance forcée qu'elles n'avaient point appelée. Partie pour suppléer à l'au-

torité qui défaillait, partie poussées par l'intrigue étrangère, partie obéissant au souffle révolutionnaire, dont la bouffée lointaine les atteignait, ces colonies morcelées échappant à l'étreinte métropolitaine, ont essayé d'organiser autour des divers centres d'administration coloniale le *selfgovernment*. Prématurément lancées dans la vie politique, sans éducation préalable, sans nationalités spéciales, sans éléments, sans tradition de pouvoir, elles ont commencé cette lamentable existence d'anarchie constante, de révolution quotidienne, de gouvernements éphémères, de ruine en permanence ; sorte de fièvre continue, à laquelle on ne conçoit pas qu'une société puisse survivre, et dont on ne comprend pas qu'elle puisse sortir ; application multiple et dérisoire du *selfgovernment ;* impuissante parodie d'une utopie, et comme telle devenue proverbiale, de sorte que : état de l'Amérique espagnole est devenu le nom d'une sorte particulière d'anarchie.

L'Italie, si profondément malheureuse pendant les longs siècles de ce qu'on appelle son orageuse liberté, et de ce qui fut en réalité une intolérable anarchie sous toutes ses formes, entremêlée de despotisme sous toutes ses formes, l'Italie morcelée pendant et par toute son histoire [1], et, sauf la période romaine, toujours dominée par l'étranger, toujours se révoltant contre cette humiliation, et qui jamais dans les temps modernes n'a pu s'organiser sans l'étranger,

(1) L'Italie n'a jamais eu d'unité réelle que transitoirement. Une de ses peuplades, la peuplade romaine, après avoir lentement absorbé, ou plutôt dominé, les autres peuplades italiennes, a eu hâte de noyer cette unité si fugitive dans l'immensité du monde conquis par elle. Plus tard il a tenu à peu que du sein de l'Italie, mais par une armée et un roi étrangers, ne sortît une nouvelle conquête, une nouvelle réunion, amalgamation du monde connu ; et que la civilisation moderne, au lieu de venir des Francs et de dater de Charlemagne, ne vînt des Goths et ne datât de Théodoric. Cette période fugitive a été remarquablement exposée par le marquis du Roure.

l'Italie, presque entière depuis la paix d'Utrecht, complétement depuis la guerre de la succession d'Autriche, jouissait de la paix, du repos intérieur, d'un grand bien-être, d'une grande douceur de gouvernement. Quelques parties, la Lombardie, la Toscane, le Piémont surtout, possédaient ces avantages à un haut degré. L'absence d'énergie et de concert des gouvernements abandonnant à la Sardaigne tout le poids de la guerre, laissa cette généreuse puissance, mal secondée par l'Autriche, succomber devant le vainqueur de vendémiaire. Dans cette Italie, si humiliée, si dévalisée, si écrasée alors, furent pendant les dix-huit ans de l'occupation française semés tous les germes révolutionnaires, qui depuis son affranchissement du joug français ont sans cesse fait explosion sur divers points à diverses époques. Sous l'impulsion d'un Pape généreusement niais, et qui avait commencé son apprentissage politique dans les rangs des gardes d'honneur de *Napoleone primo*, *rè d'Italia*, ces tristes germes semés par la conquête ont valu à l'Italie le triste honneur de devancer tous ses voisins dans l'élan anarchique, où l'Europe vient de se précipiter, et ont jeté la belle péninsule,

Ch'Apennin parte, el mar circonda e l'Alpe,

dans l'abîme où elle se débat maintenant, et d'où elle ne sortira pas sans l'aide de l'étranger, de ces *barbares* exécrés et sauveurs.

A Bonaparte, responsable par son incitation et son appui du coup d'état de fructidor, ce serait justice d'imputer l'invasion, le pillage et la profonde perturbation de la Suisse par le Directoire fructidorisé. L'effet de cette perturbation n'a pas été moins profond et moins prolongé en Suisse qu'ailleurs. Là est l'origine de l'état révolutionnaire, où la Suisse est rentrée en 1830, et vient de s'affaisser complètement. Mais j'aime mieux ne voir là que le médiateur de la Confédération.

La Pologne fanatisée, exploitée et déçue peut en grande partie reporter à l'action impériale la surexcitation d'esprit révolutionnaire qui la travaille, et dont les explosions multipliées sans succès possible n'ont fait que rendre la sujétion de ce noble et ingouvernable pays forcément oppressive et militairement violente.

La Russie elle-même, que l'inassouvissable manie de conquête de Bonaparte vint troubler dans l'immobilité de sa civilisation, doit à cette invasion, et surtout aux marches de ses armées vers l'ouest à la poursuite de l'envahisseur et de la paix, les ferments d'anarchie et de révolte qui depuis lors ont couvé dans son sein, et dont l'explosion en 1825 avec la prétention insensée d'importer le *selfgovernment* dans ce pays primitif, a failli livrer l'empire à la plus épouvantable désorganisation.

L'Allemagne fut le grand champ de guerre déchiré par l'épée du conquérant. Sang versé à flots, contributions exorbitantes, lacérations multipliées de la carte politique et bouleversements de frontières, renversements d'institutions, avanies de toutes sortes, tel est le régime quotidien auquel il a tenu douze ans le vieil empire. Là autant qu'ailleurs il a dans le sillon, creusé par ses armées et les agents à la suite, déposé le germe anarchique. Là de plus il a amené ce résultat funeste que les souverains, impuissants à rejeter son joug par les voies politiques ordinaires, ont dû, dans un suprême appel à l'énergie engourdie ou plutôt brisée des populations, caresser les instincts, les fausses idées révolutionnaires d'une portion des peuples, sacrifier aux décevantes chimères pour surexciter l'énergie nationale, l'électriser ou plutôt la galvaniser avec ces mots redoutables, dont depuis le prologue de l'histoire l'inépuisable et fallacieuse magie est connue. Ils ont dû faire de ces promesses d'institutions populaires, de libertés, si difficiles plus tard à ne pas réaliser, et, réalisées, bien autrement funestes aux peuples,

qui avec leurs millions de vies en agonisent longuement, qu'aux souverains qui n'ont qu'une couronne et parfois une tête à y perdre. C'est devant une de ces promesses que l'imprudente générosité de Frédéric-Guillaume IV a l'an dernier succombé.

Ainsi donc sur presque tous les points du monde civilisé l'égoïste et rude despote a semé pour un prochain avenir, qui maintenant est depuis longtemps du passé ou du présent, la révolte et l'anarchie. Je le répète : sans pouvoir rien fonder il a partout renversé ou ébranlé le passé, rompu la tradition, détaché les peuples de leurs vieilles lois, de leurs vieilles mœurs, des vieux pouvoirs qu'il a humiliés à leurs yeux par la défaite, par les concessions forcées, par la mise à nu et à jour de toutes les convoitises, de toutes les faiblesses des représentants de ces pouvoirs. Enfin le conquérant a traîné à travers tous les Etats, dans les bagages de son armée, ce misérable et dissolvant esprit d'*irrespect*, de scepticisme, de sarcasme, si puissant pour tout flétrir et tuer, et qui peut se désigner sous le nom d'esprit du XVIIIe siècle, ou d'esprit français. Là, en y joignant le culte honteux du succès, de la force qui réussit, et, par esprit d'opposition à ce qui est, à ce qui a longtemps été, le culte d'un éphémère passé brisé, là surtout est le grand secret de l'injustifiable popularité du grand aventurier de Corse. C'est comme renverseur, démolisseur, révolutionnaire, comme négation du passé et puissant précurseur de subversion, que le vieil esprit de révolte légué par le premier homme à ses tristes enfants, a adopté, idéalisé, apothéosé celui qui a tant méprisé, exploité, écrasé, livré à la boucherie la génération qui nous précéda sur un sol humide encore du sang et des larmes qu'il a fait couler.

Pendant douze ans il s'en alla entraînant la chrétienté dans un incessant tourbillon de guerre, et se livrant sur tous à d'énormes voies de fait. Sans générosité, même sans

prévoyance, peut-être aussi avec une machiavélique prévoyance, après chaque victoire il en abusait envers les vaincus, de façon à leur rendre intolérable la paix qu'il leur imposait. Il les laissait la rage dans le cœur, chargés d'outrages, accablés de contributions énormes, que ses proconsuls et les garnisaires restés derrière lui faisaient rentrer à force d'exactions. Il laissait les vaincus dépouillés de quelques-unes de leurs plus belles, parfois de leurs plus vieilles provinces, parfois des plus indispensables à leur système politique, entamés dans leurs frontières naturelles laborieusement acquises. Il les laissait, leur imposant presque ainsi la nécessité de recommencer les hostilités après le premier moment de répit. Soit pour les désarmer, soit pour leur arracher des gages, soit pour grossir ses bataillons, il exigeait d'eux pour sa prochaine guerre de nombreux contingents. Contre leurs sympathies les plus fortes, contre les intérêts évidents de leurs patries, il menait au combat pour son incessante querelle ces satellites involontaires ; et, de ses vaincus, de ses victimes se faisant ainsi des complices, il allait grossissant de tous les conquis son avalanche conquérante. C'est ainsi que depuis Marengo, où le hasard, la fatigue de l'octogénaire Melas, et l'opportune survenue de Desaix remplacèrent par la victoire une défaite déjà acceptée, c'est ainsi que constamment il sembla avec la seule France vaincre l'Europe entière, bien qu'en réalité il ait toujours contre ses ennemis en ligne traîné ses ennemis vaincus. Perfide dans sa diplomatie, sans foi dans la paix, il multipliait alors les empiètements, les interprétations léonines, astucieuses, sophistiques de ce sophisme révoltant de la prépotence. Tantôt avec une souveraine impudeur, tantôt avec une duplicité digne du Bas-Empire, il tracassait, dévalisait, insultait, harcelait ses voisins, jusqu'à ce qu'il leur rendît la prétendue paix plus intolérable que les chances de la guerre, et les forçât ainsi à de nouvelles hostilités, à de nouvelles coalitions.

La guerre, qu'il faisait comme nul autre, la guerre ce hideux fléau des sociétés humaines, était sa joie, son passe-temps, son amusette. Comme un joueur passionné, qui sacrifie tout au goût des combinaisons, des émotions aléatoires d'un jeu effréné, lui, il avait besoin des combinaisons savantes à exécuter sur l'échiquier des batailles et du plaisir fiévreux et féroce de jouer incessamment sur un coup de dé, sur un coup de génie, la vie des multitudes, et, avec son destin, le destin du noble pays dont il tirait son enjeu, les destins de toute l'Europe.

Enfin à l'Europe, où l'Angleterre avait maintenu une protestation permanente contre l'écrasante tyrannie d'un homme, l'affranchissement vint de l'extrême nord-est. La Russie, relancée sans cause jusque chez elle, vit l'agresseur, avec ses six cent mille complices involontaires, succomber dans les frimats. Le grand incube, qui pesait sur la chrétienté et l'étouffait, tomba. Et, disons-le, il tomba au grand soulagement, malgré la fierté nationale blessée, de la France, que depuis tant d'années il traînait à la victoire, de la France, sa complice forcée et sa première victime ; il tomba à l'immense soulagement de l'Europe poussée à bout. L'Europe fut généreuse pour la France, qu'elle ne rançonna ni ne mutila. Elle fut même généreuse jusqu'à l'imprudence par trop naïve envers le redoutable Italien, qu'au lieu de placer sous bonne garde, elle laissa jouir, presque en vue de sa Corse et des côtes de son ex-empire d'une presque complète liberté et d'un fantôme de souveraineté. Bonaparte à Fontainebleau s'était donné l'air généreux de se dévouer par son abdication à la paix d'un pays, à qui il n'eût pu alors imposer plus long-temps sa querelle ; au bout de quelques mois il se lassa de son abnégation forcée, de son repos et du repos du monde. Abusant de l'indulgence de l'Europe, il fallut qu'il vînt encore tenter, aux dépens de la France et de l'Europe, un nouveau coup de dé d'ambition et de guerre. Favorisé

par la stupeur et la triste apathie de la France, par la trahison de l'armée, surtout des généraux complices de ses guerres et de ses victoires, mais péremptoirement repoussé par l'Europe, qui ne pouvait à aucun prix accepter cet éternel perturbateur et l'année précédente n'avait imposé que sa chute à la France vaincue, Bonaparte, fugitif de Waterloo, repoussé à Paris, près de tomber entre les mains de l'Europe, s'en alla demander l'hospitalité de l'Angleterre, que douze ans il avait poursuivie avec tout l'acharnement d'une *vendetta* corse. L'accorder eût été démence ; c'eût été se résigner à une incessante lutte contre l'échappé de l'île d'Elbe. Par une résolution, dont la justice et la nécessité sont d'une évidence au-dessus de toute discussion, l'Angleterre repoussa l'hôte, et saisit le prisonnier, qu'elle envoya sous bonne garde à quelques deux mille lieues de cette Europe par lui tant bouleversée, et qui ne pouvait respirer que sans lui.

Là sur cet îlot, intarissable motif d'éternelles phrases pour les séides, les versificateurs et l'immense foule à la suite, commença un des spectacles les plus déplorables auxquels l'histoire fasse assister. Un homme en qui la grandeur du caractère, la hauteur du cœur eussent répondu au génie, vaincu par la fortune qu'il avait tellement tentée, par l'Europe si défiée, à qui vaincue il avait imposé de si dures lois, se fût enveloppé dans une fière et silencieuse résignation, comprenant que là était la seule dignité de sa déchéance. Lui, tellement sans merci, si brutal contre tout ce qui l'avait gêné, l'assassin du duc d'Enghien, le bourreau de Pie VII, n'était point à la hauteur de la résignation. Tracassier, haineux et mesquin dans ses impuissantes colères, il passa les jours qui lui restaient, à protester à satiété contre la perte de sa liberté ; contre l'insalubrité de cette île, où l'Angleterre entretient de nombreux agents et compte nombre de colons volontaires. Son logis n'était pas assez grand,

ses bains n'étaient pas assez bien installés, et son vin de Bordeaux ou de Chambertin n'était pas assez bon. Ses communications avec le dehors étaient gênées ; le gouvernement britannique accomplissait avec trop de ponctualité sa mission ; et l'Angleterre, qui ne l'avait jamais salué Empereur au fort de sa puissance, lui refusait dans sa déchéance le titre de Majesté. Décidément le séjour était triste, l'équitation peu facile, la liberté fort incomplète. Sa santé en souffrait ; il lui fallait comme hygiène le monde à parcourir, à brasser, à bouleverser, cent mille conscrits à consommer par an, sans compter les conscrits de l'ennemi. Vraiment il était par trop inhumain de lui refuser ces nécessités de son régime, de son tempérament. Aussi comme il geignait, le martyr, s'indignait, se drapait dans son martyre et sa mauvaise humeur.

Dans les loisirs que lui laissaient ses grogneries il avisa à sa portée un honnête gobe-mouches, d'un caractère honorable, jadis ennemi exalté de la révolution et de son héritier, mais, frappé comme Saul sur la route de Damas, devenu tout à coup fervent adorateur de l'Empire à la nouvelle de la bataille d'Austerlitz. L'historiographe était trouvé. Bonaparte se mit à poser devant lui pour la postérité. Soulevant tour à tour comme sujets de causerie les péripéties diverses de son histoire, avec un mélange incomparable d'habileté, d'impudence, de sophisme et d'audace, il les exposait, les arrangeait, les faussait, les éclairait à sa guise. Il posait tour à tour, Janus-Protée, en restaurateur, en émancipateur, en prophète, en type du pouvoir, en type de la liberté, en conquérant, en révolutionnaire, en monarque, en gentilhomme, voire en libéral, voire en bonhomme et même en philantrope ; et aussi en personnification olympienne et fatidique d'un système, certes assez ondoyant, variable, hétérogène (les niais l'ont appelé *l'idée* napoléonienne). Et l'historiographe, bouche béante, recueillait, rédigeait ; puis

transmit au public religieusement attentif. De là cette espèce d'acte de martyr, d'évangile du Christ impérial, car le délire du culte a été pour lui jusqu'à l'idolâtrie, *ce Mémorial de Sainte-Hélène*, dans lequel le titan foudroyé légua sa tradition ([1]) aux siècles à venir.

Aux approches de la mort il voulut léguer au monde une dernière pensée haineuse, étroite, rancunière et impudente. Dans son testament il déclara que, si l'assassinat du duc d'Enghien était encore à commettre, il le commettrait encore; et il inscrivit un legs au fanatique qui, à Paris, avait tiré sur le duc de Wellington, ce glorieux champion de la patrie britannique.

Et le monde entier, sauf de rares protestations isolées, la France, qui fut son instrument, qui, rudement fouaillée par lui, traîna haletante son char de bataille, les nations, qu'il foula sous ses pieds, se prirent pour lui d'un culte, qui au bout de peu d'années arriva à l'idolâtrie, et se constitua en religion. Ceux mêmes que n'atteignit pas ce délire crurent devoir entourer de sympathie et de respect cette *grande infortune*. Il serait trop fort pourtant qu'à celui qui vient de sacrifier à son ambition, à sa démence, des vies et des bonheurs sans nombre et la destinée d'un pays, il suffît d'être vaincu, désappointé, exilé pour être constitué illustre infortuné, martyr, et pour être ceint de l'auréole du malheur, plaint et absout. Au génie funeste, à l'homme fléau, à l'impitoyable ambitieux honte, malédiction, remords; à ses victimes immense pitié. Le monde ne l'entend point ainsi. Non seulement les masses amnistièrent le vaincu de Waterloo, l'exilé de Ste.-Hélène; non seulement elles lui vouèrent un culte, elles l'adorèrent, mais elles l'*aimèrent*. Son nom emplit la littérature, les traditions et les chants populaires, les dithyrambes du poëte, les contes de la veillée, et vint retentir jusque dans la chaire chrétienne adultérée. Son image

(1) Revue et corrigée

impérieuse, dédaigneuse, et dure, tapissa les casernes, resplendit aux voûtes des palais, brilla sur les parois des chaumières à côté de celles du Dieu Sauveur, de la douce et divine Vierge mère et du saint protecteur du foyer ; souvent elle y brilla à leur exclusion. Les foules humaines, selon leur antique, lamentable et pourtant naturel et indestructible usage, adorèrent, aimèrent ainsi en lui la force, l'audace, le succès, le dédain, et une active, énergique et puissante avatare de l'esprit révolutionnaire, de cet esprit qui charme et qui tue.

---

4 Août 1849.

Vingt-quatre ans après son exil, seize après sa mort, un fils de roi traversa les mers pour aller recueillir son cadavre et le rendre à la terre, qui au conquérant avait fourni tant de cadavres. Un roi de vieille race, quoique souillé du baptême révolutionnaire, un roi que Bonaparte eût fait fusiller s'il l'eût pu saisir prince sur une terre asservie à son sceptre, un roi impopulaire parce qu'il était le roi de la paix et des libertés politiques, parce qu'il respectait le sang humain et les entraves légales, ce roi crut se populariser en recevant et saluant cette dépouille au nom d'une population ivre de fétichisme pour qui avait tant foulé ses pères.

Et huit ans plus tard cette mémoire, si absurdement populaire, faisait un dernier acte éclatant de sa puissance, de son prestige posthume ; rendait au pays un des rares services incontestables que cet homme, mort ou vivant, ait jamais rendus : cette mémoire donnait à la France le pouvoir suprême le plus *pouvoir* que la France pût en ce moment recevoir et porter ; un chef de l'état qui s'est trouvé, jusqu'à présent du moins, l'homme de la circonstance. Service incontestable, mais, comme tous ceux que put rendre Bonaparte,

non sans aloi. Car si l'oncle, avant d'être au pouvoir, et pour y arriver, étouffa, empêcha la grande, l'unique chance de restauration sociale complète et solide, par la nation même, et ne put donner en échange qu'une restauration incomplète et éphémère, il est à craindre que le neveu, à qui l'on doit en grande partie le répit actuel, arrivé au pouvoir, ne gaspille, ne dévoie, n'intercepte la seule faible chance qui reste de cette restauration, sans même pouvoir donner en échange la restauration incomplète et éphémère de 1800.

SIXIÈME LETTRE.

3 Février 1849.

Quia absurdum.

Ainsi que j'avais l'honneur de vous le dire, Monsieur, à la fin de ma quatrième lettre, le *selfgovernment* absolu, c'est-à-dire sous la forme républicaine, démocratique, est une absolue impossibilité (1). J'ajoute qu'il est aussi d'une impossibilité absolue, du moins avec quelque durée, sous la forme limitée, c'est-à-dire monarchique *représentative*, autant vaut dire *parlementaire*. J'envisagerai d'abord cette impossibilité sous le rapport théorique ; puis je constaterai qu'en fait il n'a jamais pu nulle part sous cette forme mitigée

(1) Montesquieu prétend que la *vertu* est le principe des républiques, surtout des républiques populaires; il définit sur-le-champ cette *vertu* : « l'amour de la patrie, *c'est-à-dire* l'amour de l'égalité. » Le *c'est-à-dire* et la synonymie qu'il établit, sont jolis; mais passons. Un peu plus loin cette *vertu* se traduit par « l'amour de la patrie, le désir de la vraie gloire, le renoncement à soi-même, le sacrifice de ses plus chers intérêts, et toutes les vertus héroïques (pardon du peu) que nous trouvons dans les anciens (heureux anciens), et dont nous avons seulement entendu parler. » (Pauvres modernes.) Est-il nécessaire de dire, n'est-il pas plus qu'évident que toutes ces belles choses indispensables pour la république démocratique, il y a démence à prétendre les trouver dans ce monde autrement qu'exceptionnellement, partiellement, imparfaitement; il y a démence à espérer qu'on en puisse constituer jamais l'état normal d'un peuple, une base, sur laquelle on puisse asseoir une forme de gouvernement. Ainsi, seulement d'après Montesquieu, et indépendamment de mille bonnes rai-

se fonder sérieusement. A l'encontre de l'opinion de Montesquieu et de notre siècle, les gouvernements *essentiellement* pondérés sont une chimère. Il peut certainement y avoir dans l'état certains contrepoids possédant une force réelle, imposant au pouvoir souverain un temps d'arrêt plus ou moins énergique, plus ou moins salutaire. Mais une balance de pouvoirs, soit de deux, soit de trois, ou plus comme en Suède, portions co-efficientes et égales de la souveraineté, s'équilibrant mutuellement, voilà l'impossibilité, la chimère. Un équilibre absolu ne peut exister deux instants ; le conflit s'engageant à peu près dès l'abord un peu plus tôt un peu plus tard l'un des éléments, vainqueur dans la lutte, dominera, règnera. Cela ne peut pas ne pas advenir ; et il faut que cela soit. Il faut que l'un des pouvoirs prime et domine les autres, puisse au besoin vaincre leur résistance, faire prévaloir son action, dans les conflits avoir le dernier mot, soit enfin seul souverain. L'aristocratie peut être ce pouvoir; toutefois cela est difficile à établir, difficile à pratiquer, d'une très-difficile durée. Cela comporte nécessairement des conditions aristocratiques spéciales et des antécédents histo-

sons théoriques, et des enseignements de l'expérience historique et contemporaine, il est évident que la république populaire est une chimérique impossibilité.

Disons-le franchement : Montesquieu, homme de chimère avec ses airs d'homme de faits, incohérent et frivole malgré ses airs de déduction, d'enchaînement, d'ordre savant, de profondeur, Montesquieu est à peu près sans valeur sous le rapport philosophique et politique. Il y a quelque chose d'extrêmement puéril dans cette foule de petits faits, de petits détails, de petites anecdotes, dans cette étude incessante de l'esprit de toutes ces législations anciennes tirées d'histoires apocryphes pour au moins la moitié, douteuses pour une grande part de l'autre moitié; dans l'importance attachée, comme base de conclusions systématiques, et comme science générale, à l'exemple de ce qui s'est passé dans des sociétés si éloignées, si différentes des nôtres, si exceptionnelles ; ce à quoi Montesquieu semble d'ordinaire à peine songer.

riques tout spéciaux dans l'organisation de la société. L'élément populaire, ainsi que je l'ai énoncé, est complètement inapte à gouverner. Il y a démence à supposer que ces masses ignorantes et passionnées, que la grande fonction sociale du gouvernement est justement de régir, de guider, de contenir, de réprimer, de comprimer, de brider dans leurs entraînements et leurs égarements souvent insensés et frénétiques, que ces masses soient un seul jour aptes à remplir elles-mêmes cette fonction. Pour ce qui est de la déléguer, tout exercice du suffrage est nécessairement illusoire et dérisoire, toujours influencé et inéclairé. Sous l'action multiple et variable des influences contradictoires et mobiles, c'est toujours un grand coup de dé : *alea*. Si à un jour donné par hasard, ou sous l'action d'une énergique influence, d'une bonne passion, ou d'une de ces révélations de l'événement, tellement éblouissantes que même le regard inintelligent de la foule en est illuminé, le suffrage universel, ou même partiel et limité, plus ou moins censitaire, choisit en majorité bien, c'est un fait tellement hasardeux et de circonstance qu'il y aurait folie à prétendre baser quelque avenir sur un tel sable mouvant. Il faut, quand advient pareille bonne fortune, en tirer tout le parti possible. Ce qu'on peut alors souhaiter de mieux du suffrage populaire, c'est qu'il puisse aboutir à prononcer son suicide, son abdication.

Le pouvoir monarchique est donc sans comparaison le plus apte, dans la plupart des occurences le seul apte, à gouverner; à personnifier, à exercer, à être la souveraineté. Ainsi que je l'ai dit, il peut exister, il est souvent bon qu'il existe en face de la royauté, mais sous elle, des pouvoirs secondaires, capables de modérer, de diriger sur certains points certaines parties de son action, de la contenir jusqu'à un certain point, de lui imprimer un temps d'arrêt ; *anglicè : checks*. Mais il faut que toujours la royauté puisse au besoin les surmonter, les dominer, et en dernier résultat faire

comme elle veut. La souveraineté est à ce prix, dans cette condition, et la souveraineté est nécessaire.

Je sais bien que cela n'est point sans inconvénients, et peut en avoir de très-grands. La souveraineté peut dans son représentant être inapte, passionnée, vicieuse, bien que sa haute position, ses intérêts, le mécanisme gouvernemental qui fonctionne autour d'elle tendent essentiellement à l'élever, à la moraliser, au moins dans son action, à l'éclairer, à la guider; bien que ce mécanisme établi, les grandes existences groupées autour d'elle, les traditions puissent souvent jusqu'à un certain point la suppléer. Mais enfin, tel qu'il est, c'est presque toujours là le moins mauvais, le seul durable pis-aller.

Si vous prétendez établir le gouvernement *représentatif*, c'est-à-dire partager le pouvoir, en en équilibrant les parcelles, voici ce qui arrivera. Vous aurez, en face de la royauté, constitué un ou deux corps co-souverains. Le consentement de chacun des co-souverains sera nécessaire pour toute loi, y compris les lois de finances. Chaque membre de la souveraineté, libre dans son action, devra contrôler l'action des deux autres. Chacun d'eux devra *consciencieusement* juger, approuver et accepter, ou improuver et rejeter toute loi, eu égard seulement à sa bonté intrinsèque, sans hostilité systématique contre un ou plusieurs des co-souverains, sans songer à se faire de ses propres prérogatives, de l'indispensabilité de son propre concours une arme perfide contre ses co-souverains. Au roi, partie intégrante du pouvoir législatif, vous aurez attribué le pouvoir exécutif, et en conséquence le libre choix des ministres responsables. Voilà, à mon avis, l'idéal *théorique* du gouvernement *représentatif*. Mais cette machine utopique ne fonctionnera pas deux instants à l'état normal; un conflit naîtra immédiatement, ou bientôt; cela ne peut manquer. Celle des deux assemblées en qui réside la plus grande force, presque toujours ce

sera la chambre la plus populaire, cette assemblée, par le refus de concours aux lois nécessaires, par l'opposition systématique, par le refus du budget, menaçant d'arrêter le jeu de la machine gouvernementale, *a dead stand*, forcera la main à la royauté, lui imposera sa volonté en violentant, annulant la volonté royale. Le véto, même absolu, ne sera qu'une arme impuissante entre les mains liées de la royauté; car le refus de concours annulera entre ses mains cette prérogative, comme toutes les autres. Si les ministres, représentant constitutionnellement le roi, sa part de volonté souveraine, son action exécutive, déplaisent à l'assemblée prépondérante, et ils finiront toujours par lui déplaire, de même qu'elle peut forcer l'action de la couronne pour un acte, pour une loi, de même elle la forcera pour le choix de ses agents, de ses représentants; elle renversera ceux du choix sincère du roi, pour lui imposer forcément, l'action négative de l'assemblée finissant par devenir positive et péremptoire, pour lui imposer des hommes à elle. Ceci est ce que l'on appelle solennellement dans l'argot politique moderne: *question de cabinet*.

L'idéal réalisable du gouvernement *représentatif* serait ceci: le budget et le contingent de l'armée seraient fixés d'une manière définitive *a priori*. La législation établie l'armerait d'attributions suffisantes pour fonctionner et se maintenir. La couronne n'aurait à demander le consentement des chambres que pour des lois nouvelles, opportunes mais non nécessaires; pour des augmentations de dépenses et par conséquent de recettes, également opportunes, mais non nécessaires. Si les chambres donnaient leur concours, bien. Si elles se refusaient, on s'en passerait. La loi présentée, l'augmentation d'armée, la dépense demandée resteraient refusées; l'état pourrait souffrir, ou tout au moins être privé d'un progrès, d'un mieux; le gouvernement pourrait être gêné, affaibli; mais enfin il resterait possible, non atteint

dans ses fonctions essentielles, vitales; du moins aussi longtemps que le progrès, ou le changement des circonstances politiques, financières, économiques, n'auraient pas rendu insuffisante la somme de pouvoir, de revenu, de puissance militaire primitivement trouvée suffisante. L'action royale subsisterait; le roi resterait roi, un vrai pouvoir. Cet état de choses, dans l'application toujours fort peu satisfaisant, a assez subsisté dans le moyen-âge, et même au-delà, par exemple en Angleterre. Dans ce cas on peut dire que la couronne est souveraine. Il y a bien des corps qui peuvent la contrôler, la gêner, lui refuser péremptoirement certaines de ses volontés; mais ils ne peuvent lui imposer absolument les leurs. La sphère de leur concours demeurant limitée en dehors de l'indispensable, ils ne peuvent en le refusant contraindre la couronne, paralyser son action, briser sa spontanéité, lui imposer des représentants qui dès lors ne représentent plus que le corps qui les impose. Enfin ces corps ne sont pas co-souverains. La couronne, assurée de son existence, ne pouvant jamais être absolument acculée par les chambres, conserve assez de force, de liberté d'action, de coudées franches pour pouvoir, plus tôt ou plus tard, amener à transaction les corps opposants, et, par des cotes plus ou moins mal taillées, obtenir au moins ce dont il serait par trop difficile de se passer. Cela va comme cela peut.

Dans cette hypothèse j'appellerai la monarchie, non absolue, mais prépondérante; et cette prépondérance suffit du moins pour ne pas périr. Une telle monarchie serait-elle possible de nos jours? j'en doute. Au moyen-âge et jusqu'à l'époque moderne le respect, moitié pieux, moitié féodal, qui entourait la royauté, la faisait résister à des difficultés, se maintenir dans certaines positions fausses, supporter certains embarras, dont les résultats seraient plus sérieux de nos jours ([1]). On analysait, on discutait à fond beaucoup

(1) A cela se rapporte assez la lutte des Parlements contre l'autorité royale. Je ne développe point ceci.

moins ; on se contentait d'à peu près et de situations tout juste tolérables. De nos jours probablement ces difficultés entre la royauté et les corps constitués aboutiraient ou à la chute de la monarchie ; ou à la destruction, soit complète annihilation des corps récalcitrants par la royauté ; ou au triomphe des corps délibérants sur la royauté. Une faiblesse, une maladresse de celle-ci suffirait pour ce dernier résultat. L'élément dissolvant de discussion, d'opposition au pouvoir, de non-obéissance a une telle force d'expansion, de diffusion, de contagion. Ainsi l'imperceptible tache d'huile s'étend, gagne, imprégne toute la trame. Ainsi la lice de la fable ; qu'on lui laisse mettre un pied, elle s'installera en maître. Si le pouvoir royal cède aux corps délibérants, s'il subit leur ascendant, le parlement sera le souverain ; le gouvernement *représentatif* sera devenu *parlementaire*.

Quoi qu'il en soit, jamais, que je sache, le gouvernement *représentatif* ainsi restreint n'a été même proposé dans notre siècle. Toujours il a été question de la co-souveraineté des pouvoirs, du vote annuel du contingent militaire, de l'impôt. Or dans ces conditions la transition est presque immédiate du *représentatif* au *parlementaire;* je dirais même qu'il y a synonymie ; seulement il se peut qu'elle tarde quelques jours à apparaître. Il se peut que dans certaines circonstances le respect conservé pour la royauté, l'influence des habitudes du passé, l'ignorance d'eux-mêmes et de ce qu'ils peuvent, contiennent quelque temps les corps délibérants, et les restreignent presque dans les limites que je viens d'indiquer pour ce que j'ai appelé l'idéal réalisable du gouvernement *représentatif.* Mais bientôt de cette larve modeste, qui trompe l'œil et qui s'ignore, la circonstance dégagera le synonyme latent : le gouvernement *parlementaire.*

J'ai tout à l'heure conduit le gouvernement représentatif jusqu'à la *question de cabinet.* Le conflit engagé, la lutte déclarée, ou la royauté, prenant au sérieux sa prérogative,

prétendra maintenir la sincérité, la réalité, par conséquent la liberté de ses attributions constitutionnelles ; considérant comme un empiètement, comme une violation morale de la constitution, la prétention exorbitante de l'élément délibératif de forcer l'action de la royauté dans le cercle de ses attributions, de sa délégation, la royauté, se croyant le droit de légitime défense, sortira, elle, matériellement du texte constitutionnel, de la légalité. Victorieuse, elle redeviendra ou se rendra *absolue*, ou *prépondérante*. Vaincue, elle sera brisée, renversée, ou tellement démantelée, que, si vaincue par l'aristocratie, elle ne sera plus qu'un nom ; si vaincue par la démocratie, sa destruction ne sera plus qu'une question de temps. Si dans ce conflit la royauté, vaincue, ou renonçant d'emblée au combat, accepte la prétention de prépotence, de prépondérance, autant vaut dire d'omnipotence, des corps délibérants, elle est explicitement, et accepte d'être *parlementaire*, c'est-à-dire soumise au parlement, d'en être le mannequin. Dépouillée non seulement de majesté et d'initiative, mais de toute volonté, de dignité, de personnalité, de droit à une conscience, à la véracité, à la sincérité, dans sa bouche déconsidérée, avilie, souillée par d'officielles palinodies, les majorités fluctuantes, inconsistantes et diverses placeront tour à tour, souvent coup sur coup, les sentiments, les idées, les assertions les plus étrangement contradictoires. La royauté, devenue purement nominale, et tristement oscillatoire, se démonétise vite, s'use, se déshonore et perd tout prestige dans ces oscillations, ces contradictions sous son nom. Elle n'est plus qu'un nom, un protocole, une griffe. On est sous l'empire de la maxime si prodigieusement stupide, qui a tant défrayé la niaise polémique moderne : le roi règne et ne gouverne pas. Le prétexte le plus absurde, le plus *non-sensical* suffira aux minorités pour demander, aux majorités pour imposer à la couronne le renvoi, par conséquent le choix de ses représentants légaux. On se mettra

peu en frais d'imagination, de raisons pour cela ; faute de mieux, comme en France en 1839, on se plaindra qu'ils sont transparents !

C'est à dire qu'en vain la royauté aura accepté la loi des majorités, le régime *parlementaire ;* en vain des ministres responsables la couvriront de leur responsabilité ; en vain même sous leur administration le pays trouvera la paix, un grand bien-être, la stricte légalité ; en vain même la majorité des chambres sanctionnera la politique gouvernementale. Une coalition d'ambitions, d'intrigues et de sophismes prétendra derrière, *à travers* les ministres apercevoir le roi ; c'est-à-dire découvrir que le roi pense comme les ministres, ou les ministres comme le roi, que par conséquent le roi n'est pas violenté, qu'il n'est pas tout à fait un pur zéro, une pure fiction, un pur mythe, que le *chef de l'état*, que le plus intéressé à la bonne gestion des affaires pourrait bien y prendre quelque part, y dire son mot, y influer quelque peu. Abomination de la désolation parlementaire, il y a soupçon de *gouvernement personnel*. Ce terrain sera jugé suffisant, excellent pour l'attaque ; il pourra l'être pour la victoire, pour conquérir la majorité. La question de cabinet sera posée, appuyée, débattue, voire gagnée sur la question de *transparence*.

Quand un corps délibérant voudra violenter le prince, lui imposer, comme c'est le droit parlementaire, sa politique et ses ministres, le prince pourra en appeler du corps électif au corps électoral. Mais si l'aristocratie est dominante dans le pays, par conséquent dans l'élection, probablement celle-ci renverra une assemblée identique à celle dissoute. J'ai plus spécialement en vue dans cette étude du gouvernement parlementaire le cas où l'élément populaire est prépondérant. Telle est la situation à peu près partout aujourd'hui. Presque partout l'aristocratie, affaiblie, sinon presque détruite, n'a guère de chance de dépouiller à son profit la royauté, de

manier à son profit le gouvernement parlementaire. Si l'élément populaire domine, le prince trouvera presque toujours dans le corps électoral des inepties, des passions plus ou moins identiques ou analogues à celles du parlement, ou pires. Selon toute probabilité, inspiré par ces inepties ou ces passions, par le goût de l'opposition, par sa sympathie pour ses soi-disant mandataires, à qui il croira devoir sa complicité, ignorant des questions, inapte à juger des hommes, travaillé par les menées des partis, par une presse incendiaire sans scrupule, le corps électoral renverra une assemblée aussi hostile, beaucoup plus hostile peut-être, que la précédente.

En outre de tant de causes qui tendent à pervertir l'élection contre le pouvoir, elle est encore, et presque uniquement contre lui, souvent faussée par l'intimidation, qui n'est guère exercée que par les partis de désordre, souvent mutilée, réduite à une minorité, même infime, par une abstention apathique, qui ne se trouve guère que parmi les hommes d'ordre.

Quand on a aussi peu de foi que j'en ai en la souveraineté populaire, en la sagesse des masses, des couches diverses, quelles qu'elles soient, de la société, car toute masse, même bourgeoise, est peuple, en la perspicacité du suffrage universel, ou plus ou moins universel, ou plus ou moins censitaire, direct ou même indirect, vous comprenez, Monsieur, qu'on tienne peu de compte de ce que demande, juge, proclame cet appel fait à l'élection, au soi-disant jugement du pays. On peut l'accepter comme un fait légal, on en espère peu ou point comme moyen de salut. C'est un jeu de hasard, une tombola, dont presque toutes les chances sont contre la sagesse. On compte donc peu ou point pour la royauté sur ce dernier recours. S'il la sauve une fois, il la tuera la prochaine.

Que si, une fois guidée par une bonne impulsion, ou un instant éclairée par quelque éblouissant, et d'ordinaire re-

doutable enseignement, l'élection, dans sa sagesse d'un jour, amène une assemblée, en majorité, saine, conservatrice, monarchique, gouvernementale, bientôt probablement quelque scission naîtra dans cette majorité, et avec elle l'anarchie. La désunion, la division sont à peu près inévitables dans un parti au pouvoir; c'est le propre du *selfgovernment*, même sur une échelle et dans des conditions restreintes, même dans l'élite d'une assemblée d'élite. Les dissidences, les divergences, les dissentions, les ambitions rivales, les tristes *tiers-partis* surgiront. Les défections surviendront. Les dépositaires du pouvoir seront attaqués violemment par les factions, ou *sous-factions*, par les coteries, par les défections qui se seront formées dans le parti de l'ordre; et les coups atteindront le pouvoir et la royauté. Des alliances inattendues, des coalitions monstrueuses uniront pour l'attaque ces mécontents et les éléments les plus hostiles des partis anti-gouvernementaux. Ainsi, par le vice essentiel du système parlementaire, la royauté trouvera parmi ses soi-disant amis tous les dangers, tous les embarras, qu'eussent pu lui susciter ses ennemis. Sciemment ou non, perfides ou égarés par la rancune, la passion et les théories les plus alambiquées, les plus nuageuses, par les logomachies et les tristes fictions constitutionnelles, ces amis insensés, traîtres ou aveugles, en viendront probablement à ouvrir à l'ennemi commun, peut-être leur allié du jour, les portes, qu'un scrutin électoral, béni d'abord comme sauveur, semblait avoir pour long-temps, sinon à toujours, fermé contre lui. *A toujours*, bon Dieu !

Tout à coup peut-être tout au milieu de ces funestes jeux parlementaires, au milieu des joueurs stupéfiés et terrifiés, apparaîtra brutalement, évoqué et déchaîné involontairement par eux, inattendu malgré les *mane tekel phares* écrits sur toutes les murailles, ce terrible interlocuteur, ce redoutable chœur de la tragédie parlementaire : le peuple, ou plutôt

cette brutale fraction du populaire, qui dans ces jours sinistres assume, usurpe et porte le nom de peuple. Et les logomachies, les cabales, les ambitions aveugles s'éteindront dans l'anarchie, où elles auront abouti, et entraîné le pays.

Quand la machine parlementaire aurait la bonté et la solidité qu'elle n'a pas, croit-on qu'elle pût résister long-temps aux attouchements brutaux des aventuriers du parlement et de la presse, parvenus politiques, hommes de parlage, d'agitation et de bruit qui jouent avec le mécanisme, et, comme des enfants étourdis, ignares ou malfaisants, ne savent jouer qu'en détraquant, forçant, ou brisant les ressorts? Croit-on qu'on puisse long-temps jouer avec la vapeur sans amener une explosion? avec les passions populaires, sans qu'elles s'exaltent, s'emportent frénétiques, et échappent à toute gouverne? avec la tempête sans la déchaîner furieuse, aveugle, irrésistible?

C'est, dit-on, la règle élémentaire des gouvernements représentatifs que le ministère soit l'expression de la majorité de l'assemblée, expression elle-même de la majorité du pays. Où est dans cette belle théorie la place de la royauté? Nulle part. Donc c'est le *selfgovernment* absolu, d'abord en puissance d'être, bientôt en fait, sous un pseudonyme plus ou moins prolongé. C'est la république. Vous savez ce que j'en pense.

Si donc le gouvernement parlementaire était pris et pratiqué sincèrement, la royauté emmaillotée dans un voile de nébuleuses et insoutenables fictions, réduite à n'être qu'une embarrassante et irritante superfétation, ne tarderait pas à succomber. A la suite de son ilotisme, ou de sa chute, l'Etat, à moins que, l'élément aristocratique triomphant, le pays ne courût les chances du gouvernement aristocratique, l'Etat tomberait dans l'anarchie et la dissolution, prompt résultat du *selfgovernment*. Mais on ne trouve guère d'homme ayant quelque valeur, ou même n'en ayant pas, qui consente à

jouer ce rôle avilissant et ridicule de mannequin royal, à n'être, comme disait énergiquement Bonaparte, qu'un porc à l'engrais de quelques millions. Si le prince n'a ni orgueil, ni cœur, ni énergie, ni ambition, d'autres autour de lui en auront pour lui. Et disons aussi, qu'en contraste des idées anarchiques si populaires, un certain instinct sauveur des sociétés, une certaine habitude de se rattacher à l'autorité, de compter sur elle, s'unissant à la déplorable corruptibilité de notre race, faciliteront les tentatives de la couronne. Donc, soit motifs personnels, soit instinct des nécessités de sa mission, ce pouvoir nécessaire à sa fonction, que d'une main la Constitution donne théoriquement à la royauté, que de l'autre dans la pratique elle lui retire subrepticement mais forcément, ce pouvoir, qu'on lui donne et qu'on lui dénie, ce pouvoir qu'il lui faut, la royauté l'escamotera à l'aide des roueries et des intrigues, à l'aide de la *corruption ;* corruption par le lucre, par les honneurs, par les fonctions publiques ; corruption électorale, parlementaire, de la presse ; corruption enfin partout où le triste élément du soi-disant *selfgovernment* peut être atteint et saisi pour être maté, acheté, corrompu, ou, aussi bien, dépouillé d'une partie de ses dangers, de son principe mortel. Ainsi la *corruption*, c'est-à-dire la viciation de telle ou telle part du pouvoir politique ou gouvernemental dans sa source, ses dépositaires ou son action, la corruption, qui peut exister sous la royauté prépondérante, qui d'ordinaire, grâce à la triste nature humaine, y existe à plus ou moins grande dose, mais enfin qui n'y est que facultative ou de fâcheuse tolérance de la part de la royauté, attendu que la royauté a légalement entre les mains, patemment tout ce qu'il lui faut de pouvoir, et, n'ayant besoin de personne, n'a besoin d'acheter personne, cette corruption est forcée, essentielle, normale dans la monarchie parlementaire ; car, je le répète, ce que la royauté n'a pas et qu'il faut qu'elle ait, il faut qu'elle l'escamote, l'achète.

Cette corruption, contre laquelle avec plus ou moins de bonne foi on criera à l'envi, cette corruption pourra sauver le gouvernement, le rendre possible. Je ne justifie point ; j'expose. Certes l'honnête homme au pouvoir éprouvera une extrême répugnance à corrompre (trouvez, si vous pouvez, un mot adouci, un synonyme euphonique, par exemple : influencer), à vicier l'administration, l'action gouvernementale au profit de l'existence du gouvernement ; à acheter à un tel prix même le salut du pays. Simple spectateur, il contemplera cette œuvre avec dégoût. Mais vivant sous un gouvernement parlementaire, s'il est homme de sens, il se résignera en baissant la tête à ce que la chose soit ; car seule elle peut pallier, combattre, neutraliser quelque temps le vice essentiel et *diriment* de cette forme politique.

Je n'entends point dire que dans cet état de choses nécessairement la corruption dans son sens général doive couler à plein bord, tout atteindre, tout gangrener. Il se peut même que dans cette hypothèse réalisée il y ait pendant une période donnée dans le corps social une beaucoup moins grande somme de corruption générale qu'à la plupart des époques, et sous d'autres régimes où elle n'est pas forcée. La corruption, dont je parle, essentiellement politique, viciation, comme je l'ai dit, de telle ou telle part du pouvoir, est spécialement dans le cas qui nous occupe, cet abus, ou plutôt cet usage extra-légal des influences du gouvernement aux dépens, soit dans les choses soit dans les hommes, de la bonne administration, aux dépens de la dignité et de la conscience, pour fausser au profit du gouvernement le jeu normal de l'élection et des corps délibérants, de la presse aussi. Ce jeu de la machine *représentative* ne peut vraiment jamais être normal et sincère ; toujours le mensonge, l'ignorance, l'esprit de parti, les influences de classes, de partis, ou d'individus, le fausseront dans son point de départ, dans

son action, et feront que ce qui est censé devoir être représenté ne le sera point. La *corruption*, que j'euvisage, est l'influence de la couronne luttant contre ces influences pour fausser à son profit la machine et son jeu, en empêchant qu'elle ne soit faussée au profit de ces influences. Je dis donc seulement qu'une certaine dose de *corruption* est *nécessaire* dans le gouvernement représentatif, se portant sur l'élément électoral et sur l'élément élu, parfois sur la presse; faisant ainsi pencher en faveur de la royauté la balance, qui sans la corruption toujours pencherait contre elle ; lui donnant la *prépondérance* qu'il lui faut et qu'elle n'aurait pas ; la sauvegardant des entreprises hostiles, subversives du parlement. Je dis que cette dose, plus ou moins grande, de corruption, ou d'influence, devra être suffisante pour donner à la royauté dans le parlement cet appoint de majorité, qui toujours très-promptement lui ferait faute pour se maintenir, gouverner et sauvegarder le pays ; qu'ainsi cette dose devra suffire à neutraliser, à annuler dans une certaine mesure le soi-disant *selfgovernment*, le gouvernement du pays par le pays, la manifestation et la réalisation de sa prétendue volonté par les corps délibérants; qu'ainsi elle devra pour rendre le gouvernement possible fausser essentiellement le système parlementaire et sa vaine théorie, transportant subrepticement, latemment, réellement la prépondérance à la royauté; substituant le dernier mot, le *fiat* de la royauté à celui du parlement ; la faisant être et pouvoir, être quelqu'un et quelque chose, dominer, régir (*rex*), enfin dans une limite plus ou moins complète régner et gouverner.

Un tel état de choses, dans lequel la royauté se sera fait, ou, pour mieux dire, se fera tous les jours, à la sueur, et, je pourrais dire, à la rougeur de son front, sa place nécessaire, un tel état de choses ne saurait durer. Ce jeu, que joue la royauté avec une certaine tricherie, ce soin de manœuvrer, en en infléchissant les ressorts, la machine parle-

mentaire, cette sorte de mystification sérieuse, laborieuse, multiforme et continue, exigent trop d'adresse, de tact, de constance d'attention, de bonheur pour pouvoir être soutenus et prolongés longtemps. Ils n'admettent guère ni faute ni distraction; la moindre peut être mortelle. Il faut sur le trône ou au pied du trône un homme habile, prudent, calme, maître de lui, sachant dissimuler, infatigable, à peu près sans entraînements, sans colère, sans distractions, épris de cette tâche ingrate; tout cela avec une certaine dignité. Il faut une main forte, légère, habile, agile, assez les qualités d'une main de prestidigitateur; pourtant il ne faut pas en avoir l'air. Même avec tous ces dons, probablement l'œuvre finira par échouer et ne pourra durer. C'est assez celle de Sisiphe, ou plutôt des Danaïdes. Le vase de la corruption n'a pas de fond, et il est plus que difficile de lui en mettre un. Les achetés se remarchanderont; aux repus l'avidité reviendra; et de nombreuses avidités surgiront, sans cesse renouvelées. Les satisfactions données ne seront guère que des primes données, offertes aux appétits. Puis les passions, les idées d'insubordination, d'agression contre l'autorité, d'opposition quand même, ont tant d'insinuation et d'énergie qu'à travers toute la puissance de séduction d'un gouvernement, aidée même de la bonté de son action, de ses bienfaits réels, de la satisfaction donnée aux intérêts généraux, probablement elles sauront bien se faire jour et place, et pénétrer au défaut ou au travers du plastron de corruption, dont la royauté, pour défendre l'existence du pouvoir, aura cherché à se cuirasser, par la brèche ou au travers de la muraille d'intérêts privés, dont elle aura voulu s'enceindre. Peut-être un beau jour, à l'improviste, la muraille tombera-t-elle comme par enchantement, non devant la vertu, mais devant l'esprit d'insubordination et d'ingouvernabilité du pays. Il faudra donc bien du bonheur pour que d'une pareille tâche, entreprise par un homme mûr, le succès dure autant que

lui ; il est peu probable que ce succès lui survive beaucoup. Si donc la royauté, exceptionnellement représentée par un homme très-adroit et très-heureux, n'a pas dans sa tenure viagère réussi, ce qui ne se peut guère en un temps si court et dans des conditions si difficiles, à rendre son influence extra-légale assez établie, assez acceptée, assez passée en fait constant pour que de fait le parlement soit réduit à un simulacre, au bout d'un laps quelconque le gouvernement parlementaire, quelque temps réduit à l'état de fiction, se dégagera plus ou moins brusquement de l'influence royale ; et, devenu à visage découvert le pur *selfgovernment*, sortira tous ses effets. Effets d'anarchie et de ruine. Tout royaume divisé en lui-même périra ; or tout état *constitutionnel* est nécessairement divisé. Tout prince qui octroie ou subit le système représentatif parlementaire, à moins que bientôt il ne veuille et puisse réagir contre son œuvre et l'annuler, signe sa plus ou moins prochaine abdication. Toute monarchie parlementaire porte en elle, dans ce système même, une maladie, ou aiguë, ou chronique, par laquelle dans un temps plus ou moins long elle doit périr.

Un appendice, inséparable maintenant du gouvernement représentatif, suffirait, à lui seul, à le rendre impraticable, à en faire une gageure contre l'impossible, à amener la ruine du pouvoir et de la société. La liberté de la presse est, à elle seule, un vice organique suffisant pour tuer plus ou moins promptement. Rien ne peut neutraliser suffisamment sa tendance mortelle. Il n'est pas d'*immunis lex*, comme l'invoquait le chantre d'Atala, devenu le triste chantre de la liberté de la presse, il n'est pas de loi qui puisse contenir son action subversive. Sans entrer dans le détail des trésors de danger et de corruption qu'elle recèle dans ses flancs, je me borne à indiquer trois causes pour lesquelles dans son action, dans son influence immense le mal doit toujours l'emporter incomparablement sur le bien. Dans la nature hu-

maine, à quoi bon le nier ? il y a d'incommensurables abîmes de niaiserie, de sottise et de duperie ; il y a un insondable fond de mauvais instincts et de révolte. A la honte des folles théories de glorification de l'homme comme essentiellement bon, essentiellement sage, il n'est pas d'appétit grossier, de convoitise désordonnée, de mauvais instinct qui ne trouvent un écho en lui, ou plutôt qui ne soient en lui prêts à vibrer, à surgir énergiquement. Il n'est pas d'idée sotte ou folle, impraticable ou funeste, odieuse ou bouffonne, qui n'ait chance de le séduire; de fasciner, d'entraîner, même ce qu'on appelle l'élite. Enfin il n'est pas de révolte qui ne sourie à l'homme, et qu'il ne soit enclin à tenter, pas de pouvoir qu'il ne tende à haïr ; et il n'en est pas qui puisse à la longue, dépouillé de prestige et de respect, discuté, vilipendé, livré, nu et flagellé sans relâche, aux risées de la foule, résister à une agression, à une dérision, à un dénigrement incessants. Or la presse, le journalisme en particulier, cette allocution incessante à des hommes par des hommes, tend naturellement à caresser, à exciter tous les appétits, toutes les convoitises, tous les instincts mauvais ; à émettre, à propager, à défendre les sophismes, les idées fausses et funestes ; à insulter, à tourner en dérision, à nier, à saper tous les pouvoirs ; à relâcher, à affaiblir, à ronger tous les freins ; à inciter à toutes les révoltes. Essentiellement elle trompe et ment, corrompt et fait de l'opposition quand même. A ces trois choses : erreur, corruption, révolte, les écrivains, en grande majorité, tendent parce qu'ils les ont en eux, parce qu'ils les aiment ; ils y tendent parce qu'elles ont le plus de chance de succès, qu'elles plaisent au public, qu'elles sont les plus aptes à devenir populaires, à rendre populaire, à se bien vendre, à rapporter. Ajoutez à cela l'inévitable alliance de la presse, du moins dans sa grande majorité, avec l'opposition parlementaire, avec le parlement essentiellement opposant.

Tout ce qui précède, vrai en tout temps, le devient, s'il se peut, encore plus dans des temps comme les nôtres, où toutes les idées, toutes les passions, tous les instincts anarchiques et de révolte sont profondément remuées et surexcitées. Ainsi quand le sang est vicié toute plaio s'envenime, ou se gangrène, et tend à devenir incurable. Ainsi, lorsque la constitution sanitaire d'un pays et de son atmosphère subit une de ces redoutables perturbations, que la science n'explique pas toujours, tout désordre morbide acquiert un incalculable redoublement de gravité; toute imprudence, tout écart d'hygiène est à craindre, et peut devenir funeste; tous les symptômes prennent un caractère pernicieux, et toute maladie menace de tourner plus promptement, plus soudainement à une terminaison fatale.

Dans le gouvernement parlementaire tout est conflit, péril, impossibilité; tout aussi est de faux aloi, tout est mensonge. Les pouvoirs sont censés s'équilibrer; et toujours l'un d'eux est, ou va être prépondérant. Le corps électif est censé représenter la pensée du pays; et l'élection, qu'elle sorte du corps social entier, ou de certaines couches seulement, directe, ou même indirecte, n'amène à peu près jamais une représentation vraie. Livrée qu'elle est à mille influences, travaillée par la presse, fascinée par de vaines facondes, par cette malheureuse facilité d'inconsciencieuse parole à l'aventure sur tout sujet, propre aux natures avocassières, souvent faussée par l'intimidation, par l'abstention, l'élection n'est guère que le prête-nom de l'intrigue, de l'ignorance, du hasard. Représentât-elle réellement le pays, l'assemblée élective n'en vaudrait guère mieux; car, à part de rares exceptions, le pays, quand il s'imagine avoir un avis, se trompe; son jugement, son instinct se fourvoient presque toujours; il est inapte à gouverner, à choisir les gouvernants, à décider, à juger des choses, même à savoir ce qu'il veut.

Les corps délibérants sont censés discuter les questions consciencieusement. Il est censé que la discussion doit avoir pour but d'éclairer, que du choc des opinions doit jaillir la lumière, et que sur chaque question, le vote doit être consciencieux ; que le parti de l'opposition et celui du gouvernement, représentant des opinions sincères, doivent leur rester fidèle, dans le pouvoir comme hors du pouvoir. Au lieu de cela, dans leur grande majorité, les assemblées représentatives, presque peuple par l'ignorance et la passion, tirent de l'esprit de parti, le plus aveugle, le plus injuste, le plus bête de tous, et aux défauts du peuple ajoutent de leur estoc toute la mauvaise foi du parti pris, de la tactique, des manœuvres perfides, de l'approbation ou de l'improbation systématiques. Les soi-disant convictions, le langage changent suivant les évolutions et les positions. On peut s'attendre aux plus brusques volte-faces, aux plus illogiques chassés-croisés des partis. Les partis de gouvernement deviennent hors du pouvoir presque anarchiques ; ce qui est peu compensé par le fait qu'au pouvoir les partis désorganisateurs essaient de prendre l'esprit gouvernemental. Les désintéressements se résolvent en curée de places. Les amis du ministère approuvent tout, ses adversaires blâment tout quand même. Pour ceux-ci toute mesure est jugée en vue de l'avantage, ou du tort, qu'elle peut rapporter au gouvernement ; tout ce qu'il fait est mal, ce qu'il ne fait pas il eût dû le faire. Les hommes notables des partis sont plus notables encore dans ces honteuses contradictions. Palinodies éhontées, défections brusques ou ménagées, cynisme ou sophisme d'apostasies plus ou moins dissimulées, coalitions impudentes, stratégies les plus risquées, les plus machiavéliques, les plus dangereuses, sacrifice des intérêts du pays, risque de son bien-être, de sa paix, de son existence même, tout leur est bon pour tâcher de conquérir le pouvoir, ou du moins d'en précipiter leurs rivaux. Ambition effrénée,

aigres rancunes ; soif de pouvoir, de lucre, d'honneurs, de vengeance ; taquineries puériles, périlleux enfantillages ; besoin de distractions, d'émotions fortes ; goûts sans scrupule pour ce jeu hasardeux de la tactique parlementaire, dont le pays est l'enjeu ; étroit esprit de coterie, inconciliables exigences des importances personnelles ; capricieuses boutades, inconcevables vertiges ; enivrement de bruit, de succès, de vanité, d'applaudissements, d'éloquence ou de faconde, voilà les traits caractérisques des princes de la parole, des *sommités parlementaires*, cohorte en majorité recrutée d'avocats diserts, indifférents au pour et au contre, de journalistes heureux, de tribuns de circonstance ; singulière pépinière d'hommes d'état et de gouvernement, triste féodalité de parlement, de ce règne du parlage et de l'intrigue de coulisse. Parmi ces sommités, telles quelles et de rencontre, se trouvent sans doute de nombreuses gradations morales. Mais, à quelques exceptions près, si rares qu'elles n'entrent pas en ligne de compte, tous, à des degrés divers, trempent dans ce bourbier, se souillent de cette fange ; il en est qui s'y vautrent à même.

Le rôle de la presse est censé être de discuter librement et consciencieusement des intérêts du pays, pour de cette discussion faire sortir la vérité, et, en éclairant le pays, faire apparaître sa soi-disant libre volonté. A ce rôle la presse ment toujours, comme le parlement ment au sien. Toujours par elle devant le faux et le mal succombent le vrai et le bon ; presque toujours même ils en arrivent à demeurer à peu près sans organes, à n'être plus défendus qu'incomplètement, avec une sorte de honte timide, adultères d'un triste et dangereux alliage, de toutes sortes de mauvaises concessions. Mêlée à toutes les intrigues du parlement, la presse possède en outre un champ illimité de propagande. Dans ce champ, aux horizons indéfinis, nébuleux, décevants et chargés de tempêtes, elle s'adresse à toutes les variétés,

dignes de Babel, de politique, de philosophie, de croyances, d'incrédulités, de déraison, de corruption ; elle les nourrit, les excite, les crée. Elle arrive souvent à un excès de dévergondage, qu'elle puise dans sa constitution plus ou moins anonyme, dans sa composition pour une grande part, de bravi, de corps-francs, d'enfants perdus, de bohêmes, de corsaires, ou plutôt de forbans, de flibustiers littéraires et politiques. Au milieu des légèretés redoutables, des entraînements, des aigreurs, des âpres violences, des fureurs de polémiques souvent presque sans conviction, souvent toutes de métier, elle s'excite par ses excès mêmes, par l'excitation qu'elle produit au dehors ; s'enivre de son bruit, de son parlage, de ses colères, de ses passions, d'abord plus ou moins factices, d'une sorte de fatale émulation aggressive et subversive, et de cette singulière atmosphère méphitique qui se respire dans les tripots du journalisme, dans ces officines, où, passez-moi le mot, se manigance, se brasse, se tripote, se cuisine l'*opinion*.

Le roi est censé le premier pouvoir de l'Etat, possédant une part de la puissance législative et toute la puissance exécutive ; en réalité il est sans pouvoir. Il est censé choisir des ministres ; ils lui sont imposés. Quand il adviendra qu'à tant de mensonges se joindra ce grand mensonge : qu'une grande part de tout le système sera faussée par l'influence et au profit de l'influence royale, ce sera un mensonge de plus, mais le seul qui ait chance de corriger un peu les autres, de les rendre moins subversifs. Triste homœopathie, qui combattra, mais non à doses infinitésimales, un mal par son semblable, les mensonges par un mensonge.

En théorie, le gouvernement représentatif mitigé, monarchique, est impossible avec une certaine durée. En pratique, dans le sens où l'entendent les théoriciens de cette utopie sophistique, il n'a jamais existé dans sa sincérité. A part deux exceptions, il ne s'est même jamais produit avec une

apparence tant soit peu plausible. Le monde n'a jamais connu réellement que ces trois états politiques : monarchie avec la royauté prépondérante ; aristocratie prépondérante, plus ou moins *alliée;* anarchie, ou état révolutionnaire sans stabilité, plus ou moins entremêlé d'intermittences quasi-régulières. La première de ces exceptions apparentes c'est l'Angleterre, la seconde la France.

L'Angleterre, depuis la conquête jusqu'aux Stuarts, a présenté l'échantillon le plus régulier de monarchie féodale. En même temps elle a offert un long spécimen de ce que j'ai nommé l'idéal réalisable du gouvernement représentatif. La royauté en dehors de la coopération des corps délibérants avait sa sphère d'action, contestée parfois, mais pourtant suffisamment libre pour qu'elle pût fonctionner tant bien que mal, et subsister malgré le mauvais vouloir des éléments parlementaires. Elle a marché ainsi tant bien que mal jusqu'aux Stuarts, souvent fort empêchée, parfois transigeant, mais constamment prépondérante et vivant de sa vie. Du reste, pendant la plus grande partie de cette période, elle n'eut guère affaire qu'à l'aristocratie ; l'élément démocratique n'ayant guère acquis quelque importance qu'à dater des dissensions des deux roses. Sous les Tudor le système représentatif se développa bien dans la forme ; mais les terribles Tudor le continrent, le dominèrent constamment par la *corruption* de la peur. Sous les Stuarts commence et se poursuit la longue lutte de la prérogative royale et de celle du parlement, c'est-à-dire de la royauté pour son existence contre les envahissements de l'absorption parlementaire, et de l'anarchie derrière celle-ci. Cette lutte fut longue. Elle aboutit à deux révolutions séparées par une restauration. La première de ces révolutions, plus essentiellement *révolutionnaire*, tourna au profit de la classe moyenne ; et, sous le nom de république, amena, comme de raison, pour unique intermittence d'ordre la dictature militaire. Heureusement la

royauté succéda brusquement à cette intermittence, et prévint le retour immanquable de l'anarchie. La seconde révolution, faite par l'aristocratie, amena son pouvoir prépondérant, et fit passer entre ses mains les dépouilles opimes de la royauté. Ces dépouilles, cette prépondérance politique, l'aristocratie britannique les a gardées jusqu'à ce jour.

Pendant cent quarante ans l'Angleterre a été une aristocratie. En dépit des admirations de Montesquieu, des théories de Delolme, *e tutti quanti*, du culte de Necker et de la portion la moins égarée du libéralisme moderne, l'Angleterre n'a jamais offert un gouvernement réellement pondéré, une sérieuse balance de pouvoirs ; en présence de l'histoire de cette île illustre, ces choses restent à l'état d'utopie, d'irréalisables chimères. Certainement pendant cette période l'élément populaire, ou plutôt bourgeois, réglementé, contenu par les formes et la tradition, sans doute la royauté, dans une certaine limite d'influence qu'elle tient surtout de la déférence et puise surtout dans les mœurs, à titre aussi de splendide convention, formule, symbole, personnification de la nationalité (*pageant* comme disent les Anglais), sans doute ces deux éléments ont une certaine action, mais de beaucoup primée par celle de l'aristocratie. Peuple et royauté, leur action est presque entièrement fictive. Les corporations localement, la chambre des communes dans le gouvernement en général sont censées représenter le peuple. Des électorats privilégiés, espèces d'oligarchies, nomment les premières ; l'aristocratie pour la plus grande part, ces petites oligarchies pour une autre, nomment presque en entier la seconde. La très-grande part d'influence qu'exerce la couronne n'est qu'apparente, puisqu'elle est en réalité exercée par le ministère, qui est censé la représenter, être sa délégation, mais qui en réalité émane du parlement, est sa délégation. Dans le style et le protocole officiels le roi est tout, fait tout, tout vient de lui ; en réalité on fait tout pour lui, sans lui, en son nom.

Voici le seul cas assez exceptionnel où la royauté anglaise peut exercer une action décisive. Supposez les forces des deux grands partis politiques presque exactement balancées, de façon à ce que dans les Chambres la majorité soit variable, ou de très-peu de voix. Le roi peut changer son ministère ; il se peut que par-là il déplace la majorité. Si cela est insuffisant, il peut en même temps dissoudre les Communes ; l'influence de la couronne dans l'élection, quoique peu considérable, fera probablement, à moins de quelque déplacement dans les forces respectives des grands partis, pencher la balance, et décidera la majorité. Une très-petite création de pairs la déciderait, si besoin était, dans la chambre haute. Mais il faut que l'appoint nécessaire soit minime ; car une *fournée* de pairs soulèverait toute l'aristocratie, toute la pairie existante ; et, quant aux Communes, l'influence de la couronne, très-considérable dans le gouvernement, mais qui alors appartient au ministère, non au roi personnellement, est, je le répète, peu considérable sur l'élection, dominée par d'autres influences. On voit combien rarement il peut être donné à la personnalité royale de se manifester sérieusement. En dehors de cas très-rares, cette personnalité auguste ne peut guère devoir quelque influence qu'à une déférence de courtoisie, ou à son action peu puissante dans les coulisses parlementaires. Seulement sa coulisse, à elle, est un palais.

Vaincue dans la lutte terminée en 1688 par la défaillance de Jacques II, complètement annulée, garottée par la victoire de l'aristocratie, par la complicité de Guillaume II dans cette victoire, par son acceptation obligée des conditions d'absolue dépendance qui lui furent imposées, la royauté anglaise, après avoir ainsi passé sous les fourches caudines de l'aristocratie, qui sut bien, en principe et en fait, prendre contre elle toutes ses garanties, la royauté s'est toujours tenue pour bien et dûment asservie. Elle a accepté

d'assez bonne grâce sa pauvre situation de joyau national, de couronne héraldique à l'écusson britannique, de griffe, de *pageant*, et, comme l'a très-bien caractérisée M. d'Israëli, de doge de Venise. Jamais, sauf un instant, et vainement, sous le jeune Georges III, elle n'a fait de sérieuses tentatives pour sortir de son ilotisme. Le seul homme remarquable qui avait ceint ce diadême d'apparat, Guillaume II, accoutumé à la magistrature républicaine du stathoudérat, concentrant toute son énergie dans sa haine et sa lutte contre Louis XIV, dévora tous les affronts, assez payés à son gré par l'avantage de disposer contre son ennemi de la flotte et des subsides des trois royaumes. Pendant la première moitié du dix-huitième siècle, époque où les grands partis moins fortement organisés, les mœurs politiques plus relâchées, eussent pu laisser à la royauté un plus vaste champ d'influence, la nullité d'une femme, puis l'insignifiance et la déconsidération des deux premiers Georges, tous deux étrangers au pays, dont ils ne savaient même pas la langue, empêcheront tout progrès de l'action de la royauté. Ces princes eussent-ils été d'autres hommes, je suis convaincu que, même à cette époque, conquérir la prépondérance leur eût été impossible. Tout ce que put faire alors la royauté, protégée par l'habileté de Walpole durant son long ministère, fut de s'établir d'une façon moins vacillante, comme dynastie, en face de la dynastie exilée. Ce fut aussi alors, comme plus tard, de toujours abriter les intérêts de l'électorat de Hanovre derrière les puissances de l'Angleterre. Georges III seul au début de son règne, dont la plus grande part fut plus ou moins absorbée par sa démence, essaya la lutte sans succès. Ses successeurs ne songèrent même pas à l'essayer. Ainsi, pendant ce siècle et demi, le roi règne, et l'aristocratie gouverne.

Quand je parle du pouvoir de l'aristocratie, je ne parle pas seulement de celle proprement nommée noblesse, *nobi-*

lity, qui siége dans la Chambre des lords, et qui, puisant sans cesse aux sources vives de la société, ouvre son sein, par un recrutement intelligent, aux grandes existences, aux individualités considérables, qui surgissent ; je parle également de cette classe alliée, ou non, à la *nobility*, en partie issue de ses branches cadettes, mais en très-grande partie étrangère, quoique homogène, à ses rangs, de cette grande propriété qui possède une immense part du sol, et entre les mains de qui la loi des substitutions, *entails*, le conserve en grands blocs intacts. Cette très-réelle aristocratie, dont la Chambre des lords forme le couronnement, l'élite, la citadelle, remplit en très-grande partie la Chambre des communes, soit par son influence intrinsèque et directe, soit par les nominations dont plusieurs membres des lords, à titre de grands propriétaires, disposent d'une façon plus ou moins absolue. En dehors de l'aristocratie proprement dite, mais plus en dehors encore de l'élément vraiment populaire, se trouve un élément, dont l'influence est grande aussi. D'abord presque concentré dans la *cité* de Londres, plus tard se disséminant sur de nombreux points du royaume, il se compose des grands capitalistes, du haut commerce, et vers la fin surtout de cette époque, de la grande industrie. Cette classe, plus aristocratiquement composée en Angleterre que nulle part, en ce sens que la richesse mobilière s'y est formée par grandes masses, et agglomérée en un petit nombre de mains puissantes, cet élément, qui d'ailleurs à l'époque que j'envisage est loin d'être dans ses sentiments, pas plus que dans ses intérêts, hostile à l'aristocratie terrienne, à laquelle son personnel même ne le laisse point étranger, sortant souvent d'elle, et y aboutissant souvent, cet élément est très-réellement en très-grande part dans son action un élément essentiellement aristocratique, ou olygarchique, et habituellement combine son influence avec celle de l'aristocratie proprement dite.

Ainsi l'Angleterre, puissante et forte aristocratie, n'a absolument rien de commun avec les gouvernements pondérés, représentatifs, et surtout populaires, dont s'est engoué et pour lesquels se convulsionne notre pauvre siècle.

En outre de cette immense différence, de cette absolue démarcation, diverses spécialités de cette nation, étrangères aux nations du continent, ont contribué à rendre possible chez elle les formes politiques pont on l'a fait le type. D'abord le caractère national. J'ai indiqué à propos de l'Américain du nord ces traits particuliers à la race anglo-saxonne : esprit pratique, éloignement des chimères; persévérance, tenue de caractère, culte de la tradition et des précédents, profond respect de la loi. Ajoutons-y en Angleterre un goût général, dans toutes les classes, pour la hiérarchie, pour l'aristocratie. Autre fortune spéciale : l'Angleterre par son avance dans la carrière industrielle et dans l'emploi des machines s'est trouvée avoir pour un temps un quasi monopole d'une grande partie de l'approvisionnement du monde. Je suis fort loin de considérer ce résultat comme heureux au fond, surtout à la longue, et comme pouvant durer. Je le considère même, je l'expliquerai plus tard, comme essentiellement funeste, en soi, et par l'impossibilité de sa durée. Mais, *transitoirement*, ce fait très-considérable a eu pour résultat très-considérable, surtout au moment où les bouleversements du continent menaçaient l'aristocratie anglaise, de lui fournir pour la lutte des trésors et les éléments d'un immense crédit; et, chose inappréciable, d'ouvrir un vaste débouché aux activités de la classe moyenne; de la satisfaire, de l'occuper par des perspectives sans borne de spéculation, de production, de richesse; de constituer l'industrie elle-même, cette grande niveleuse, en une sorte d'aristocratie, de féodalité. En même temps l'empire colonial de la Grande-Bretagne s'étendait énormément; et là aussi s'ouvrait, avec d'abondantes sources de richesse, un

vaste débouché aux activités, aux ambitions ardentes, soit régulières, soit déclassées, essentiellement dangereuses quand elles sont inoccupées; large perspective, vaste carrière pour toute la classe moyenne en général. D'où accroissement de sécurité pour l'aristocratie gouvernante; accroissement de sécurité pour la machine gouvernementale, de facilité dans son jeu.

Entourée jusqu'à nos jours, par sa position insulaire, d'une ceinture d'inviolabilité, l'Angleterre a pu se contenter d'une armée incomparablement moindre que celles du continent, surtout en ne comptant, comme de raison, que la portion qui demeure dans le royaume-uni. Le chiffre restreint de cette armée lui a permis d'en conserver l'excellente composition aristocratique pour le corps d'officiers, et de la former pour les soldats par l'enrôlement volontaire et prolongé. De sorte que la force publique est entre les mains d'hommes intéressés à l'ordre, à la stabilité, à la conservation. De sorte, qu'à part beaucoup d'autres avantages que je ne puis énumérer en détail, entr'autres celui d'écumer jusqu'à un certain point le pays, on évite, sans qu'elle soit moins brave pour cela, l'aguerrissement universel de la population; on évite ce déversement annuel incessant des rangs de l'armée dans le pays, d'une foule plus ou moins déclassée par son absence de la vie civile et ses habitudes de la caserne, d'une foule exercée au maniement des armes, aux combats, aguerrie enfin, dans laquelle se rencontreraient des recrues et des chefs pour les combats de la cité, des instructeurs, des organisateurs pour la révolte et l'émeute.

Tout ce qui précède est vrai jusqu'en 1830. Vers cette époque la plupart des circonstances spéciales qui contribuaient à rendre possible la constitution politique de l'Angleterre s'étaient affaiblies, ou s'affaiblissaient. Quelques-unes avaient disparu. Le type du caractère anglais s'altérait. L'immense faculté de production industrielle commençait à

manquer de débouchés, et à menacer le pays à l'intérieur. Les colonies étaient en voie de devenir un embarras. La dette ayant atteint l'extrême limite, le crédit public, comparativement à ses récents miracles, restait paralysé, et avec lui la liberté des mouvements de l'Etat dans sa politique extérieure. Enfin la grande découverte de Fulton, passée dans le domaine public des nations, enlevait en grande partie à l'Angleterre les bénéfices, la sécurité de sa position insulaire. A cette époque de 1830, fomenté, hâté par le contagieux exemple de Paris, favorisé par la triste domination des whigs, parti fâcheux, amphibie et funeste, l'esprit d'innovation triomphe; et survient la réforme parlementaire. La réforme, appel à d'autres innovations ; large brêche à la tradition ; triste concession faite à la logique. Eh, sans doute, le système électoral était *illogique* et *peu représentatif*. Qu'importe, puisqu'il fonctionnait bien ? Ou plutôt tant mieux. *Illogique*, sa raison d'être, au lieu d'apparaître dans une logique toujours insatiable et sujette à contestation, apparaissait dans le fait, dans la tradition, dans les précédents; il était parce qu'il était. Souvent la théorie et la logique tuent; l'expérience et la tradition vivifient. *Peu représentatif*, les choix, que l'élément populaire était censé faire, et qu'il eût fait dans un sens révolutionnaire, ou du moins innovateur, dans un sens démocratique, l'aristocratie, à tous les dégrés, les faisait en grande partie à sa place ; elle les faisait bien mieux, même au point de vue secondaire du talent, car par elle arrivaient à la chambre basse presque tous les talents hors ligne ; elle les faisait bien mieux à un point de vue autrement essentiel: à celui de son influence. Ainsi lui demeurait la prépondérance, l'empire. Ainsi, en dépit de la logique, l'Angleterre, solide, forte et glorieuse, était sauvée des trésors de perturbation, de ruine et de logique, que le libéralisme, dans sa vaniteuse et bête niaiserie, réserve aux peuples, que, sans s'en douter,

d'un air philautropique, satisfait, paterne et modéré, il pousse au radicalisme, aux révolutions, aux abîmes. Le bill de réforme, aux applaudissements unanimes du libéralisme, a porté un coup immense à l'aristocratie; il l'a affaiblie, minée; il a été, il est un encouragement logique à la logique, à la théorie, à l'innovation, à la démocratie. On est sur la pente; je ne crois pas qu'on puisse la remonter, ou s'y arrêter. On la descendra, plus ou moins rapidement suivant les circonstances et les fautes, jusqu'à ce que l'aristocratie ait perdu sa prépondérance, qui passera à la démocratie; car il n'est pas probable que la royauté sache, puisse s'en emparer dans la transition. Il se peut que des circonstances brutales, de grandes fautes brusquent cette chute. Il se peut que des circonstances industrielles et économiques: l'excès de la production, la perte des débouchés, la surabondance de la population, il se peut que la question de l'établissement ecclésiastique, ou la terrible question d'Irlande, amènent une catastrophe avant même la chute de l'aristocratie. Mais certainement, si la chute de l'Etat britannique ne précède pas par des causes quelconques celle de l'aristocratie, elle la suivra de près. La démocratie sans la forte tutelle de la royauté, inapte partout à gouverner, l'est peut-être plus encore en Angleterre, non à cause du caractère national, qui au contraire s'y prêterait mieux qu'ailleurs, mais à cause de la situation sociale fort anormale de ce pays.

Telle qu'elle était, l'Angleterre, pendant les cent quarante ans de sa période parlementaire, a eu sa large part des vices accessoires inhérents à cette forme politique. Surtout pendant la première et la plus longue partie de cette période, la corruption y a coulé à plein bord. Je laisse à part l'accaparement à peu près absolu exercé par l'aristocratie, au moyen de tous les genres d'influence, y compris l'achat à beaux deniers comptant, sur l'élément représentatif fort incomplet, qui officiellement semble exister dans la

Constitution anglaise pour les élections aux Communes. Ce triste et lamentable usage, passé à l'état normal, est justement l'énergique correctif, qui, annulant la représentation et la démocratie au profit de l'aristocratie, a rendu l'Angleterre possible. Mais que d'abus sans compensation ont existé! De 1688 au Traité d'Utrecht, et même jusqu'en 1745, bon nombre des hommes politiques du pays ont vécu en état de trahison constante, offrant à la fois leur féauté au Gouvernement existant et à la cour exilée, en mesure avec les deux dynasties. La corruption parlementaire a atteint son apogée sous Walpole. Elle eut un caractère spécial à une société aristocratique. Ces grandes existences seigneuriales, ou parlementaires, même en se dégradant, conservaient de l'indépendance; vénales, elles vendaient leur vote, mais elles ne s'aliénaient pas; elles étaient trop haut placées par leurs fortunes, leurs ambitions, leurs chances politiques, pour être absolument achetées, absolument dominées. On n'eût pu, j'en suis convaincu, acheter d'elles l'établissement d'un système de nature à fonder la prépondérance royale, l'abaissement, l'affaiblissement de leur classe. Ce qu'obtint Walpole, vrai service au pays, ce fut d'introduire dans ce chaos fluctuant et capricieux de corruption et d'intrigue, une sorte d'organisation et d'embrigadement, qui permît à l'administration de savoir sur quoi compter, de fonctionner avec quelque prévision, quelque stabilité, quelque durée. Walpole se servit de sa majorité conquise de toutes façons, de sa longue possession du pouvoir, pour asseoir avec quelque solidité, du moins dans la vieille Angleterre, la dynastie régnante, pour commencer l'annulation du jacobinisme complétée par le premier Pitt, pour exclure de l'arène les partis extra-légaux, pour maintenir la paix, pour régulariser les finances. Sous cet habile et peu scrupuleux tacticien, les deux grands partis politiques se groupèrent, se coordonnèrent, s'organisèrent.

L'aristocratie fut ainsi disciplinée de la forte discipline des partis ; ou du moins que les partis savent parfois accepter, et, si on ne put, chose impossible, lui donner l'unité, le combat, au lieu d'une mêlée confuse, devint un grand duel. L'aristocratie fut probablement ainsi sauvée des dissensions et de l'anarchie, qui toujours menace toute foule, même aristocratique. Le mal ne s'atténue que par le mal ; tout le monde ne se sent pas d'humeur à être homœopathe à ce prix.

Les deux grands partis aristocratiques une fois embrigadés, et la fidélité au drapeau assez passée en usage, les grandes manœuvres parlementaires s'exécutèrent avec assez d'ensemble et de tactique. On montait à l'assaut du pouvoir par toutes les voies, on le défendait par tous les moyens. L'*influence* gouvernementale, c'est-à-dire toutes les places, tous les honneurs, tous les avantages dont pouvait disposer l'administration, étaient prodigués, non au profit de la royauté, grande figure sans puissance, qui ne possédait en propre ni son nom, ni sa volonté, ni sa signature, mais au profit du parti en possession du pouvoir. Dans cette longue et curieuse histoire intérieure de l'Angleterre nous voyons sans relâche se dérouler toutes les manœuvres, toutes les roueries, toutes les perfidies des partis. Les questions sont des prétextes à lutte, des terrains de combat. L'opinion publique est exploitée. Dans les polémiques contradictoires, sans beaucoup se préoccuper de la justice, de la valeur réelle des actes, des mesures et des intentions, sans trop s'inquiéter de l'intérêt du corps social, tout est jugé au point de vue des intérêts du parti, défendu ou attaqué en conséquence. Les individualités, dans la première moitié de cette période, passent avec une impudeur, que rien ne déconcerte, d'un camp dans l'autre. Si dans la seconde moitié elles restent assez constamment attachées à leur parti, les partis, eux, sous la conduite de chefs ambitieux, exécutent parfois de

singulières volte-faces, et se livrent à d'étonnantes palinodies. Nul caractère en évidence ne demeure, que je sache, complètement exempt de cette lèpre de l'esprit de parti, l'absence de bonne foi et de justice, exempt de préoccupations exclusives et aveugles, des manœuvres compromettantes que cet esprit traîne à sa suite ; nul, depuis Shaftesbury, Godolfin, Bolingbroke, etc., jusqu'à James Fox, l'idéal du *patriot*, du whig de vieille roche, de l'homme d'opposition, du patricien déréglé dans sa vie privée, du viveur, de l'homme de parti, du tacticien parlementaire, de l'orateur à la faconde emphatique et toujours prête ; et jusqu'à l'illustre Pitt, le grand *debater* et le grand ministre, qui pendant le ministère Addington ne sut pas s'abstenir d'opposition systématique, d'intrigue ambitieuse, de variations et d'alliances fâcheuses, et ne rentra ainsi qu'amoindri, affaibli au pouvoir.

Avec tous ces vices découlant de sa forme gouvernementale, l'Angleterre a atteint un haut point de grandeur, de liberté, de prospérité, et résisté au vent des tempêtes continentales. Elle a fait cela ; non à titre de monarchie parlementaire, non surtout à titre de *selfgovernment;* car, bien que l'esprit de *selfgovernment* se trouve dans le caractère de sa race plus que dans celui de nulle autre, bien que le *selfgovernment* apparaisse dans de nombreux détails de ses institutions, surtout locales et provinciales, l'Etat ne fut jamais, tant s'en faut, un *selfgovernment*, à moins qu'on n'ait la singulière distraction d'appliquer, dans ce sens général, ce mot à l'action gouvernementale de l'aristocratie et des corporations privilégiées. Oui, l'aristocratie se gouvernait et gouvernait ; mais certes le peuple anglais ne se gouvernait pas. L'Angleterre pendant le siècle et demi qui a suivi sa révolution, a été grande et florissante *parce que* aristocratie ; et encore aristocratie placée dans des circonstances tout exceptionnelles. Qu'on ne la cite pas comme type,

comme justification, encouragement, modèle, comme leçon et garantie de *selfgovernment*, de monarchie parlementaire, populaire, bourgeoise ([1]). Reste la France. Voyons.

Ici, Monsieur, je dois faire explicitement des réserves, qui déjà ressortent de ce que j'ai dit précédemment. La pensée s'exerce dans sa liberté; mais, à quelques résultats qu'elle amène le penseur, quelles que soient les convictions qu'elle crée en lui, il n'a pas le droit de traduire ses convictions dans la pratique, contre ce qui est. Quelque absurde, quelque privé de bonté, et surtout de chances de solidité et de durée que ce qui est puisse lui paraître, si ce qui est est actuellement supportable, régit et protége un peu passablement la société, si ce n'est ni l'anarchie, ni la terreur démagogique, ni le despotisme effréné, féroce, le penseur doit, comme tout citoyen, non-seulement se soumettre au gouvernement existant, mais ne lui faire aucune opposition systématique; il *peut* toujours, il *doit* en tant que sa conscience l'exigerait, s'abstenir de le servir activement; mais, s'il agit, il doit ne lui refuser aucune de ses conditions d'existence, et faire tout ce qui se peut pour que ce gouvernement, qu'il ne croit pas durable, dure. Je n'entends pas qu'il doive abonder dans le sens du principe gouvernemental qu'il croit mauvais, ce qui serait absurde, ce qui est souvent une attaque perfide, et parfois plus dangereuse que l'agression directe; ce qui en tout cas est un mal fait de parti pris au pays. Il doit au contraire, dans la sphère de son action, pousser le gouvernement dans les voies et dans le sens le plus éloignés du principe fâcheux de ce gouvernement.

(1) Sans aborder l'étude de la Suède, je dirai, qu'étrangère au *selfgovernment*, la royauté et l'aristocratie y ont tour à tour prépondéré.

S'il a le malheur de vivre dans une république, il la poussera dans le sens le plus monarchique et le plus aristocratique qu'il se pourra. S'il vit sous une monarchie parlementaire, système bâtard et contradictoire, il poussera au renforcement de l'autorité royale, à la diminution des attributions du parlement, à la restriction du *selfgovernment*. Si dans un état démocratique, il poussera à la prépondérance, à l'influence du moins, des classes élevées. Si dans un état révolutionnaire, il poussera au retour à la tradition. Si dans une monarchie impliquant l'usurpation, ou sortant d'une émeute, d'une révolution, il tendra à faire que la royauté oublie et que les citoyens oublient cette origine; que de cette origine ni elle ni eux ne tirent les conséquences, mais qu'au contraire ils réagissent contre elles. Agir ainsi sera pour l'homme, qui condamne en principe un système de gouvernement, le vrai moyen de bien servir, selon sa conscience, ce gouvernement, et, en en améliorant les conditions d'existence, de bien servir le pays.

Le penseur, honnête homme, homme de sens, bon citoyen, fera cela parce qu'il le doit; parce que agir autrement est un crime; parce qu'un gouvernement établi est, par ce fait seul, un immense bienfait, que sa chute, sinon toujours un immense mal, est un immense danger, dont rien ne garantit la compensation espérée; parce que dans notre triste monde les pis-aller et les répits méritent de grands égards, un soigneux et craintif respect; parce que nul n'a le droit d'imposer à son pays la logique de ses propres convictions, non plus que, par machiavélisme, la logique des convictions, plus ou moins fausses et pernicieuses, que le pays, le pays légal du moins, professe, ou du moins pour le moment semble ou croit professer; parce que la pratique donne parfois à la théorie, à la conviction la plus sincère, de singuliers démentis, plus ou moins prolongés; parce que l'impossibilité dans les institutions hu-

maines porte surtout sur la durée ; que certaines circonstances peuvent parfois prolonger assez longtemps des situations absurdes en principe et sans chance réelle de long avenir ; et que ce qui est bien peu dans une vie de peuple peut être beaucoup dans la durée d'une génération : *grande mortalis ævi spatium*.

SEPTIÈME LETTRE.

14 Novembre 1849.

.... Italiam.

Dans votre dernière lettre, Monsieur, vous me faites l'honneur de m'entretenir de la question d'Italie. Permettez-moi, en réponse, d'interrompre la suite logique de mes idées. Cette question spéciale est loin certes d'être étrangère à mon sujet; mais logiquement je ne l'eusse abordée que plus tard; je vais le faire le plus succinctement que je pourrai. Elle n'est pas étrangère à mon sujet, car jamais ne se manifesta plus clairement l'impraticabilité du *selfgovernment*, l'impuissance du libéralisme à rien fonder; et de plus une chose, que je comptais bien constater plus tard, c'est que le libéralisme, la révolution, la démocratie, n'ont jamais enfoncé que des portes ouvertes; que toujours il a fallu que l'entrée de la cité leur fût ouverte, ou entre-bâillée, par le pouvoir. Les aristocraties, dans leur merveilleux aveuglement, parfois généreux, plus souvent étourdi, toujours funeste, leur sont d'ordinaire fort utiles pour préparer les voies; mais il faut presque toujours que l'autorité souveraine dise: entrez. Quand il y a quatre ans, je crois, M. Durando publia son écrit: *Della nazionalità italiana* (1), dans laquelle

(1) On peut admirer dans ce livre une des plus singulières naïvetés que l'esprit de dénigrement quand même puisse suggérer à un libéral

il demande tout bonnement pour opérer la révolution d'Italie que deux souverains italiens veuillent bien se mettre à la tête, il avait aussi raison que possible; il n'y avait que ce moyen de la faire. Mais il semblait si impossible qu'on trouvât deux souverains, ou même un seul, assez insensés pour jouer le rôle qu'on leur destinait, que dans ce spirituel programme révolutionnaire, je trouvai une véritable démence. Mais j'oubliais qu'il ne faut jamais arguer contre la possibilité d'une chose, de sa folie; et la démence du programme, deux démences bien inattendues sont venues la changer en prophétie : celle de Pie IX, et celle de Charles-Albert.

Je me reporte tristement, Monsieur, aux deux premières lettres de cette correspondance. Toutes mes prévisions se sont déplorablement réalisées. J'en suis navré, et peu vain. Il ne fallait pas le coup-d'œil du génie, ni le don de seconde vue, pour prévoir ce qui adviendrait. Il suffisait d'avoir gardé son bon sens et son sang-froid au milieu de l'ivresse générale; de pouvoir encore tirer les conséquences des tristes prémisses, que l'on posait; de savoir que derrière le libéra-

pur sang. L'auteur impute sans sourciller *à grief* au Gouvernement piémontais de 46 de prélever en impôts moins de la moitié proportionnellement de ce que payait alors la France. C'est à n'y pas croire. Mais l'on trouvera cela, quand on voudra, page 200 du *Saggio politico-militare* de M. Durando, maintenant général et très-influent, dit-on, à Turin, alors exilé, et de plus : colonel, commandeur de l'ordre américain d'Isabelle la catholique, deux fois chevalier de première classe de Saint-Ferdinand d'Espagne, de la tour, de l'épée, valeur, loyauté, et mérite de Portugal; décoré des croix spéciales de la bataille de Chiva, et de la prise de Morella en 1840; déclaré bien méritant de l'Espagne pour la guerre contre le prétendant D. Carlos; docteur en droit, etc. C'est le titre du livre qui me fournit cette ample titulature. On sait que les libéraux, voire révolutionnaires, n'y répugnent pas.

Le chevalier d'Isabelle la catholique, de la tour et de l'épée, le héros de Chiva, etc., doit être content. Depuis la *régénération* du Piémont, son budget a progressé, à satisfaire les plus avides de progrès.

lisme marche le radicalisme, derrière les concessions la révolution, derrière le *selfgovernment* l'anarchie, la ruine.

Quand en 1814 l'Italie fut délivrée de Bonaparte, et de son incessante guerre pour de renaissantes querelles, où elle n'était de rien, de Bonaparte, cet Italien qui avait trompé, pillé, rançonné, humilié, remorcelé l'Italie, tantôt vendu, tantôt confisqué et dénationalisé ses fragments, qui avait prétendu imposer la langue des fils de Brennus jusqu'à Florence et à Rome, elle rentra dans sa vieille tradition. Sans doute cette tradition restait ébranlée ; la conquête et le régime français avaient semé l'esprit français. Pourtant la tradition se renoua de façon à pouvoir être solide. Quelques améliorations de détail, bien insuffisantes compensations du bouleversement, lui survivaient ; dans la période qui commença alors de nombreuses améliorations furent encore accomplies. C'est à cette période finissant en 45 que se réfère ce que je vais dire.

La situation de l'Italie n'était point un type de perfection ; sur la table rase de l'utopie on eût pu la rêver une, ou du moins scindée seulement en deux grandes parts, avec le patrimoine de saint Pierre, plus restreint, isolé sur la côte, aux confins des deux moitiés. Mais, d'après les précédents historiques, l'état des choses était parfaitement acceptable. Sauf deux exceptions, que j'indiquerai tout à l'heure, l'une transitoire, l'autre très-remédiable, on peut dire, je crois, que rien ne manquait d'essentiel aux éléments de paix, d'ordre, de bien-être matériel et moral, de progressivité raisonnable, et j'ajouterai de liberté pratique ; non, il est vrai, cette soi-disant liberté politique, qui se traduit en réalité par pouvoir imprimer ou lire toutes les balivernes plus ou moins spirituelles, plus ou moins innocentes, qui peuvent tomber dans le cerveau humain, par pérorer à des tribunes plus ou moins retentissantes, par attaquer à tout venant tout pouvoir, par jeter des bâtons dans toutes les roues, des

doutes dans toutes les croyances, du mépris, de la haine sur toutes les choses nécessaires, et par amener infailliblement tôt ou tard le désordre et l'anarchie ; mais cette liberté qui consiste à faire ce que l'on veut, à employer son activité comme l'on veut, pourvu que l'on ne blesse en rien l'ordre, les lois et le gouvernement. Toutefois il est bien évident que cette liberté, dont je fais honneur aux Etats italiens, ne pouvait exister entière que pour les hommes qui ne s'étaient point constitués les ennemis des gouvernements ; et que plus tard, après les tentatives de révolution, les défiances naturelles de ces gouvernements, les précautions nécessaires de police et de surveillance durent restreindre, spécialement pour les classes élevées et moyennes, cette complète liberté d'allure.

Les deux exceptions, que j'indiquais tout à l'heure, sont le duché de Parme et l'Etat Pontifical. Le duché de Parme, conservé à la branche de Bourbon héritière des Farnèses, mais viagèrement attribué à la veuve de Bonaparte, était une erreur du congrès de Vienne : d'abord par l'atteinte portée au droit traditionnel d'une dynastie, quelque peu intéressante qu'elle se fût rendue, et quelque peu bienvenue qu'elle fût à réclamer après avoir accepté la triste couronne d'Etrurie ; puis par l'absurde inconvenance d'attribuer un Etat comme douaire, en imposant ainsi à cet Etat une situation douteuse et viagère. Pourtant, pour atténuer ce tort, disons que ces arrangements ne heurtaient point les idées et le sentiment de l'époque qui va jusqu'en 1815, et que des arrangements équivalents y ont été fréquents ; par exemple la Lorraine viagèrement attribuée à Stanislas, sans que l'opinion publique ni la philosophie du temps y eussent rien trouvé à redire. Pendant l'époque napoléonienne, dans les incessants remaniements de la distribution des territoires, des arrangements ou des propositions d'arrangements, dans lesquelles on disposait de territoires comme d'indemnités, de compensations à des princes régnants, se répètent sans

cesse. Je rappelle, je ne justifie point. Disons aussi que le gouvernement de Marie-Louise fut très-doux. Toutefois le principe traditionnel et la dignité d'une population étaient heurtés.

Quant à l'Etat de l'Eglise, il est incontestable pour tout homme de sens que le Pape doit être souverain ; sa liberté l'exige. Mais on comprend aussi qu'il est à désirer que son Etat, suffisant pour la liberté et même la dignité du Pontife, ne soit point assez étendu pour gêner l'action de la papauté, ou même pour absorber, préoccuper cette action. L'Etat papal, tel que les dernières réunions du 16e siècle l'ont fait, est, dans l'intérêt de la papauté, trop grand de tout ce qui est à l'est de l'Apennin. Le Pape a trop à faire comme prince temporel. Cette portion orientale est trop peu sympathique à son gouvernement, exige trop de répression. Dans toute guerre un peu générale, la part que le royaume de Naples est entraîné à y prendre amène la violation fréquente du territoire papal, qui doit essentiellement être neutre et inviolable. Il eût donc été bien à désirer qu'en 1815 l'Etat Pontifical fût rendu au Saint Siége dans son intégrité, mais que le Saint Siége eût la sagesse de refuser les Légations. Probablement la papauté se fût trouvée dans le patrimoine de saint Pierre à l'abri de tout mouvement révolutionnaire, et par conséquent eût joui d'une indépendance, que l'acceptation d'un secours étranger contre la révolte compromet toujours plus ou moins. On eût eu aussi moins à se plaindre de ses fautes gouvernementales. Dans l'état actuel des choses on ne peut se dissimuler que l'apanage papal était, sous beaucoup de rapports, pour l'administration, la justice, les finances, gouverné de façon fort peu satisfaisante. Mais je ne me persuaderai jamais que la papauté ne pût, sans altérer le caractère essentiellement absolu de sa souveraineté, réformer tous ces abus, et gouverner aussi bien qu'un gouvernement laïque. Car le gouvernement papal est essentiellement

ecclésiastique ; l'élément laïque ne doit point en être exclus, mais il doit y être subordonné. Un état ecclésiastique, attribué dans l'intérêt de leur liberté, au chef de l'Eglise et aussi au Sacré Collége, dont ce chef est issu, dont il est l'élu, doit demeurer sous la main ecclésiastique. Il le faut par la logique de son essence, de son motif d'être ; il le faut pour que l'action de la papauté s'exerce sans entrave, et pour que le Sacré Collége, électorat souverain, dans le sein duquel la souveraineté rentre à chaque décès pour en ressortir à chaque intronisation, conserve une position, une action légitimes.

Outre ces deux vices de la situation de l'Italie pendant les trente années qui commencent en 1814, vices dont l'un a disparu à la mort de la veuve de Bonaparte, je pourrais en indiquer un de peu d'importance : la conservation de quelques enclaves, qu'il eût mieux valu échanger.

Le royaume de Naples avait conservé l'organisation française de la justice, y compris malheureusement l'égalité des partages, qui émiette la propriété, et sape les éléments aristocratiques ; mais de ce tort ce n'est pas le libéralisme qui se plaindra. Le pouvoir gouvernait doucement ; il s'était créé une armée, et même une marine, comme le pays n'en avait jamais connues. Les finances et l'administration étaient régulières. Des abus, en plus ou moins grand nombre, qui pouvaient y exister, ainsi que sur d'autres points de l'Italie, en particulier dans l'État romain, il y aurait grande injustice à faire remonter la pleine responsabilité à la souveraineté. Les souverains, bien qu'ils y puissent quelque chose, ne peuvent à leur gré, et du jour au lendemain, réformer les mœurs, les habitudes, les préjugés, les vices d'un peuple. Quelque soin qu'ils mettent à bien choisir, ils ne peuvent choisir ailleurs que dans ce peuple les dépositaires, les instruments de leur autorité. Qu'on attribue donc, comme il est juste, à l'imperfection humaine en général, à la corrup-

tion, aux vices particuliers de telle ou telle nation, la très-grande part des vices que l'on pourra signaler dans l'administration, la magistrature, la régie de cette nation.

Le régime de la maison archiducale, qui régnait à Modène du droit de la vieille et illustre race d'Este, était, quoi qu'on en ait dit, paternel.

Peu de pays en Europe étaient mieux administrés que le royaume Lombard-Vénitien. Ainsi que j'avais l'honneur de vous le dire dans ma première lettre, le régime impérial, pas plus dans ce royaume que dans les autres Etats de l'empire, n'était celui d'un peuple conquérant et dominateur. Ce qu'il y a certainement de mieux pour la composition d'une monarchie c'est que ses antécédents historiques l'aient faite homogène, que le bloc central et principal soit homogène immémoriablement, et que les adjonctions successives se trouvent suffisamment assimilées et fusionnées. Mais n'est pas ainsi qui veut; on ne se donne pas ses antécédents. Le seul Etat que l'histoire ait fait ainsi *un*, c'est la France ; il faut l'en féliciter. D'autres approchent de cette unité. L'empire des Habsbourgs ne peut en rien y prétendre. Formé d'Etats divers successivement réunis sous son sceptre par les faits historiques, il y aurait démence à ses chefs à laisser se disjoindre ce faisceau parce que les brins divers ne sont pas fondus en une masse unique ; dans l'intérêt de l'empire, dans l'intérêt des fractions, que ce serait livrer à l'anarchie, ces chefs ne le doivent pas. Ce serait aussi un grave tort au gouvernement impérial de prétendre violenter l'histoire et la nature des choses pour imposer aux diverses parties de l'empire une unité, que les antécédents, les mœurs, l'état social repoussent. Il est bon d'y tendre, mais dans la mesure permise par la nature des choses, et l'opportunité ; et, même dans cette mesure, le gouvernement a dû constamment, du moins sur certains points, rencontrer comme obstacle l'excès des préventions et des exigences nationales. A certaines

époques, spécialement sous Joseph II, ce prince d'un esprit si despotique et si faux, le gouvernement impérial a bien voulu imposer violemment l'unité ; mais généralement pendant sa durée il s'est conduit avec beaucoup de sagesse, laissant, dans une grande latitude, à chaque fragment de l'empire ses traditions, sa langue, ses lois, ses mœurs, et même sa constitution sociale et politique. Il y aurait donc injustice et aberration à arguer contre l'Autriche et pour les révoltes de ses membres, de son défaut de cohésion. Nulle part dans l'empire l'empereur n'est étranger, nulle part il ne règne en conquérant. Certes le petit archiduché d'Autriche n'a nulle prétention et ne peut être accusé d'avoir conquis tous les royaumes, toutes les provinces dont se compose l'empire d'Autriche. Si dans certaines portions de la monarchie, dans la Lombardo-Vénétie en particulier, le pouvoir s'est montré moins paternel, plus ombrageux, plus défiant, si peu de ses agents et de ses dignitaires y ont été choisis, et si ces populations ont ainsi eu jusqu'à un certain point l'air d'être gouvernées par des étrangers, presque exclues de la répartition des emplois, c'est que, par suite d'impulsions, d'incitations, honorables souvent par leur sincérité et même leur abnégation, mais certes fort inintelligentes, des portions plus ou moins considérables de ces populations, la grande majorité des classes influentes ou repoussaient toute part active au service de l'état, dont elles s'obstinaient à se tenir en dehors, à se poser en ennemies, ou n'offraient aucune des garanties de loyaux services, que toute fonction réclame. Il a toujours dépendu de ces fractions de se tenir pour parties intégrantes de la monarchie, et, comme telles, pleinement associées à son gouvernement. Ce n'est qu'autant qu'il leur a plu qu'elles les ont tenus pour étrangers, et jusqu'à un certain point forcés ainsi à sembler tels sous certains rapports, ou même à agir en conséquence.

Quelques préjugés que la haine aveugle de bon nombre

d'Italiens ait acceptés, et plus ou moins sincèrement propagés contre l'Autriche, il est vrai de dire que le royaume Lombardo-Vénitien, justement à cause de ses éléments de désaffection, était dans l'ensemble administré avec des ménagements, des faveurs, des égards tout particuliers. Ses municipes, ses administrations d'intérêts associés, en première ligne de canaux si importants dans ces contrées, jouissaient d'une grande indépendance dans la sphère de leurs attributions spéciales. Les industries, surtout la grande industrie agricole de ces belles provinces, florissaient; l'aisance était générale. Le pays, ménagé dans la répartition des impôts, payait moins par tête que l'archiduché d'Autriche bien moins riche pourtant (1).

Au fond de l'Adriatique repose dans ses lagunes et dans

(1) Je parcourais l'autre jour le récit de l'Insurrection milanaise par un M. Cattaneo, qui paraît s'y être montré boute-feu distingué et d'un joli talent de barricade. Ce Monsieur, moins fort en statistique, bien que ce soit, je crois, sa spéciatité, et qu'il ait été, si je ne me trompe, une manière de cornac à Milan do l'agitateur Cobden, ce Monsieur énonce qu'en trente ans le gouvernement impérial a fait passer deux millards de francs des provinces italiennes dans son repaire de Vienne. C'est à peu près soixante et dix millions par an. Je crois qu'il y a à peu près dans tout l'Empire d'Autriche six cents millions de numéraire, plus ou moins. On voit combien ceta est possible. On aurait lieu aussi d'admirer que ce royaume italien, saigné tous les ans à blanc de soixante et dix millions, conservât ces admirables apparences de richesse et de prospérité croissantes, qui frappaient tous les regards. Je n'ai absolument pas étudié cette question; mais je suis parfaitement convaincu que, à part sa contribution légitime aux dépenses générales de l'Etat, contribution qui nécessairement dans toute monarchie se centratise pour une grande part au centre de l'Etat, la Lombardo-Vénétie n'envoyait pas hors de ses limites la dixième partie, peut-être pas la vingtième de ce chiffre effrayant de soixante et dix millions. Pourtant je pense, d'après l'assertion du statisticien insurrectionnel et *Cobdenist*, qui a l'air de rappeler une chose incontestée, je pense que généralement dans la Lombardo-Vénétie l'assertion est passée en fait indubitable, et entrée dans les convictions de presque tous. O opinion publique!

son irrémédiable, mais poétique décadence, cette Venise, qui fut la reine de la Méditerranée. Quelle âme poétique ou se croyant telle, depuis Byron, le vaniteux pair des trois royaumes et le carbonaro amateur, n'a fait des phrases plus ou moins élégiaques sur cette décadence, et sur le lourd Autrichien qui la fait peser sur la ville des doges et des lagunes? Rien de plus faux que cette accusation. Pour Venise, dépouillée de sa nationalité par une ignoble trahison de Bonaparte, le gouvernement impérial a fait ce qui était faisable. En dépit de bien des réclamations rivales, elle fut port franc; un magnifique pont, merveille de l'industrie, l'unit au continent; son commerce avait repris l'activité qui lui restait possible, et son retour de prospérité était manifesté par la valeur vénale accrue de ses édifices. Mais, quoi qu'on pût faire, que pouvait être la destinée de Venise, comparée à son splendide passé? Et qui y pouvait quelque chose? Eussiez-vous voulu, et, même le voulant, eussiez-vous pu lui rendre son régime aristocratique fort du mystère et de la terreur dont il s'enveloppait, et qui seul, même dans des circonstances si exceptionnelles, a pu la faire durer? Auriez-vous voulu, auriez-vous pu lui rendre trois millions de sujets en terre ferme, ou sur le littoral adriatique, consacrés à sa splendeur, sans compter ses conquêtes de Chypre, de Candie et de Morée? Voudriez-vous, pourriez-vous, rendant l'Amérique non avenue, annihilant l'Angleterre, la Hollande, et toutes les nations à qui a passé le sceptre des mers, le reporter à bord du Bucentaure à leur antique suzeraine, lui rendre par l'isthme de Suèz le commerce exclusif des Indes et l'approvisionnement à travers les Alpes des marchés du nord? Voilà ce qui avait fait Venise ce qu'elle fut, ce dont elle ne peut plus approcher jamais; ce que ne reproduiront et ne remplaceront jamais pour elle ni les insurrections, ni toutes les phrases de ce siècle de la phrase, ni toutes les déceptions d'un libéralisme niais ou menteur.

Mais, en dehors du rôle que l'Autriche jouait dans sa portion italienne, elle en jouait un d'une inappréciable valeur pour toute l'Italie. Par sa présence, par l'influence que la communauté d'intérêt l'autorisait à exercer, elle y sauvegardait l'ordre, les éléments conservateurs, le principe d'autorité. Intacte, inébranlable alors dans sa masse, elle fournissait à ce principe sauveur un point solide d'appui. Elle apparaissait prête à réprimer dans l'occurence la révolution, et habituellement l'intimidait par cette garantie. Cette force, qui venait ainsi du dehors au principe du pouvoir, si elle perdait par sa source étrangère dans les sympathies populaires, gagnait en énergie ; car généralement moins l'autorité semble venir et dépendre de ceux qu'elle régit, plus elle a d'énergie et plane incontestée. Habituellement dans la perspective, comme en fait dans les grandes occurences, l'Autriche jouait ainsi le rôle de *Deus ex Machina*.

Vient le Piémont ; c'était l'Etat italien le mieux régi, le plus fort, le plus sain, le plus autochthone. Parlons-en en détail. Cette monarchie, dans son exiguité, était la mieux réglée, non seulement de l'Italie, mais, je le crois, de toute l'Europe. Cela datait de loin. A toutes les époques de son histoire, peu connue et qui mériterait de l'être, la souveraineté apparaît tutélaire et intelligente. A l'exception d'un seul, le duc Louis, tous ses souverains, eu égard à leur époque, aux idées de leur temps, furent aptes à leur auguste métier ; plusieurs furent des princes très-distingués. En ne remontant qu'au traité d'Utrecht, qui constitua la royauté sarde, nous trouvons, sous une suite de trois rois, l'Etat régi d'une façon presque irréprochable (1). La religion honorée imprègne profondément le pays uni dans une même foi ; la justice, l'administration sont généralement pures de corruption ;

(1) On pourrait exceptionnellement blâmer sévèrement les actes du premier de ces rois dans l'affaire du Tribunal de la monarchie en Sicile ; mais ces actes sont étrangers aux Etats actuels de Savoie.

l'armée est brave, disciplinée, bien organisée ; une économie, un ordre parfaits règnent dans les finances, des impôts légers suffisent à tout ; la cour, pleine de dignité, ignore la prodigalité. Une noblesse nombreuse, illustre, en grande partie antique, mais ouverte aux mérites divers, pleine de sève, respectée et non oppressive, se serre autour du trône, assez forte pour lui prêter force par son influence et son dévouement, mais hors d'état de jamais songer à gêner l'action royale. Du reste le mérite s'élève de toutes les classes, témoins Bogino, d'Ormea et beaucoup d'autres. La tradition est honorée, et cependant toute amélioration réelle est bien accueillie ; sur cette voie le pouvoir devance l'opinion (1). Les usages locaux, les spécialités des provinces sont généralement respectées ; et pourtant sur cet harmonieux ensemble une unité suffisante facilite et fortifie l'action gouvernementale. Le gouvernement est essentiellement militaire ; mais ce caractère lui prête force et dignité, sans le rendre ni oppressif, ni arbitraire, ni brutal. L'administration intérieure est vigilante et éclairée ; la magistrature, par sa composition, par sa haute intégrité, mérite, inspire la confiance, et sauvegarde tous les intérêts ; les relations avec l'Europe sont conduites avec habileté, dignité, tenue ; cette petite monarchie, grâce à sa situation géographique, à sa sage royauté, pèse pour bien plus que son poids dans la balance du monde. Enfin nulle part l'autorité, ce grand talisman de toute société, n'est plus incontestée, plus acceptée, plus apte à sa fonction, plus pénétrée de ses devoirs. A la fois sage, digne, prudente et hardie, paternelle et ferme, elle obtient cet inappréciable résultat d'être à la fois respectée, obéie, crainte et aimée.

(1) Je citerai comme exemple de réforme hardie l'égale répartition de l'impôt territorial terminée en Savoie dans la première moitié du 18e siècle, le rachat des droits féodaux commencé, et celui des dîmes préparé vers la fin de ce même siècle ; et cela sans révolution, sans embarras, sans bruit. L'invasion républicaine vint arrêter ces deux dernières réformes.

Quand la révolution française éclate, quand, non provoquée, elle attaque la Sardaigne par l'injustifiable envahissement de deux de ses provinces, cette petite monarchie, mal appuyée par l'Autriche, son alliée, soutient vaillamment la lutte contre les armes et la contagion de la république ; l'arrête pendant cinq campagnes sur la crête des Alpes et de l'Apennin ; couvre ainsi l'Italie ; et ne succombe que devant la fortune naissante de Bonaparte, après avoir du moins prolongé la lutte jusqu'au moment où la révolution, un peu moins subversive et moins anti-sociale, devait apporter sur le territoire piémontais et le reste de la péninsule moins de bouleversement, de spoliations et de fureurs qu'elle n'en eût apporté dans les premiers paroxismes de son délire. Je ne sais, et peut-être Bonaparte ne le sut-il pas lui-même, pourquoi il sembla sauvegarder après la victoire cette noble monarchie des Amé ; mais on en peut dater la chute réelle aussi bien de l'armistice de Chérasque que du jour où Charles-Emmanuel fuyant sa capitale dut s'apprêter à chercher un refuge dans son petit microcosme de royaume insulaire, où la noble Savoie fut noblement représentée au service de ses antiques ducs par le comte Joseph de Maistre.

Pendant les quatorze ans qui suivent, la vieille tradition fut rudement altérée. Une partie de la génération active des classes influentes prit part au service de l'Etat qui avait englobé sa patrie, ou plutôt de l'homme qui avait confisqué et exploitait vainqueurs et vaincus ; elle se trouva ainsi plus ou moins façonnée et engagée par des antécédents. Pour ce pays, comme pour le reste de l'Europe, cette incubation révolutionnaire et napoléonienne fut un grand malheur. Toutefois à la restauration de 1814 l'absence de la royauté et des vieilles institutions n'avait point été assez longue pour qu'il y eût solution absolue de continuité. Alors se passa dans ce petit Etat, à la porte de la France si révolutionnée, sur un sol qui avait été si associé à la fortune et à la vie de ce pays

propagandiste, une chose qui nulle part n'eut, vu les circonstances, un caractère si tranché, et ne fut de nature à montrer aussi complètement ce que peut le vouloir honnête, franc et soutenu d'un roi. Victor-Emmanuel, n'était certes point un grand génie, un esprit profond ni étendu ; mais cet excellent prince, comme son successeur immédiat, était un parfait honnête homme et un homme de sens. Pénétré de son auguste devoir, il était intimement convaincu de son droit, du caractère essentiellement funeste de la révolution, de l'excellence de l'autorité et de la tradition, qu'il représentait. Aussi il lui sembla chose allant de soi-même, il voulut que l'autorité surgît en lui pleine et entière, que la tradition réapparût intacte. Il nia la révolution, toute la révolution, elle et ses œuvres; et la révolution fut annihilée. Tout ce qu'elle avait fait, tout ce qu'un régime de conquêtes avait superposé au pays, tout ce qu'il avait créé pour son propre service, non pour celui du Piémont, fut, sauf certaines améliorations de détail, balayé de la surface du sol par le seul *fiat* d'une bouche royale, pourtant si débonnaire. Dans les lois, l'administration, l'armée, dans les hiérarchies sociales, toute l'ancienne organisation fut rétablie. Les hommes de la noble et vieille monarchie, ou leurs représentants, revinrent avec ses saines idées et ses institutions tutélaires. Cet heureux changement à vue fut universellement accepté, par la plupart comme chose bonne, par tous comme chose logique et naturelle (*of courses*). Et les peuples subalpins semblèrent commencer une ère de paix et de prospérité presque sans mélange.

Tout ce qui menace de tomber, tout ce qui tombe même n'est pas par cela même, aux yeux de l'observateur, condamné dans sa valeur intrinsèque. Des fautes accidentelles en un moment critique, des secousses anormales et inattendues peuvent ébranler ou renverser ce qui était bon en soi, et avait chance de vivre. Qu'un roi manque de cœur ou de tête

devant une misérable émeute sous ses fenêtres, et un Etat tombera, qui avait en lui un avenir. Il se peut aussi, et c'est le cas du continent européen après 1815, que le danger de subversion subsiste en permanence dans la contagion de l'exemple, dans les incitations, officielles, ou non, d'un Etat voisin. Alors des dangers qui menacent ou atteignent des Etats bien ordonnés on ne peut rien conclure contre leur ordre social et politique ; si l'on veut conclure, que ce soit contre le voisin. Un canton est bien cultivé, riche, le sol n'y recèle nul cratère ; mais il peut, si dans le canton limitrophe bout un volcan permanent, se trouver tout à coup ébranlé et couvert de laves. Dans votre cité, par des soins intelligents et une hygiène saine, vous maintenez la santé publique ; mais, si la cité voisine couve ou reçoit la peste, il se peut que vous la receviez d'elle, sans qu'il y ait rien à en conclure contre votre régime. Ainsi aux portes de l'Europe, de l'Italie en particulier, était la France, avec ses ferments révolutionnaires, ses chimères séduisantes de constitutionnalisme et de *selfgovernment ;* avec sa tribune retentissante et sophistique, sa presse corruptrice et incendiaire ; avec sa propagande multiforme et ses révolutions intermittentes. L'Angleterre avait bien aussi une certaine action propagandiste par le mirage lointain de ses institutions qui a tant déçu l'Europe, par l'endoctrinement de ses innombrables voyageurs. Mais c'est à la France, dont la langue est universelle, dont le génie novateur est bien autrement radical, le scepticisme, le persiflage, l'*esprit* bien autrement effréné, le commerce bien autrement sympathique, dont le Paris exerce sur le monde une irrésistible influence , une sorte de fascination, d'attrayant et funeste magnétisme, c'est à la France que revient pour la plus immense part la responsabilité de cet endoctrinement de l'Europe, dont elle se glorifie avec une si triste naïveté, et dont je suis, Monsieur, si profondément humilié pour elle. Ainsi c'est, non aux vices de l'état social

et politique de la péninsule, mais à l'exemple contagieux et à l'incitation étrangère, qu'il faut attribuer les secousses, les perturbations répétées qui pendant trente ans ont ébranlé l'Italie, et dont le retentissement, joint à la continuelle action de leur cause, a continuellement empêché l'esprit public de se rasseoir, et nombre d'esprits inquiets et influents de jamais accepter définitivement l'état de choses, très-acceptable, sous lequel les diverses nationalités de la péninsule étaient appelées à vivre. C'est là ce qui s'est toujours placé entre les gouvernements et les peuples, rendant les derniers irritables, injustes, hostiles et rebelles, les premiers aigris et forcément défiants et sévères, même tracassiers, envenimant tous les rapports de peuple à prince, de gouvernés à gouvernants, et maintenant toute chose dans une situation difficultueuse et précaire.

Ce fut un tort grave aussi des diverses notabilités compromises à diverses époques, et, après des exils plus ou moins mérités et prolongés, rendues à leur patrie par les clémences souveraines, d'avoir été assez peu éclairées par les années et inspirées par la gratitude pour avoir généralement à leur retour constitué des apostolats, plus ou moins avoués, de désaffection contre l'autorité, d'innovation et de subversion. En dehors des devoirs de tous envers le pouvoir, tout proscrit amnistié, quelles que soient ses opinions, contracte envers qui l'amnistie un devoir spécial et étroit, sinon de dévouement, au moins de non-hostilité, d'abstention.

Au commencement de 1831, alors que retentissait encore le coup de foudre à jamais déplorable de juillet, s'éteignit, en la personne de Charles-Félix, la ligne directe de ces vieux rois de Sardaigne, si paternels, si sages, si *rois*, dont la nombreuse famille de Victor-Amédée III semblait promettre à la monarchie une longue et bien désirable suite. A côté de cette race si royale vivait depuis le commencement du 17e siècle une branche cadette. C'était une race funeste. Elle

descendait du seul prince non régnant de la maison de Savoie, qui, autant qu'il m'en souvienne, ait jamais par son ambition et pour ses intérêts privés porté le trouble et la guerre civile dans l'Etat ; d'un prince qui faillit en ruiner la destinée : le prince Thomas. Elle aboutit au prince qui devait pousser cette monarchie dans l'abîme, d'où plaise au Ciel qu'elle puisse encore sortir : Charles-Albert de Carignan. Cet homme, parfaitement médiocre, mais à qui échut un rôle si tristement considérable, est, je l'avoue, pour moi qui ignore les secrets moteurs de ses actes incohérents, un insondable mystère, une indéchiffrable énigme, qui certes, sans le mal qu'il lui a été donné de faire, ne mériterait guère d'être scrutée, et dont en tout cas le mot m'échappe. Peut-être aussi n'y a-t-il point de mot, si ce n'est : nullité, faiblesse, aveugle et inintelligente ambition, conscience faussée, instabilité de pensée, absence de jugement, démence de visées.

Au commencement de 1821 il s'était formé en Piémont un groupe, pour la plus grande part composé de gentilshommes, voire des plus hautes maisons, qui rêvait et complotait un bouleversement de l'Etat. Plusieurs de ceux qui le composaient n'étaient pas sans mérite ; quelques-uns étaient des hommes de cœur et de dévouement. Que voulaient-ils ? Le savaient-ils seulement bien ? Beaucoup d'entre eux avaient servi l'Empire ; tous avaient les regards fixés sur le mélodrame parlementaire de France. Du bizarre mélange, qui s'est tant de fois reproduit, de bonapartisme et de libéralisme était résulté pour eux un grand dédain pour le bonheur arriéré et peu *fashionable* de leur patrie, un grand désir de la mettre à la hauteur du temps et de la mode. Beaucoup voyaient de loin avec convoitise les grandes positions aristocratiques de l'Angleterre ; à leurs yeux brillait le mirage d'une chambre des *lords*. Il se mêlait aussi dans leur pensée des rêves d'italianisme, qui sans doute avaient leur retentis-

sement dans quelques salons aristocratiques, de Milan et des contrées limitrophes. L'insurrection d'Espagne, puis celle de Naples, si peu tentantes pourtant, vinrent surexciter tous ces ferments, où se mêlait une grande étourderie de gentilshommes frondeurs, qui jouent le destin d'une patrie par passetemps et pour trouver l'emploi d'une activité oisive. Ce groupe, qui avait peu de racines dans l'armée et point dans le pays, eut la bonne fortune inespérable de trouver sous sa main un instrument qui semblait façonné exprès par la destinée : assez nul, influençable, ambitieux, d'une conscience variable et élastique. C'était le prince de Carignan. On fit retentir à ses oreilles les grands mots, indépendance, liberté, affranchissement, Italie, et briller à ses yeux l'éblouissante couronne de fer. A vingt-trois ans Charles-Albert trahit son roi, le chef de sa maison, le prince excellent qui lui servait de père. Quinze jours plus tard, quand il vit que la partie mal engagée offrait peu de chances, il trahit ses complices en fuyant de Turin dans la nuit sans les prévenir, et courant seul à Modène faire amende honorable. Deux ans plus tard il devait la compléter en courant en Espagne contribuer, pour bien peu sans doute, mais enfin dans la mesure de sa puissance, à écraser une révolution, modèle de celle qu'il avait prétendu qu'on fît à son profit ; une liberté et une nationalité (style de libéralisme). Plus tard, déjà traître deux fois, il devait trahir une troisième fois, et trahir tout le système gouvernemental qui avait abrité tant de générations, et qui fut sien quinze ans.

A son avènement au trône *on dit* que quelques velléités libérales traversèrent ce cerveau étroit et confus ; et que le conseil d'état, depuis plus ou moins relégué dans un coin du *Palmaverde*, était l'indice et l'embryon de cette pensée. Si cela est, je ne sais quelle influence heureuse fit avorter ces velléités, et sauva *alors* la monarchie des réminiscences de 1821. Jusqu'en 1846 elle continua à reposer calme et

heureuse sous l'égide des vieilles institutions intactes, mais, dans leur élasticité, se prêtant à toutes les améliorations. La vieille tradition et l'antique entourage de la royauté soutenaient, contenaient, préservaient la faiblesse excentrique du prince. *On dit* que dans son cercle privé il dépréciait, frondait ses ministres et leur système ; faisait une sorte d'opposition sournoise et puérile contre son propre gouvernement; qu'il y caressait ses vieilles chimères d'italianisme, ou plutôt de couronne de fer; et nourrissait ses folles rancunes contre l'Autriche, qu'il s'essayait parfois à taquiuer ([1]).

(1) Au nombre de ces taquineries il en est une qui a fait larmoyer l'opinion européenne, et, en l'ameutant contre l'Autriche, a réellement nui à cet empire. M. Pellico, dont le caractère mérite l'estime, et avec lui quelques autres hommes, dont plusieurs poussés par un dévonement mal appliqué, conspirèrent contre le gouvernement Lombard-Vénitien. Comme toute action aux yeux de la morale doit être jugée par la conviction de qui la fait et appréciée par le dévouement qu'elle lui coûte, les crimes politiques sont dans une catégorie à part; s'ils sont consciencieux, ils peuvent être devant la conscience erronée de qui les commet, innocents, même méritoires. Mais la justice publique ne peut admettre ces distinctions, et juger chacun suivant sa conscience particulière. Elle juge suivant la morale publique, suivant la loi. Or de tous les crimes le plus funeste à la société, à cause de son étendue et de sa portée, c'est sans doute le crime politique, celui qui s'attaque aux bases de la société, au gouvernement. Dans l'intérêt de tous il doit donc être sévèrement réprimé et puni. M. Pellico et ses amis furent jugés et condamnés à mort. Le gouvernement autrichien, si féroce, comme on sait, commua la peine en détention perpétuelle, et neuf ans plus tard leur ouvrit les portes de la prison.

Une prison n'est point, et ne doit point être un lieu de plaisir. Les prisons du gouvernement libéral de France jusqu'en 48, et surtout celles du gouvernement radical de 48, ne font point exception, que je sache, à cette règle. L'empereur François, homme excellent, avait sur le système cellulaire et sur l'obligation de faire marcher l'amélioration des prisonniers de front avec leur châtiment, des idées analogues pour le fond avec celles des philantropes les plus libéraux, anglais, américains ou français, qui se sont dans ces derniers temps occupés des questions pénitentiaires. Il voulut lui-même diriger

Cela est probable, car en 44, je crois, apparaissent ces deux ou trois brochures venues de son entourage personnel, vraies pauvretés, sans valeur intrinsèque, mais qui en acquéraient beaucoup en ce sens que, comme elles n'auraient jamais paru contre le gré de Charles-Albert, elles indiquaient ce gré (¹).

l'application de ses idées. S'y prit-il bien, s'y prit-il mal? Je ne sais. Ce que je sais, c'est que son intention fut bienveillante; que M. Pellico, libre au bout de neuf ans, eut tort de publier son livre: *Mie prigioni*, placidement hostile à qui l'avait gracié; que Charles-Albert eut tort, envers son allié et en thèse générale, de laisser publier ce livre, lui surtout, certes jadis bien plus coupable, il est vrai, que M. Pellico, mais qui, roi, faisait bel et bien, et je ne l'en blâme pas, punir sévèrement dans ses Etats les conspirateurs, et maintenait proscrits, de cela je le blâme, ses anciens complices. Ce que je sais, c'est que le public européen fut injuste et niais dans ses larmoiements immodérés sur des infortunes méritées, dans ses indignations sans cause contre un gouvernement qui dans cette occurence fut à peine sévère *.

(1) Parmi les nobles à *idées avancées* on peut, puisqu'ils ont été en évidence, citer: le marquis Maxime d'Azeglio, artiste, romancier, et publiciste de sixième ordre; le comte César Balbo, possédant la dernière de ces qualités; le marquis César Alfieri, qui, si je ne me trompe, avait débuté dans la carrière publique par aller quérir officiellement l'intervention autrichienne à Milan en 1821 (je ne l'en blâme certes pas); qui au commencement de 46, premier symptôme très-significa-

* Comme j'achève ceci, on m'assure que M. Pellico était étranger à la conspiration pour laquelle il fut condamné. S'il en est ainsi, une telle erreur judiciaire fut un grand malheur. Je dis: erreur judiciaire; car je ne suis point de ceux qui éprouvent le besoin de toujours imputer le pire à un gouvernement. D'ailleurs, si parfois un pouvoir machiavélique a pu trouver avantage à englober, pour s'en débarrasser, un innocent dans une accusation que ce pouvoir savait imméritée, certes ce ne pouvait être le cas pour M. Pellico sans aucune importance alors. Si donc M. Pellico était innocent, on ne saurait trop déplorer cette méprise de la justice impériale; (hélas! toute justice humaine est faillible;) mais je n'en blâme pas moins Charles-Albert d'avoir permis que le livre, où du reste, que je sache, cette méprise n'est point affirmée, ait été lancé contre son alliée l'Autriche. Je m'en étonne d'autant plus que ce prince à cette même époque laissait en proscription un personnage inculpé à tort (*si je suis bien informé*) dans la conspiration piémontaise du 21, et dont nul mieux que lui ne devait connaître l'innocence.

Quoi qu'il en soit, quoi qu'il couvât dans l'âme de ce prince ambitieux, sournois et versatile, dans celle de quelques nobles bien inintelligents des temps, et qui venaient, pour donner à leur maître une couronne de plus, de compromettre sa vieille et sainte couronne héréditaire ; quoi qu'il couvât en Lombardo-Vénétie, et dans le reste de l'Italie ; quelle que fût la déplorable action de la propagande étrangère de toutes les espèces et de tous les degrés ; quelle que fût l'action des réfugiés, qu'une hospitalité, ou perfide ou bien funeste

tif de la procbaine volte-face de Cbarles-Albert, entrait dans les affaires en remplaçant l'évêque de Novare à la tête de l'instruction publique ; qui, si je ne me trompe, premier ministre libéral après le bouleversement de 47-48, entre antres glorieuses réformes libérales, faisait on laissait dans tout le pays, sans nn jonr d'avertissement ou de délai, arracher de leurs nombreux colléges, et jeter brutalement sur le pavé, les jésnites indignement dépouillés de tout et lenrs jeunes élèves sans protecteurs. Il faut ajouter nn M. de Castagnetto, nn de ces hommes à sinistre influence occulte, agents subalternes et puissants qui se rencontrent parfois dans la pénombre et les coulisses des cours, chargé comme secrétaire particnlier dn roi, pendant les préludes révolutionnaires de la fin du règne, de rédiger la correspondance libérale et propagandiste du prince.

Ces nobles et quelques antres, beureusement en minorité, entre antres incommensurables manx amenés par lenr fatale influence, ont, au grand détriment du peuple et du roi, pour ainsi dire, suicidé leur ordre, dont, là où il existait encore, la mission n'était pas des moins bautes; car il garantissait tonte la biérarchie sociale, même la portion de cette hiérarchie qni le jalousait et le haïssait, et, en arcboutant le trône, il lui prêtait et recevait de lui une force, que ni l'un ni l'autre isolé ne conservait plus, et ne pouvait remplacer.

Rien nc prouve mieux la stérilité littéraire de l'Italie, ce dont au reste je ne la plains que peu, que de voir les pauvretés écrites par MM. de Balbo et d'Azeglio leur valoir une réputation de publicistes Tyrtées. Quels publicistes, bon Dieu, et quels littérateurs! Quant à leur qualité de Tyrtées, ils l'ont été en ce sens que dans la publication tolérée de leurs manifestes, eu égard à leurs positions spéciales, nn public incandescent, qui soupirait après une étincelle, a vu l'indice de la conversion révolntionnaire du fatal descendant du prince Thomas, en qui nne déplorable destinée avait placé cette royanté que le roi allait rendre snicide.

dans sa générosité, tenait en embuscade aux portes de l'Italie ; quelles que fussent même leurs sanglantes tentatives, la paix de l'Italie et la stabilité de ses gouvernements étaient indéfiniment assurées si une grande calamité, tombant sur Rome, n'eût de là frappé l'Italie, puis toute la catholicité. Après la mort de Grégoire XVI, une inexplicable aberration du Sacré Collége porta sur le trône pontifical le funeste Mastaï. Jamais n'apparut mieux sur la direction et la décision des choses humaines, en dehors des causes générales, l'action parfois immense d'une toute petite cause, l'abbé Mastaï, par exemple. Rien de moins fait pour gouverner que cet honnête ecclésiastique. D'une sensibilité morbide, d'une inintelligente bienveillance, imbu de je ne sais quel niais libéralisme paterne et béat, ignorant des hommes, des choses, de l'état des sociétés, candide, étourdi, faible, facile à influencer et pourtant entêté, sensible outre mesure à une vaine popularité, Pie IX, à peine proclamé, commença la brève et terrible série de fautes qui ont précipité l'Italie dans l'abîme. Dès les premiers mois de son pontificat, je compris, vous vous en souvenez, Monsieur, et il était facile de comprendre que l'Italie était perdue.

Vous vous souvenez de cette amnistie si absolue, à laquelle l'ensemble des circonstances imprimait un caractère de blâme sur tout le passé, de cette amnistie sans exception et sans aucune garantie exigée, sans aucun gage de résipiscence, qui a fourni aux révolutions subséquentes leurs principaux moteurs et leurs chefs. Au lieu de s'appliquer avec sagesse et vigueur à une réforme profonde de l'administration sans affaiblir d'une parcelle son pouvoir, le *libéral* du Vatican ouvre la porte aux concessions, à la soi-disant liberté politique ; et, Rienzi sous la tiare, (Rienzi aux trois quarts involontaire, il est vrai), il appelle la foule dans le Forum. Vous vous souvenez de cette presse partiellement affranchie, et dont, à cause même de ce reste impuissant de censure,

les aberrations et les excès impliquaient la responsabilité du souverain. Rome, la ville de l'autorité indiscutable, devient le centre de discussions effrénées et d'incitations, qui, de leur point de départ du pied de la chaire acquièrent une sorte d'autorité *ex cathedra*, au moins de droit de tolérance. Tout fermente, tout s'agite; fermentation et agitation se propagent dans toute la péninsule ; on s'arrache les tristes gazettes de Rome. Toute chose existante, tout pouvoir est discuté, attaqué, insulté ; tout tremble et chancelle sur sa base menacée, sapée. L'Autriche devient le point de mire d'une incessante provocation; et avec une niaiserie perfide on se fait des griefs contre elle de ce qu'elle s'inquiète et se met en mesure. Le mouvement ébranle d'abord l'heureuse Toscane; le paternel mais faible grand-duc cède avec un inqualifiable abandon. Il cède tout, même son honneur, car il oublie qu'il est de la maison d'Autriche, et que ses semblants d'hostilité contre elle l'avilissent sans le sauvegarder. A Rome les manifestations populaires se multiplient coup sur coup. Pie IX, sans cesse appelé à son balcon, comme un acteur qui a la vogue du jour, sourit bénignement à toutes ces redoutables niaiseries, bénit et rebénit cette multitude, dont le frein est rompu, et que rien en Italie n'arrêtera plus dans son œuvre de bouleversement. Il sympathise avec le cri contre l'étranger (*i barbari*), contre le gouvernement impérial et son influence; comme si, à part même les circonstances que j'ai indiquées plus haut, un Pape avait le droit de demeurer Italien, et que le guelfisme ne fût pas un contresens et une forfaiture à son auguste devoir; comme si le chef de la catholicité n'appartenait pas également à la catholicité toute entière, comme si cette Rome, où tout catholique se sent et se sait dans sa patrie, où peut régner tout élu du conclave, quel que soit le ciel qui l'ait vu naître, n'était pas, elle et son territoire, non le centre de l'Italie, mais le centre du catholicisme, et comme si un tel lot n'était pas pour cette

cité des ruines et pour sa tribu privilégiée, grand et glorieux par-dessus tout autre. Il oublie que le saint Pie VII s'était laissé arracher de Rome plutôt que de subir et de pratiquer l'hostilité, que son impérieux compatriote avait voulu imposer au Pontife contre les ennemis de l'empereur. Il encourage autour de lui les gouvernements à entrer dans sa fatale voie, loue les plus hâtifs, gourmande les retardataires et les rétifs. Et le monde entier applaudit à cette œuvre de démence. Pas une protestation, pas une restriction ne s'élève; pas un journal, pas un livre, que je sache, sur le continent, ne fait défaut à ce niais concert. De toutes parts pleuvent les félicitations, retentissent les acclamations. La chambre des pairs de France, assemblée d'hommes mûrs et de vieillards blanchis dans la pratique de la vie et des affaires, et que ne caractérise point une surabondance d'enthousiasme, vote *unanimement* son admiration à la funeste dupe.

Tout concourt à cet incroyable unisson : le radicalisme, dont Pie IX prépare l'avenir ; le libéralisme, qui semble ne devoir jamais se douter que fatalement il n'est et ne pourra jamais être que le fourrier du radicalisme ; le légitimisme de France, qui, vaincu par le libéralisme, s'imagine dans sa tactique profonde, que le meilleur moyen de reconquérir son terrain est de surenchérir à l'encontre du libéralisme, son ancien ennemi, sur le propre terrain de cet ennemi ; le catholicisme et le clergé, déjà malheureusement acheminés dans cette direction, mais que l'exemple et l'impulsion de leur chef, précipitent sur cette voie avec un élan incalculablement accéléré ; enfin la foule à la suite, le *mob* de tous les étages, de tous les degrés de moralité et d'inintelligence, *servum pecus*.

J'appelle libéralisme cette chose fort incohérente, et inconséquente, cet esprit qui, antipathique à toute norme, regarde avec un dédain superbe et persiffleur autant qu'insensé et niais, la tradition et toute autorité, soit de la foi,

soit des faits dans le passé, soit des pouvoirs constitués. Il proclame la souveraineté et une sorte d'infaillibilité de la raison humaine ; par conséquent il a toute confiance au libre examen en toutes choses, à la toute-puissance de de cette investigation illimitée et *effrénée* pour découvrir et faire triompher le vrai, le bon, le salutaire, l'opportun. Par conséquent il veut la liberté, toutes les libertés, la liberté politique tout d'abord, le *selfgovernment;* car il est logique que l'homme, c'est-à-dire tous, que la foule, étant appelée à reconnaître et à décider ce qui est, le soit aussi à décider ce qui doit être, à faire la loi, à la changer ; et, puisque hors d'elle, foule, il n'y a pas de pouvoir, à *faire* le pouvoir chargé d'exécuter la loi, et à le *refaire*, à le gourmander, à le changer. A cette instabilité illimitée on tente d'opposer une digue, une borne : la loi. C'est effectivement la seule imaginable ; mais elle n'est puissante qu'avec et par l'esprit de tradition, d'autorité. Avec l'esprit du libéralisme comment la loi du présent lierait-elle solidement l'avenir, puisque, aux applaudissements du libéralisme, la loi du passé n'a pas lié le présent ? Evidemment l'avenir ne se croira pas plus tenu envers le présent, qui sera son passé. Comment la loi lierait-elle efficacement de façon permanente la foule qui l'a faite ? l'œuvre, l'auteur (*the maker*) ! Certaines dispositions, nationales ou locales, exceptionnelles, et que tout, à l'entour, tend à rendre transitoires, peuvent seules associer pour un temps l'esprit de libéralisme et le culte de la loi. Le libéralisme est partisan fervent de la doctrine du progrès illimité : lumières et progrès, c'est son mot d'ordre ; il croit progressives non seulement les choses matérielles, mais, prodigieuse démence, les vérités morales essentielles. Il a donc par-devers lui tous ces mots magiques qui affolent, passionnent, fanatisent les foules : liberté, lumières, progrès, souveraineté de la raison, dignité humaine ; il répond d'une façon électrique à tous les instincts les plus

chers comme les plus redoutables de notre nature : l'orgueil, la haine de l'autorité, l'amour effréné de l'indépendance. Le libéralisme est cela ; mais, répandu et contagieux comme l'est son esprit, il ne va pas pour tous également loin, n'ouvre pas à tous les mêmes perspectives. Arbitrairement, selon les âmes, les caractères, le degré d'audace et d'intelligence, il va plus ou moins loin, est plus ou moins conséquent, se rapproche plus ou moins du radicalisme, qui, à vrai dire, n'en est que l'excès, ou plutôt la logique.

Or, toutes les données du libéralisme, par conséquent ses déductions aussi, sont fausses, radicalement fausses, et merveilleusement funestes. Il n'est pas vrai que la tradition soit chose vaine, que rien puisse remplacer pleinement la force et la sanction qui sont en elle ; que les tables rases soient désirables, soit dans les faits, soit dans les idées ; qu'il soit bon de travailler à nouveau, sans autre base que le présent, sans autre guide que l'utopie ou les conceptions abstraites. Il n'est pas vrai que l'esprit humain, individuel ou pris en bloc dans les masses, ait une perception infaillible du vrai, du juste, de l'utile, de l'opportun ; que par conséquent la sagesse appartienne aux masses, aux majorités, et que l'on puisse et doive avoir foi en elles. Il n'est pas vrai qu'elles soient aptes à se gouverner et à gouverner ; que par conséquent la liberté politique puisse être donnée sans inconvénient, sans danger, sans danger mortel ; que le *selfgovernment*, le gouvernement représentatif, républicain ou tempéré, de monarchie, soit praticable ; ni que la liberté de la presse, qui suppose le triomphe nécessaire en définitive du vrai et du bon sur le faux et le mauvais dans toute discussion humaine, puisse être réalisée impunément pour la société ; ni que l'opinion publique puisse être prise pour boussole et pour guide. Il n'est pas vrai que ce qu'on appelle les lumières, c'est-à-dire l'ensemble des investigations humaines, soit salubre ; que le progrès soit la loi garantie

de l'esprit humain et des sociétés, et qu'il faille, avec un optimisme, synonyme de fatalisme, s'en fier à cette force des choses.

Le libéralisme, dans sa placide et niaise foi à toutes ces choses, dont aucune ne lui est garantie que par ses rêves et ses assertions, mais qui au contraire lui sont toutes déniées par l'expérience et la nature des choses, le libéralisme pense, parle, agit donc toujours dans le faux ; par conséquent aboutit au faux. Il semble se résumer à peu près complètement, avec plus ou moins de sincérité, d'absolu et de logique, dans l'idée: *liberté*. La liberté, appliquée, est toute au profit du radicalisme ; car le peuple, qui fut, est, et sera toujours juge inintelligent, et, non seulement inapte à gouverner, mais essentiellement hostile, quand il est déchaîné, à tout gouvernement, essentiellement anarchique, le peuple est toujours *mob* dans la vie publique ; et tout *mob* appartient au radicalisme. Le radicalisme est surtout l'exagération, ou, ainsi que je viens de le dire, l'extrême logique du libéralisme ; voulant l'examen et la liberté illimités, tandis que le libéralisme prétend plus ou moins, Dieu sait comment, et avec quel succès, les limiter par eux-mêmes, et établir avec un naïf arbitraire quelques points fixes d'appui dans le champ indéfini par lui ouvert aux divagations, aux fluctuations humaines. Il pose et veut des prémisses, dont il ne veut pas, dont il ignore ou n'apprécie pas les conséquences. Le libéralisme est une doctrine restreinte et contenue, dans la majorité des esprits des classes élevées ou moyennes, par certaines habitudes régulières, par les mœurs adoucies, et par de puissants intérêts, qu'effraie le désordre matériel, bien que le désordre moral n'alarme point leur aveuglement.

Le radicalisme est cette même doctrine, si on peut appeler cela doctrine, mais extrême, excessive, effrénée, d'une logique sans restriction. C'est cette doctrine entre les mains

ou tendant à passer entre les mains d'une classe plus profondément inintelligente, dont les intérêts *semblent* devoir profiter des extrêmes déductions des sophismes libéraux ; d'une classe dans les bas fonds de laquelle se cachent et fermentent des passions, des appétits violents et brutaux, mêlés à toutes les envies, à toutes les convoitises toujours prêtes à s'exalter jusqu'à la fureur. Dans les rangs du radicalisme doivent se ranger aussi, redoutables parce qu'ils en sont les chefs naturels, les esprits libéraux cultivés d'une nature inflexible et logique; souvent nobles et dévoués jusqu'aux sacrifices les plus extrêmes; ceux aussi à qui une éducation, malheureusement rendue trop facile, a ouvert un horizon d'idées éclairé de lumières pour la plupart trompeuses, en qui elle a démesurément développé l'orgueil et l'ambition, sans pourtant pouvoir leur donner, chose impossible, le moyen de les satisfaire, que leur position sociale ne contient et ne rattache à l'ordre par aucun intérêt suffisant à leurs yeux. Ce sont ces prolétaires instruits, souvent prolétaires éloquents, ou du moins diserts, la classe d'hommes la plus redoutable aux sociétés.

Une seule situation peut faire que le libéralisme conserve *quelque temps* dans un pays l'ascendant sans aboutir immédiatement au radicalisme. C'est que, malgré son ascendance, il se trouve dans le pays, ou, surtout si c'est un petit Etat, hors du pays, une force de nature à balancer, en position de balancer, de modérer, de contenir l'essor du libéralisme et sa tendance essentielle à dégénérer en radicalisme ; une force constituant une sorte d'article 14 comminatoire. C'est aussi qu'un passé de pouvoir incontesté, de bonne tradition, d'habitudes, de mœurs bien ordonnées ait légué au présent une éducation, lui ait imprimé une allure, qui quelque temps pourront contrebalancer, arrêter, ralentir l'impulsion libérale.

Quand le libéralisme, après avoir lutté un temps plus ou

moins long pour conquérir la société, ou après l'avoir dominée quelques jours, aboutit au radicalisme, ses rangs se rompent; ses hommes se séparent en trois classes. Les uns, effrayés, désillusionnés plus ou moins complètement par la triste expérience, se rejettent plus ou moins complètement vers l'autorité et la tradition. D'autres, moutonniers jusqu'au bout, et suivant le succès, ou effrayés aussi, mais d'une peur aveugle et bête, se rangent dans le radicalisme. D'autres enfin persistent, quand même, dans leurs incurables illusions; ils accusent tout et tous, hors eux-mêmes, de la catastrophe; ils accusent les hommes d'autorité et de tradition pour leur résistance à l'impulsion libérale, prétendant que cette résistance a poussé aux excès; ils accusent les radicaux pour leur perversion, leur abus du libéralisme et de la liberté, comme si du libéralisme, de la liberté on pouvait ne pas abuser, et que l'usage n'en amenât pas fatalement l'abus. Ils s'étonnent et s'indignent avec une naïveté merveilleuse de voir à l'improviste éclore sous l'aile libérale cette couvée de crocodiles, ignorant que le libéralisme ne peut jamais couver autre chose. Ils ressentent, avec raison certes, contre le radicalisme une haine vigoureuse, que celui-ci leur rend bien, haine d'une vivacité, d'une acrimonie particulières aux haines de familles. Car, si nécessairement le radicalisme, l'anarchie tuent ce qu'on appelle la liberté politique, c'est là un parricide, mais un parricide inévitable; et ces deux enfants, non légitimes, mais naturels, le libéralisme, la liberté politique ne peuvent pas ne pas les enfanter, non plus que ne pas périr par eux. Comme le magicien du conte fantastique, les libéraux incorrigibles reculent à la vue du hideux Frankenstein créé par eux. Ils reprochent au radicalisme ses fureurs, ses violations de toute liberté vraie et de toute justice, ne se doutant pas encore que l'ennemi le plus absolu de ces deux choses, et en même temps la chose la plus nécessairement suicide, c'est la soi-disant liberté poli-

tique, laquelle implique la rupture de tout pouvoir, de tout frein traditionnels, le pouvoir attribué au peuple, qui va toujours, dans son ignorance et sa passion, à l'injustice, à la violence, à l'anarchie, à la tyrannie; car démocratie va à démagogie, liberté à licence, et libéraux mènent à démagogues.

De même qu'on va de plain-pied du libéralisme au radicalisme, ainsi va-t-on de celui-ci à celui-là. On voit sans cesse des esprits entraînés dans l'ardeur de la jeunesse par l'enivrement de la logique et l'inexpérience jusqu'au radicalisme, reculer, avec un commencement de sagesse acquis par l'expérience, jusqu'à un libéralisme modéré, qui se dit et se croit pratique, et qui peut l'être quelques jours. C'est qu'en effet, une fois hors du terrain traditionnel et du pouvoir incontesté, depuis le libéralisme le plus anodin jusqu'au radicalisme le plus effréné, il y a sans doute d'innombrables gradations, mais nulle solution de continuité, nulle transition même, bien distincte, qui démarque l'un de l'autre. Sur les divers échelons de cette échelle d'erreur chacun à son *ultrà*, chacun son jacobin. Mais l'échelle est une; et au fond des variétés libérales et radicales gît une essentielle unité.

En Italie, l'esprit révolutionnaire n'avait point encore atteint l'immense majorité des classes populaires, sauf dans la Lombardie, où la haine du gouvernement sous le nom d'étranger s'étendait à une partie du peuple. Mais ce peuple italien, préservé jusqu'à un certain point de la contagion par le cordon sanitaire tracé autour de la péninsule, n'avait pas besoin d'un long apprentissage pour faire son éducation révolutionnaire, éducation pour laquelle tout peuple a de si merveilleuses dispositions. Par des circonstances qu'il serait trop long d'analyser, à part un état-major peu nombreux de libéralisme, influent, il est vrai, par ses positions sociales et presque tout recruté dans l'aristocratie, la partie de la population hostile à la tradition et au pouvoir allait jusqu'au radicalisme.

Vainqueur en France depuis 1830, après quinze ans de lutte, consciencieuse chez quelques-uns, injuste et déloyale chez la plupart, aveugle chez tous, le libéralisme accaparé par les classes moyennes, modéré par l'incomplète prudence de leurs intérêts, contenu et enrayé par une royauté très-adroite, avait fondé dans ce pays un ordre de choses très-prospère, évidemment sans avenir aux yeux d'un esprit éclairé, mais dont le brillant présent éblouissait le regard superficiel et fasciné. Pour atteindre ce résultat transitoire il avait fallu que le gouvernement fût entre les mains des libéraux les moins libéraux, les moins éloignés des idées de tradition et de pouvoir, pour qui la révolution n'avait été qu'une quasi-révolution. Mais ces hommes, intelligences distinguées d'ailleurs, avaient assez de l'aveuglement et de l'erreur radicale de leur siècle, que plusieurs avaient grandement contribué à fourvoyer, pour croire d'une foi profonde aux trois ou quatre données fondamentales du libéralisme, et non seulement espérer les fonder solidement dans leur patrie, mais encore, tant dans son intérêt que dans celui de ses voisins, souhaiter les propager tout à l'entour avec l'influence de la France. Ils obligeaient ainsi les esprits non révolutionnaires les plus sympathiques aux vrais intérêts de la France à souhaiter le non-succès et la neutralisation de son influence, en tant qu'elle se confondait avec l'idée révolutionnaire. Eux s'imaginaient doter leurs voisins d'immenses bienfaits, et prévenir chez ces peuples ainsi *régénérés* des révolutions violentes et radicales. Le contraire était la vérité.

Telle était l'influeuce désastreuse que depuis 1830 et 31, et avec recrudescence vers 44 et 45, la France officielle, indépendamment de la propagande de son exemple et de sa presse, exerçait en Italie. Par sa diplomatie, elle harcelait, obsédait les gouvernements, les poussait vers ce qu'elle appelait les voies du progrès, les tendances libérales, vers les concessions à l'esprit du siècle, vers l'émancipation des

peuples, vers l'affranchissement de la presse et le système représentatif; tous les grands dadas du libéralisme, qu'il chevauche avec tant de caracoles et de *brio*, en galopant superbement, à son insu, sur la grande route du radicalisme, des révolutions et de l'anarchie. C'étaient les hommes les plus notables dans le libéralisme et le gouvernement français, les moins révolutionnaires, les plus conservateurs, depuis M. Casimir Périer jusqu'à M. le duc de Broglie et M. Guizot, qui, avec une imperturbable confiance et dans toute l'innocence de leur conscience, poussaient ainsi l'Italie au libéralisme, et par-là, sans s'en douter, à la démagogie, à la révolution, aux abîmes. Cette action, active surtout à Turin, reçut un redoublement d'énergie dans toute la péninsule après les premiers actes inconsidérés de Pie IX et l'attitude prise par lui. Encouragements, incitations, conseils furent au nom de la France prodigués au Pontife par cet homme d'esprit, à qui sa mort, crime à jamais détestable, a donné un faux air de martyr; qui, subtil, adroit, délié, cosmopolite, changeait avec une désinvolture parfaite de patrie, mais qui, c'est justice de le dire, dans cette mutabilité de nationalité, conservait invariable la nuance de libéralisme doctrinaire, honnête et modéré, qu'il espéra plus tard avec une imperturbable et courageuse confiance implanter là où cette chose, impraticable partout, était et est plus impraticable encore qu'ailleurs.

En même temps s'agitait en Italie la propagande de la diplomatie anglaise. L'Angleterre, si conservatrice, si bienfaisante à l'Europe sous les Tories, l'Angleterre depuis longues années, quand elle a le malheur d'être gouvernée par les Whigs, exerce dans le monde, sans trop savoir pourquoi, et certes contre ses véritables intérêts, une action révolutionnaire bien funeste et bien criminelle, qui, par cette sorte de justice, non pas providentielle dans le sens que j'ai combattu dans ma troisième lettre, mais naturelle qui ressort des

lois générales des sociétés, probablement un jour, bientôt peut-être, se retournera contre elle. Profondément traditionnelle, hiérarchique, aristocratique, conservatrice chez elle, au dehors, quand elle s'imagine, bien étourdiment, que cela est de son intérêt, elle s'allie avec les partis les plus révolutionnaires, les plus anarchiques, les plus subversifs. Elle caresse, fomente chez telle ou telle nation les passions, les utopies, les tendances les plus funestes. Et Dieu sait quels misérables et minimes intérêts le *Whiggism* prétend servir ainsi, et d'ordinaire ne réussit même pas à servir; le *Whiggism*, parti, esprit tracassier, inintelligent, égoïste et malfaisant, toujours prêt à mettre le feu à la maison de tout voisin pour allumer un bout de cigare ou faire cuire un œuf. La plus triste personnification de ce triste parti c'est Henry-John Temple lord Palmerston, qui, après avoir longues années servi les Tories alors au pouvoir, s'est rallié aux Whigs quand aux Whigs le pouvoir est venu ou descendu. Turbulent, versatile, intrigant, frivole, fantasque et aventureux, fat et rodomont, haineux et rancunier, peu embarrassé de conscience, et prêt à tout sacrifier à ses caprices ou à ses colères, soit contre un homme, soit contre un pays, assez indifférent sur le choix des armes ou des idées qui lui en servent, lord Palmerston a été depuis 1830 un grand scandale politique, un brandon de discorde, un boute-feu depuis l'Indus jusqu'aux Amériques, et surtout en Europe. Brouillon malfaisant, il a tour à tour intrigué, soufflé le feu et semé des germes empoisonnés sur toutes les terres; et, abusant avec une audace, une légèreté, et surtout une impunité qu'on ne peut comprendre, du grand nom de l'Angleterre, qui a subi cette complicité avec une inexplicable indifférence, il a fait sur presque tous les points un mal énorme, dans plus d'un cas irréparable; et il en a fait plus qu'on ne se l'imagine à sa patrie, qui se croit peut-être, à tout prendre, bien servie par lui. Nouvel et triste exemple

de la grande influence que, même en dehors des hasards de dynastie, il peut être donné à une individualité médiocre d'exercer. Cet homme, depuis 46 surtout, par ses émissaires officiels ou non, lord Minto, ce triste commis-voyageur de révolution, sir W. Temple, digne frère de son frère, *e tutti quanti*, a exercé, de complicité avec les éléments les plus subversifs d'Italie, une propagande radicale sur tous les points de ce malheureux pays. Sans doute, il a prétendu faire pièce à la France, et par esprit de concurrence surenchérir sur elle en fomentant et patronant le radicalisme, qui pouvait avoir une redoutable puissance, à l'encontre du libéralisme sans avenir et sans personnel en Italie.

L'attitude de Pie IX eut un effet immense et déplorable sur le clergé et les catholiques de l'univers. Dans les livres saints il est des textes qui se prêtent à diverses interprétations; on peut en trouver pour appuyer les doctrines les plus contraires; il en est dont, isolés, détournés de leur sens, on peut étayer les plus déplorables systèmes; on peut en venir à travestir le Christ en démagogue, en révolutionnaire, en niveleur. Cette obscurité sur la norme donnée par l'Ecriture quand on ne consulte qu'elle, cette obscurité, qui rend le protestantisme si insuffisant et le condamne comme tel, n'existe pas pour le catholicisme, pour lequel la tradition et l'autorité interprétante toujours vivante, fixe, éclaire, et complète l'enseignement scriptural. Le catholique ne tient cette autorité pour infaillible que sur la foi; mais il lui accorde un immense crédit, même sur les matières de conduite générale et de direction morale et sociale. Ainsi l'interprétation soudaine donnée au devoir du chrétien dans ses rapports avec les pouvoirs politiques, l'impulsion d'émancipation, de liberté, de *selfgovernment*, la mise en saillie sous un faux jour de ce qu'on peut trouver, en le dévoyant et le dénaturant, de démocratique, d'égalitaire dans les livres saints, dans l'enseignement chrétien et les origines de l'église, tout

cela venant ou semblant venir de la papauté, ou d'autour d'elle, et non désavoué explicitement par elle, le cri libéral jeté par elle, et qui semblait impliquer et résumer tant de choses, tout cet ensemble eut une immense influence sur les foules catholiques, sur leurs chefs composant le clergé, tous déjà circonvenus, enveloppés, bon nombre plus ou moins envahis et pénétrés par l'esprit du siècle, esprit de libéralisme et d'erreur. J'insisterai ailleurs sur ce grand vertige qui saisit la multitude des fidèles, sur ces cris d'enthousiasme pour le pape réformateur, pour le *sublime* Pie IX (ce fut l'épithète vulgaire et inévitable), pour la liberté suivant Rome, distinguée avec soin par ces pieux aveugles de la liberté révolutionnaire. (On sait maintenant tout ce qu'en vaut la différence.) L'effet fut désastreux; mais pour le moment je me restreins à l'Italie, où la folie du successeur fourvoyé de Pierre précipita des foules fourvoyées par lui dans les rangs révolutionnaires.

Au milieu de ce formidable désordre, de cet immense vertige, une phalange d'élite s'était conservée presque en entier saine et dans son bon sens. Je veux parler de ce magnifique et admirable ordre des Jésuites, les plus infatigables et les plus habiles ouvriers de la vigne du Seigneur, ces catholiques par excellence. Il y a quelque chose d'inexplicable, et où volontiers on verrait du merveilleux, dans la destinée de ce grand ordre, le seul, je crois, qui depuis sa naissance se soit toujours conservé dans toute sa pureté de vie et dans son ardeur première. Beaucoup de ses membres à une certaine époque ont pu pécher en se mêlant trop aux intrigues du monde et par une sorte d'ambition de corps. Toutefois, si cette ambition put parfois être mal dirigée, elle dut presque constamment être bien intentionnée et désintéressée; car que pouvait ambitionner pour lui-même un jésuite dans sa vie d'abnégation, d'obéissance absolue et de pauvreté? Mais, tombé par la lâche quasi-simonie de Gan-

ganelli, sous les coups insensés de Choiseul, de la Pompadour, de Pombal, d'Aranda et de leurs complices, depuis la résurrection de cet ordre illustre au fond de la Russie qu'a-t-il pu avoir en perspective sinon labeur, insulte et persécution ? On l'appelle, il vient ; on le proscrit, il disparaît sans murmure ; on le rappelle, il revient sans s'inquiéter de l'insulte d'hier et de la proscription de demain. Presque tous les membres sont obscurs, l'ordre est illustre. Il prêche, catéchise, dirige les consciences, élève la jeunesse ; et pour cette dernière fonction il a une aptitude si spéciale que dans les pays non catholiques beaucoup de familles étrangères à sa foi lui confient leurs enfants, si puissante, si efficace que, si jamais un peu d'ordre matériel se rétablit dans la pauvre Europe, à cette infatigable congrégation seule il pourrait, je crois, être donné de lui garantir une chance d'avenir, en rétablissant par l'éducation l'ordre moral pour la génération suivante. Cet institut, qui, ainsi que le christianisme, prend son nom du Dieu sauveur, a eu le glorieux privilége de fournir à l'esprit subversif un transparent pseudonyme du christianisme, à travers lequel cet esprit, hypocrite quand il ne peut être violent, attaque depuis tantôt un siècle l'église qui abrite le monde. Partout cet esprit funeste, avec l'applaudissement et l'appui d'une foule aveugle et niaise, a dirigé contre l'ordre de Lainez ses incessantes batteries. Partout la chute de cet ordre a été un précurseur, plus ou moins lointain, de désordres sociaux et de révolutions ; partout son rétablissement a été un symptôme et une sorte de garantie d'un retour à des idées plus saines et à des jours meilleurs. Cet ordre est pour les papes et les pouvoirs sociaux qu'il défend si bien, et qui, après l'avoir défendu, l'abandonnent, ce que Strafford fut pour Charles Stuart.

Cette particularité n'a pas manqué en Italie. Un des premiers résultats du mouvement déchaîné par Mastai a été en Italie l'expulsion des jésuites de tous les Etats où ils ensei-

gnaient ; expulsion d'une brutalité sans nom et sans excuse. Mastai n'a eu pour eux aucune protection sérieuse, pas même une protestation ouverte et haute. Du reste il n'en a pas trouvé davantage pour couvrir leurs glorieux complices du Sonderbund. Ce fut une noble confraternité que ce Sonderbund, où la vraie et sainte liberté se faisait le champion de la vieille foi, de la vieille tradition des héroïques compatriotes de Nicolas de Flue ; ce Sonderbund dont la chute fut une souveraine honte pour le radicalisme, qui écrasa le bon droit sous la violence du nombre, et pour le libéralisme, dont la grande majorité applaudit. Ce fut une manifestation de ce qu'il y a au fond du culte de la liberté chez tous ces étroits fanatiques, qui ne l'aiment qu'à leur profit, ou au profit de leurs idées, de leurs passions.

Je n'aurai pas, Monsieur, la prétention de retracer ici en détail, devant vous qui les connaissez mieux que moi, les rapides développements des révolutions d'Italie. Partout les mêmes scènes. Des manifestations bruyantes de plus en plus fréquentes, de plus en plus tumultueuses et sinistres ; des concessions arrachées à de faibles pouvoirs, dont aucun n'ose le mot magique dans la bouche du pouvoir : *non ;* le contrecoup de chaque progrès révolutionnaire obtenu dans un Etat se faisant sentir dans tous les autres, et y amenant un progrès pareil. Les presses, à l'envi s'excitant l'une l'autre dans leur émulation frénétique, déclament, déblatèrent, hurlent, mentent, trompent, corrompent, calomnient, et bavent. Les gardes nationales paradent, bavardent, s'exaltent, délibèrent et ne répriment rien. Les diplomaties et les presses de France et d'Angleterre, Pie IX se prélassant dans sa popularité libérale, incitent les princes aux actes libéraux et aux concessions. Les princes, d'abord cajolés, applaudis, populaires, entourés d'ovations mielleuses, sentimentales et bruyantes, bientôt sont tancés, moriginés, violentés par les déploiements, les symptômes, ou les menaces d'émeutes ;

on leur arrache concessions sur concessions. Enfin à Naples, dans un accès de vertige royal, une Constitution représentative est donnée; tous les autres Etats sont forcés de se mettre au niveau de ce déplorable progrès. Alors dans la capitale des révolutions éclate l'insurrection du 24 février; par l'inconcevable défaillance du pouvoir elle devient une révolution anarchique; le mouvement révolutionnaire en Italie en est précipité; mais sans elle il eût suivi le même cours; car il portait en lui sa fatalité, la logique de ses développements et de ses catastrophes.

L'Autriche, menacée dans sa partie italienne par le mouvement parti du Vatican, avait dû dès l'abord et sans relâche se mettre en mesure à sa frontière, par des mouvements de troupes, et à l'intérieur par un redoublement plus sévère et plus soupçonneux de surveillance et de répression. Des collisions éclatèrent dans quelques-unes de ses villes entre ses troupes et des groupes de jeunes gens fanatisés; la répression fut ferme, dure peut-être; on la lui imputa à crime. Cela rappelle cette judicieuse appréciation, dans je ne sais quel Buffon de pacotille, du caractère de je ne sais quel animal : Cet animal est fort méchant; quand on l'attaque il se défend. Je ne dis pas que, soit alors, soit surtout plus tard dans le cours de la guerre, des excès n'aient pu être commis dans l'ardeur, dans le désordre de la mêlée. Dans ces moments, et c'est là un des odieux stigmates de la guerre, la discipline faiblit; la férocité latente de certains êtres s'exalte et s'assouvit sans contrainte. Toutes les nations, d'autant plus qu'elles ont plus fait la guerre, ont sur leur écusson de ces hideuses taches de sang de vieillards, de femmes, d'enfants et de vaincus rendant les armes et criant merci. Mais de ces excès déplorables, de ceux de la répression, comme de ceux de la révolte, la responsabilité morale première pèse sur les têtes des premiers instigateurs des bouleversements populaires, de ceux qui les premiers

déchaînent le sinistre démon du carnage, et font respirer sur la terre la redoutable odeur du sang.

C'est ce moment où le volcan de France en pleine éruption recommence à vomir ses inépuisables laves, où l'Europe entière est en feu et vacille sur ses vieux fondements, où la vieille alliée du Piémont se débat contre l'insurrection lombarde, contre la révolution au centre et dans plusieurs provinces de l'Empire, c'est ce moment que Charles-Albert choisit pour se ruer sur elle. Je le répète, Monsieur, j'ignore complètement, et je ne puis deviner ce qui s'est passé dans cette ame plus ou moins royale. Dévouement platonique à la chimère de l'unité italienne, rien n'indique chez ce prince un pareil donquichotisme. Dévouement au libéralisme, son passé de quinze ans de règne en repousse l'idée. Probablement ce qui le poussa à sa ruine ce fut l'ambition, la plus sotte des ambitions; car le jeu du perfide joueur ne lui présentait que de mauvaises chances. On ne peut penser qu'il se soit jeté dans le mouvement révolutionnaire pour éviter, après l'explosion de France, d'être emporté par ce mouvement; car il avait commencé, lui, son mouvement de demi-tour à gauche (*dietro front*) de longs mois avant cette explosion. N'eût-il pris ce parti qu'après février 48, c'eût été encore démence; toujours la politique de Gribouille. Ce n'est pas en lui cédant, ce n'est qu'en lui résistant de pied ferme et à toute outrance qu'on a chance de tenir tête à une pareille tempête sans être renversé, ou du moins irrémédiablement ébranlé. Et je ne fais nul doute que, si, immobile et intrépide, il se fût tenu dans une royale attitude, appuyé sur sa fidèle armée, sur son pays au fond si monarchique alors et si sain, il ne fût resté inébranlé jusqu'à ce jour. Dieu seul connaît l'avenir.

Charles-Albert voulut, sans doute, en la rajeunissant et en l'exploitant à son profit, jouer la vieille martingale de sa maison, saisir l'occasion pour étendre sa monarchie, et,

laissant de côté la maxime d'un de ses prédécesseurs qui recommandait aux princes subalpins de manger l'Italie, comme un artichaut, feuille à feuille, il voulut en avaler d'un coup la moitié. Mais dans ce parti, en de telles circonstances, il y avait autant d'inintelligence que de perfidie. L'appétit de chaque Etat doit être proportionné à sa taille et aux circonstances qui l'enchâssent. Il ne peut avantageusement rattacher à son noyau national que des acquisitions proportionnées à ce noyau. La monarchie de Piémont a pu, sans altérer sa nationalité et sa cohésion, s'étendre au point où elle est, bien que déjà Gênes soit d'une assimilation difficile. Elle pouvait encore à un jour opportun s'agrandir des deux duchés. Mais elle ne devait, du moins de bien longtemps, songer à aucune autre acquisition. A ce point son développement complet actuel eût été atteint. Au-delà il ne se trouvait plus que des fractions trop considérables, dans des conditions trop peu identiques à la sienne pour qu'elle pût se les assimiler, les faire dépendre de son noyau politique, le Piémont. L'acquisition, même régulière et pacifique, de la Lombardo-Vénétie, ou seulement de la Lombardie, serait un malheur pour cette monarchie, dont elle détruirait la force traditionnelle, l'homogénéité, l'union intérieure. Un antagonisme infaillible s'établirait entre l'ancien Etat et sa moitié nouvellement acquise ; entre Turin et Milan, ces deux capitales rivales, dont on ne pourrait concilier les inconciliables prétentions. Le morceau serait trop gros pour l'aigle de Savoie ; il l'étranglerait.

Mais, s'il en était ainsi pour le fond de la question, et dans le cas d'une acquisition régulière, que dire de la démence qui a pu vouloir payer la chance incertaine du doublement de la monarchie au prix de tout ce qui la faisait forte, solide et prospère, c'est-à-dire le pouvoir fort, la tradition ininterrompue, le respect de toutes les idées conservatrices ; toutes choses que l'acceptation du baptême libéral compro-

met radicalement, et que les concessions, qui suivent nécessairement, renversent, hélas ! peut-être sans retour; je pourrais ajouter (et cela, même au point de vue des intérêts, a certes sa grande valeur), au prix de l'honneur et de la foi des traités. Que dire de ce roi qui, quittant son vieux terrain solide et monarchique pour le sol vacillant des chimères et du libéralisme, entreprend de fanatiser lui-même son peuple, de l'arracher à sa vieille et régulière obéissance, d'abuser même de son antique allégeance pour lui inoculer le venin révolutionnaire et le rendre ingouvernable; qui mésuse ainsi contre la royauté du respect qu'inspire la royauté pour le roi qui la suicide ? Que dire de ce roi, qui, sacrifiant la réalité pour l'ombre, de roi vraiment roi d'un royaume vraiment royaume, vraiment patrie, se fait roi constitutionnel, c'est-à-dire un fantôme vacillant de roi, dans l'espoir plus que douteux de réunir sous son sceptre, devenu un vain et fragile roseau, quelques lambeaux de territoires hétérogènes à sa monarchie, devenue une anarchie ? Ainsi fit Charles-Albert. Pour attirer à lui les meneurs libéraux d'Italie, il libéralisa, c'est-à-dire anarchisa son Etat; fanatisa avec un certain succès ses populations et jusqu'à un certain point une portion de son armée. Pour remplacer l'alliance autrichienne trahie, alliance si naturelle pourtant, il se tourna brusquement vers l'alliance française presque toujours depuis soixante ans plus ou moins révolutionnaire au fond. Puis son petit pays jusque-là si uni, si bien réglé, si heureux, il le lança dans les aventures de révolution et de guerre, au fond comme champion de sa folle ambition personnelle, en apparence comme champion de la liberté et de l'affranchissement de l'Italie, *la spada d'Italia*. Même en acceptant naïvement cette donnée, cette rédaction officielle, de quel droit Charles-Albert dévouait-il son peuple à une cause étrangère à ce peuple ? L'individu peut à ses risques et périls faire du dévouement, voire du donquicho-

tisme. Mais ce qui peut être générosité quand on se dévoue soi-même, est crime quand on dévoue autrui. Le Piémont dans cette entreprise perfide et insensée avait tout à perdre et rien à gagner. Quoi qu'aient pu en dire quelques rhéteurs, quelques enthousiastes plus ou moins désintéressés, quelques pseudo-publicistes, le Piémont ne se sentait point compatriote des autres Etats d'Italie ; il ne se sentait point solidaire de leurs fortunes, de leurs soi-disant hontes et de leurs prétendus malheurs. Je comprends ici sous le nom de *Piémont* les diverses provinces de la monarchie, et tout d'abord la noble Savoie, qui pourtant a si largement versé son sang dans cette guerre, non pour l'Italie, mais pour le roi, sans même s'enquérir combien le roi mésusait de son dévouement ; la Savoie bien plus compatriote du Piémont que la Lombardo-Vénétie ; la Savoie, que les fanatiques d'italianisme, M. Durando, par exemple, devenu un des affidés de Charles-Albert, proposaient de céder les uns à la France, les autres en échange d'apanage à quelque duc italien ; la Savoie dont l'éjection de la monarchie, véritable attentat, gît au fond de tout cet italianisme.

Ainsi, pour me résumer, sous quelque face que l'on considère l'entreprise du magnanime Charles-Albert, elle mérite condamnation. Car quatre choses : d'abord, la guerre était souverainement injuste ; faite sans provocation contre un allié dans la détresse, qui vingt-sept ans auparavant avait sauvé le Piémont des lubies d'une *Fronde*, elle ne pouvait se justifier par le prétendu affranchissement (lisez anarchisation) de l'Italie, prétexte qu'un gouvernement, trente ans l'allié de l'empereur, ne pouvait invoquer, même d'une façon seulement spécieuse. En second lieu, la Lombardo-Vénétie, unie au Piémont, ne s'y fût pas incorporée. Cette réunion transformait un groupe, un Etat suffisamment compacte et homogène, en un Etat hétérogène et discordant, sans tradition commune, sans cohésion, et renfermant (1) d'inévitables

(1) Je trouve un jugement analogue, à un point de vue bien diffé-

germes de mésintelligences. Troisièmement, et en première ligne, l'agglomération et l'assimilation, eussent-elles pu se faire, une extension de frontière, toute chose, quelque bonne qu'on la suppose, eût été mille fois trop payée au prix de la désorganisation intérieure, de l'intronisation de toutes les idées fausses à la place de toutes les idées justes, des aberrations libérales et parlementaires, de l'esprit et des institutions révolutionnaires, des discordes, de l'anarchie, qu'implique le gouvernement représentatif, le *selfgovernment*. Sans compter que, même supposées praticables, ces belles choses, tout en donnant pleine carrière aux incompatibilités, à l'antagonisme des diverses parties du nouvel Etat, en surexcitant, en envenimant les causes de discordes et de désunion, devaient affaiblir, énerver tellement le pouvoir royal, cette grande force d'union et d'assimilation, qu'elles lui eussent rendu plus impossible encore la fusion et l'assimilation du nouvel Etat, plus impossible de comprimer, de dominer, de vaincre, d'annuler les inévitables et si redoutables obstacles. Enfin, quand l'agglomération politique eût pu se parfaire, quand le gouvernement soi-disant représentatif serait chose bonne, quand il eût pu marcher ou bien quand on eût évité de payer ce prix usuraire de l'acquisition territoriale, le Piémont, l'Etat dont Charles-Albert avait charge, dont il était responsable, le seul auquel il eût le droit de songer, était sacrifié ; car, en supposant praticable cette fusion de la haute Italie, il eût fallu pour essayer de l'obtenir que le Piémont risquât, comme enjeu, tout son bien-être présent, son existence même, versât à flot son or et son sang ; obtenue, elle n'eût rien ajouté à son remarquable bien-être. Dans les hypothèses les plus favorables,

rent, révolutionnaire et démagogique, dans l'écrit de M. Cattaneo sur l'insurrection lombarde. Il y a des choses si évidentes qu'elles frappent aux points de vue les plus divers, et même les esprits les plus faussés.

toutes chimériques en cette occurence, le Piémont eût encore été perdant toutes ses traditions ; toutes ses habitudes se trouvaient sacrifiées ; son centre déplacé, transporté hors de lui ; sa nationalité, jusqu'ici si compacte, si cohérente, se trouvait délayée, noyée ; on n'aurait eu de longtemps, si jamais on l'eût eue, une véritable nationalité de haute Italie, et l'on n'aurait plus eu de nationalité du Piémont ; triste situation, dont le triste symbole est le tricolore bâtard remplaçant le noble drapeau bleu, cet antique et glorieux étendard d'une vraie patrie repoussé du pied par Albert de Carignan, avec toutes les traditions d'un illustre, heureux et cher passé.

La campagne de 48, heureuse d'abord contre un ennemi, allié la veille, allié de trente-quatre ans, allié naturel, contre un ennemi désorganisé par l'anarchie, cette campagne porta rapidement les armes piémontaises jusqu'en vue du Mincio et de l'Adige. A ce moment, Charles-Albert eût pu obtenir par traité (avec quelle solidité et quelle utilité, Dieu le sait), cette moitié de la Lombardo-Vénétie, la seule qui, même au point de vue que je repousse, semblât lui convenir. Mais il était maintenant harcelé, poussé en avant, comme le cavalier de la légende, par les redoutables fantômes si follement évoqués par lui : le libéralisme et l'italianisme. Il lui fallait affranchir l'Italie : *la spada d'Italia*. D'ailleurs probablement l'appétit venait en mangeant ; la Lombardo-Vénétie, même entière, et les duchés pouvaient-ils suffire au fondateur de la liberté piémontaise, au champion de l'indépendance italienne, à l'aspirant *rè d'Italia ?* Ne fallait-il pas encore la couronne de Sicile, que Victor-Amédée avait bien essayée un instant ? Peut-être aussi convoitait-on la Toscane, voire les Légations, embarrassantes pour le parrain de la princesse Pie.

Et réellement en ces jours si désastreux pour l'Autriche, dans ce désarroi complet de ses forces politiques qui mettait en question son existence même, je n'ai guères douté,

Monsieur, de la complète conquête par le Piémont de la Lombardo-Vénétie, sans toutefois en féliciter ni la Lombardo-Vénétie ni le Piémont. Que fussent devenus la conquête et le conquérant, ou, pour parler un langage plus à la hauteur des circonstances, les provinces affranchies d'une prétendue oppression et leur libérateur? Cette question demeure dans le domaine du sphinx des hypothèses. La destinée ne l'a pas posée. Il y a dans cette vieille Autriche une vitalité singulière, une merveilleuse puissance et un étonnant bonheur de résurrection, je ne sais quelle élasticité, qui, quand elle tombe ou s'affaisse, et qu'on la croit à toujours annulée, la fait rebondir, remonter, regrandir, *rinvigorire*. Quand le glorieux octogénaire, qui depuis tantôt quarante ans régissait cet empire, fut tombé, non devant l'immense ébranlement, mais devant une misérable émeute et une lâcheté d'archiducs, un autre illustre octogénaire se rencontra pour relever du moins la fortune militaire de l'empire et son drapeau en Italie. Cette vieille aigle bicéphale d'Autriche, même blessée et mourante, a encore de ces grands coups d'aîles. D'un de ces coups Charles-Albert fut renversé. En vain son armée, démesurément grossie de tous ses contingents, avait été dévouée et brave. En vain à l'avant-garde la vieille brigade de Savoie avait fait des prodiges de valeur sous la conduite de son général, l'intrépide comte d'Aviernoz, digne fils des vieux Menthon, laissé pour mort sur le champ de bataille. En vain les jeunes princes de Savoie, élèves d'un des hommes les plus sages et les meilleurs de son pays et de tous les pays, le chevalier César de Saluces, homme de sage progrès, digne descendant d'une lignée souveraine; en vain ces princes [1], valeureux rejetons d'une

(1) Ils durent recevoir de moins bonnes leçons de leur précepteur, l'évêque actuel de Pignerol, homme de bien et de science, bon prêtre, mais imbu de cet adultère mélange de libéralisme catholique, que professe malheureusement une si grande part du clergé, et dont

grande race, mais fourvoyés par l'exemple paternel dans une voie sans issue, avaient bravement combattu comme chefs et comme soldats. Charles-Albert fut rejeté dans ses Etats héréditaires si follement compromis. L'Autriche, perfidement provoquée, eût eu le droit d'y pénétrer ; elle s'arrêta devant des considérations qui ne se rapportaient point à Charles-Albert.

Pendant une trève de plusieurs mois, le Piémont eût pu faire une paix favorable, et, revenu de son délire, essayer de panser en paix ses blessures. Les conseils même de ses alliés libéraux l'y conviaient. Mais la fatalité poussait Charles-Albert, cette fatalité qui est en nous-mêmes, ou dans la logique de nos œuvres. La démagogie parlementaire et gazetière déchaînée par lui le poussait à une reprise d'armes ; peut-être aussi un paroxisme d'ambition frénétiquement exaltée et inassouvie ; car, s'il faut en croire des confidences, assez suspectes, il est vrai, rapportées d'Oporto à ce qu'on appelle le Parlement piémontais, par je ne sais quel démagogue, officiel alors, le prince sur cette terre étrangère revendiqua la responsabilité de la reprise d'armes, et maintint le droit de ses actes et de sa haine contre son ancienne alliée. Le royaume fut épuisé d'hommes et d'argent pour jouer cette dernière partie, perdue d'avance. Le gouvernement fit à la nation l'injure de déclarer implicitement tous ses chefs militaires incapables, et de placer son armée sous les ordres de deux aventuriers, étrangers à ses rangs, et dont pourtant toute l'expérience militaire se bornait à quelques

l'abbé de Lamenais, en désertant l'église, y a laissé, déposé par lui, le funeste germe; plaie fatale laissée par ce Parthe sacerdotal au sein de l'armée sainte, qu'il fuyait. L'évêque de Pignerol a été le premier en Piémont, au commencement du volte-face libéral de Charles-Albert, à réclamer impérieusement la liberté absolue du clergé, à faire intervenir la publicité entre le pouvoir royal et le sacerdoce, à faire appel à la liberté complète de la presse, non encore donnée.

mois de combats en Pologne. L'un d'eux, condamné depuis comme traître, n'était guère connu que pour avoir déjà été soupçonné de trahison en Pologne, et pour une déplorable échauffourée en 34 contre ce même royaume, qui lui témoignait maintenant une telle confiance ; échauffourée où les mêmes soupçons l'avaient atteint. Comme pour protester contre cette injure, à tout le sang piémontais versé à Novare, ce fut le sang d'un brave général piémontais, le baron de Perron, blessé mortellement, qui vint noblement se mêler. Quelque sympathie que l'on éprouve pour la noble nation piémontaise, il est impossible à l'esprit préoccupé des intérêts généraux de la civilisation de ne pas approuver le dénouement de sa levée de boucliers, sa défaite, toute au profit de ces intérêts, et qui, par suite des aberrations de son chef, s'est trouvée être une victoire de l'ordre et de la civilisation sur la révolution et la barbarie.

On se souvient comment après Novare devant un vainqueur irrité, devant la démagogie frémissante, Charles-Albert, poursuivi par le désappointement, par le remords peut-être, quitta ses Etats ; et comment ce *Lear* de hasard et de faux aloi, traversant la moitié de l'Europe dans sa course éperdue, s'en alla dans un coin du Portugal demander un asile et trouver un tombeau. Sa dépouille eût dû y dormir loin du pays par lui sacrifié et livré aux démons des tempêtes. Mais on voulut qu'elle revînt dans ce pauvre pays. Elle y est rentrée, et l'a traversé, entourée d'une sorte d'ovation funèbre. La démagogie, qu'il a si bien servie, certes lui devait ces honneurs, bien que la stupide accusation de trahison ait eu crédit dans ses rangs. Mais ce sont là les seuls regrets auxquels les deux dernières années de règne de Charles-Albert lui aient laissé droit. Et cependant pour la foule impressionnable, frivole et irréfléchie, pour les honnêtes mais inintelligents sectateurs des idées libérales, la mémoire du versatile vaincu de Novare s'est entourée d'une auréole

imméritée. Pour beaucoup même de ceux dont sa conduite avait encouru le blâme, l'indulgence et même aussi une sorte d'auréole ont transfiguré cette mémoire. Mais il faut que la justice sévère stigmatise sans fléchir celui par qui tant de mal fut fait. Ils ont glorifié sa bravoure, son audace et son malheur. Brave, toute sa nation l'est. Audacieux, l'audace ne vaut que par son but; follement dépensée, elle est crime ou démence. Malheureux, il est immoral de plaindre avec trop d'indulgence, d'entourer même de sympathie un malheur si mérité, et par celui qui le subit infligé à tant d'autres dont le destin lui était confié. Malheureux pour avoir manqué l'objet de son ambition, ce fut justice, et, je le crois, un malheur de moins pour le Piémont; malheureux pour avoir ruiné, peut-être à toujours, sa monarchie; mais c'est sur le Piémont qu'il faut pleurer, et cela, oui, vaut des larmes.

Quand cette royale dépouille a pénétré dans les sombres caveaux de la *Superga*, les vieux rois de Sardaigne, ces rois si rois, ont dû s'étonner à l'arrivée de l'étrange nouveau-venu de la mort. S'ils eussent pu se lever dans leurs tombes scellées, que peut-être, grâce aux œuvres de ce nouveau-venu, la révolution violera bientôt, comme elle a violé jadis celles d'Hautecombe, le sauvage Saint-Denis savoyard, ils eussent demandé compte au descendant du turbulent prince Thomas du royaume laissé par eux, si bien ordonné, si florissant, si heureux; de leur couronne par eux si dignement portée et laissée si intacte; de la gloire de leur maison et de leur pays. Je doute qu'ils eussent bien compris les quelques lieux communs de libéralisme et d'italianisme, que le *rè riformatore*, roi perturbateur, eût eu à leur réciter pour toute réponse.

Pendant ce temps, son jeune successeur, sans alliés, demeure en face d'un trésor vide, d'un crédit gaspillé ou tari, et d'une juste indemnité à solder au vainqueur; en face

d'un peuple vaincu, anarchisé, arraché à ses bonnes traditions et à ses voies régulières, d'une armée démoralisée aussi et désorganisée, d'administrations perturbées dans leur personnel et leurs fonctions ; en face d'une chambre démagogique, qui, chaque fois qu'on la dissout, triste phénix, renaît aussi anarchiste de sa cendre ; en face de toutes les idées anti-gouvernementales et désorganisatrices profondément infusées dans les esprits par les trois années passées et par les élucubrations incessantes d'une presse effrénée ; enfin devant les déplorables précédents de ces trois ans, devant les fatals engagements que la royauté semble avoir contractés envers l'anarchie, engagements et précédents qui semblent engager l'avenir et le vouer à la ruine.

L'Autriche, généreuse pour la seconde fois envers les agresseurs piémontais, et renonçant à démembrer leur territoire, suit en Italie le cours de sa fortune. Elle rétablit à Parme, à Modène et en Toscane le gouvernement régulier, et pénètre sur le territoire des Légations. La révolution était vaincue par l'Autriche ; mais la présence de la France révolutionnaire, et la dose de révolution que l'Autriche elle-même conservait encore dans son sein, empêchèrent celle-ci de donner à la réaction sociale toute sa portée, de la compléter, de lui donner une base solide. La Toscane, et aussi, je crois, les duchés, conservèrent le gouvernement représentatif et ses accessoires, au moins en promesse. Naples avait été plus heureuse ; la royauté, revenue de son étourdissement passager et peu motivé, avait ressaisi d'une main ferme le pouvoir, en repoussant franchement du pied la défroque libérale, et déclinant l'immixtion révolutionnaire du ministère whig d'Angleterre. L'aveugle obstination

des révolutionnaires de Sicile avait aussi valu à cette belle île d'être débarrassée du *selfgovernment*.

Restait Rome. La triste rétribution des aberrations de Pie IX n'avait pas tardé à advenir. Il avait semé le vent; la papauté, l'Italie, l'Etat romain avait récolté la tempête. En vain le pontife avait-il cédé aux exigences anarchiques jusqu'aux extrêmes limites où une conscience catholique pouvait se plier aux erreurs d'une intelligence faussée, sinon au-delà. En vain les concessions les plus extrêmes, refusées d'abord, avaient-elles été accordées. En vain, sans absolument déclarer la guerre à l'Autriche, le père commun des fidèles avait-il béni (que n'a-t-il pas béni?) les étendards des troupes pontificales, qui marchaient à une frontière non attaquée, et de là pénétrèrent dans la Vénétie, pour de minces exploits, il est vrai. Rien ne suffit, les exigences croissaient toujours. Le radicalisme voulait la déclaration de guerre, la proclamation de la croisade italienne; il voulait pouvoir exploiter au profit de ses passions furieuses la puissance papale sans réserve, sans restriction, exploiter le pape contre toutes les traditions, contre tous les pouvoirs, contre la papauté elle-même; il lui fallait le pontife corps et âme, la tiare, toute la tiare au bout de la pique de son tricolore insurrectionnel. Il lui fallait la Constituante à Rome, Rome centre de la démagogie italienne, et le pape consacrant aux yeux des foules, de sa sanction vénérée, ce hideux gâchis de guerre et d'anarchie, sanctionnant même le travestissement du Christ en démagogue, en niveleur, en anarchiste, ou du moins en guelfe libéral italien. Pie IX, homme d'intelligence fourvoyée et de faible caractère, mais prêtre de conscience, dut s'arrêter enfin où sa conscience était ouvertement atteinte, où la concession devenait, même à son regard faussé, évidente forfaiture; et depuis lors, c'est une justice à lui rendre, ferme dans cette sainte obstination de la conscience, il n'a plus cédé d'un pas à la révolution soulevée par lui.

La fureur de la révolution fut sans bornes; elle avait compté sur le pape, comme instrument elle; se trouvait, à son avis, trompée, trahie, désertée par son principal chef apparent et porte-drapeau, qui s'obstinait à rester pape avant tout. Dans sa cynique naïveté, elle l'accusait d'avoir déçu son attente, d'être trop pape, pas assez *jeune Italie*. Et, presque du jour au lendemain, de cette immense popularité libérale, qui charbonnait le nom de Pie IX sur toutes les murailles, le mêlait, cri, synonyme perfide ou incompris de révolte et de guerre, à tous les chants, à toutes les vociférations, de cette popularité il ne resta plus vestige. Pour les habiles, les meneurs de la révolution, l'instrument rebelle, qui ne pouvait et ne voulait plus servir, n'était plus bon qu'à briser. Pour beaucoup de sincères fanatiques, ou fanatisés, c'était un profond étonnement que cette grande figure de la papauté, qui leur était apparue proclamant la liberté, l'indépendance italienne, la réaction contre les *barbares*, ou laissant proclamer ces choses en son nom, qui les avait d'abord et la première excités, et au nom de laquelle on les avait tant surexcités, à la voix de laquelle ils s'étaient levés, *insurrexerunt*, et dont ils avaient cru suivre l'appel en se précipitant dans les aventures révolutionnaires, que cette figure leur apparût maintenant se rejetant vers un tout autre ordre d'idées, tenant un tout autre langage, suivant d'autres tendances, luttant contre l'immense impulsion venue d'elle.

L'homme d'esprit, le doctrinaire libéral et parlementaire, qui, déçu, entre autres chimères, par la croyance à l'existence, à la puissance d'un grand parti libéral modéré et conservateur en Italie, avait au nom de la France parlementaire et libérale, tant contribué à encourager Pie IX dans sa voie qui aboutissait si tristement, M. Rossi, redevenu Italien, était devenu ministre; ce qui l'honore. Il y avait du courage à accepter au milieu d'une telle tempête la responsabilité active de la part qu'il avait prise au passé, de la lutte pré-

sente et d'un redoutable avenir. Il entreprit de résister à la démagogie déchaînée. Il soutenait bravement cette lutte impossible, quand un poignard radical vint le frapper, sous les yeux d'une garde civique, qui demeura indifférente, sur les marches du palais d'une assemblée représentative, qui, muette de peur, n'eut pas l'air d'y faire attention. On a dit que peut-être M. Rossi eût pu dominer la démagogie et faire triompher à Rome ses chimères représentatives et libérales; que du résultat possible de son entreprise et de sa lutte il a emporté le secret dans sa tombe. Dans cette tombe ouverte par un crime radical il n'a emporté nul secret. L'entreprise, impossible partout, l'était plus encore à Rome qu'ailleurs. Or contre l'impossible nul ne prévaut. Ces hommes d'esprit du libéralisme ont beau avoir de l'esprit, de la science, de hautes facultés, et même du cœur, ils sont impuissants à rien fonder; ils sont désastreux, et ne peuvent mener qu'aux désastres; ils sont bien inférieurs comme chefs de peuple au moindre des esprits de tradition et d'autorité, qu'eux nomment de routine; car ils vivent, se meuvent, raisonnent, combinent, agissent dans le faux, poursuivent l'impossible, et ne peuvent aboutir qu'aux échecs, à l'erreur, source de désordre et de catastrophes.

On a dit, pour justifier Pie IX, que ses premières concessions avaient été sages, modérées, prudemment progressives; que plus tard il avait été entraîné par les exigences populaires au-delà de ses intentions, et de concessions en concessions au terme fatal; que l'ingratitude des individus, des partis, du peuple a été extrême; que les hommes lui ont manqué; que nul, ou presque nul ne l'a soutenu et aidé; qu'une force militaire fidèle et ferme lui a fait défaut comme solide point d'appui de sa liberté et de son œuvre, qui sans tous ces contre-temps eût réussi. L'œuvre, en elle-même et pour des causes générales, était mauvaise et ne pouvait réussir. Mais, à supposer qu'il en fût autrement, et que

l'œuvre n'eût manqué que par des causes spéciales au théâtre où elle se développait, la folie du pontife n'est pas absoute ; car il fallait comprendre que tout lui ferait défaut; il fallait voir, savoir, prévoir, juger. Et de quoi donc se compose la science de gouverner?

Enfin, le candide et malheureux pontife, victime de ses généreuses et déplorables erreurs, d'une ingratitude populaire, immanquable sans doute, mais non moins révoltante pour cela, fugitif de son siége souverain, s'en alla, éclatante leçon qui n'instruira personne, demander un asile à celui des souverains italiens qui, souvent gourmandé par lui, avait le moins accepté et suivi ses incitations et ses exemples. Un instant entraîné aux concessions libérales extrêmes, dont, terrible rétribution, le fatal contre-coup avait poussé les souverains *libéralisants* d'Italie, y compris Pie IX, à ces mêmes extrémités, le roi des deux Siciles avait réussi à s'en affranchir bientôt à peu près complètement, et à rendre ainsi à l'autorité et à son pays l'ordre, la paix, la sécurité et le bien-être. De ce qui s'est passé à Rome après la fuite du Pape, à quoi bon parler en détail. Ces belles œuvres sont devant le monde. On a vu là un prologue, prologue seulement, très-modéré encore par l'influence des réactions circonvoisines, de ce que sait faire le libéralisme dégénéré en radicalisme, quand il est maître absolu. On a vu où mènent et aboutissent les concessions de la souveraineté, où va la *liberté selon Rome*, comme disaient, comme disent peut-être encore, car l'hallucination est entêtée, les néo-catholiques libéraux; ce que deviennent en face des réalités les grands prédicateurs de cette liberté soi-disant catholique, le P. Ventura par exemple; et combien cette liberté mise en pratique est favorable à l'église comme à toutes les grandes institutions sociales. Mais passons. La fuite du Pape de Rome, où il n'était plus libre, était une cause de graves préoccupations, un grand intérêt religieux, et partant politique, pour toutes les puis-

sances catholiques, ou ayant une part considérable de leurs sujets catholiques. L'infortuné pontife, qui s'était laissé poser en champion guelfe, en proclamateur et personnification de la nationalité de l'Italie et de son indépendance de l'étranger (*i barbari*), en champion de la papauté contre la prétendue immixtion et ingérence de l'Autriche dans les choses romaines, réclamait, singulier retour, péripétie facile à prévoir, l'immixtion, l'intervention de toutes les puissances contre son peuple, si follement émancipé par lui. En faveur de la papauté, institution qui appartient à la catholicité entière, envers Rome, Etat ecclésiastique, commune patrie, centre commun de la catholicité, une intervention en de telles circonstances était d'une incontestable justice. La question discutable était l'opportunité. Après la contre-révolution de Toscane il était à croire qu'un mouvement identique d'opinion, une réaction de même nature se produirait à Rome, et ramènerait ces populations égarées sous le sceptre pastoral de leur roi pontife; c'était évidemment de beaucoup la meilleure solution. Si elle ne se produisait pas, l'Autriche attaquée par le soi-disant gouvernement républicain de Rome, avait tout droit, en refoulant l'agression jusqu'à son point de départ, de renverser cette anarchie radicale, et, rendant le bien pour le mal, de restaurer sur son trône le pontife, dont l'imprudente conduite avait soulevé tant de tempêtes. Enfin à Gaëte une conférence d'ambassadeurs des puissances catholiques, où la France était représentée, devait régler de concert et organiser cette restauration, qui importait à tous. Mais la France, surtout en temps révolutionnaire, est outrecuidante, accaparante, exclusive, et aime les coups de tête. Ainsi donc, à l'improviste une armée française s'en vint entreprendre à elle seule une expédition, dont le but demeurait peu défini. Ce parti était, à mon avis, regrettable de tous points. Pour la France personnellement elle constituait une position très-fausse et un grand embarras.

Quelque peu d'abus qu'il faille faire de la logique, quelque peu d'admiration que l'on professe pour la constitution française de l'an dernier, il était embarrassant, quelles que fussent à Rome les circonstances spéciales, de se placer dans cette position de s'en aller attaquer à Rome une œuvre fort analogue à celle dont on subissait, mais dont enfin, pour le moment du moins, on acceptait les conséquences. En face d'une telle position et de l'assemblée existante, c'était se préparer, et à l'intérieur et sur le terrain de l'expédition, une attitude par trop difficile. Il est généralement admis que cette expédition, exploitée par les passions et les facondes révolutionnaires dans les élections générales, a coûté au parti de l'ordre un nombre très-considérable de voix ; cela est un prix énorme. Il faut aussi tenir compte, surtout dans l'état de détresse du trésor et du pays, des nombreux millions que coûtera l'expédition. Je ne dis rien des difficultés de tribune, et des arguties qu'il a fallu y dépenser. Sur le terrain de l'expédition, l'armée, arrivée avec une mission équivoque, entravée et pendant quelques semaines arrêtée net par les péripéties parlementaires, n'a pu marcher au but et l'atteindre qu'avec une déplorable lenteur. Les délais de l'expédition ont permis aux révolutionnaires de tous les points de l'Italie de venir garnisonner Rome et en préparer à loisir la défense, tout en démoralisant profondément la population. Les encouragements, les espoirs venus du parti révolutionnaire de l'assemblée française ont enhardi cette garnison de *desperadoes* et leurs chefs, élite de la démagogie, à soutenir et à prolonger la défense.

Pourquoi la France, représentée par le parti modéré installé au pouvoir, mais installé d'une façon incomplète et précaire, pourquoi la France, gênée par des antécédents, des ménagements à garder, des obstacles de tous genres, a-t-elle prétendu, non seulement sans nécessité, mais même contre la direction naturelle des choses, entreprendre seule

ce à quoi elle était précisément, elle, le moins propre des champions? Pourquoi, si la contre-révolution ne se faisait pas d'elle-même (le fameux *da se*) à Rome, ne pas laisser Naples, l'Autriche, et l'Espagne, toutes portées sur les lieux, opérer la restauration du Pape, tandis qu'on enverrait, si on le voulait, une escadre croiser devant Civita-Vecchia? Pourquoi ne pas laisser simplement agir l'Autriche dans la poursuite de ses opérations militaires contre un de ses agresseurs? Ce qu'il s'agissait de faire, l'Autriche l'eût fait mieux et bien plus vite que la France. Probablement même la révolution n'eût point attendu l'attaque; les triumvirs, leurs séides, leurs acolytes et leur bande de prétoriens et de routiers se fussent enfuis quelques mois plus tôt. Au Pape rétabli sans conditions les libérateurs de Rome n'eussent réclamé ni institutions représentatives ni le code Napoléon. Ce que l'on ne peut pas bien faire il vaudrait bien mieux le laisser faire à d'autres en mesure de le bien faire, et tous indiqués pour la tâche par les circonstances. La France, sans le vouloir révolutionnée de nouveau, maintenant échappant à la surprise révolutionnaire sans pouvoir compléter et proclamer pleinement sa réaction, a vu avec un vrai soulagement déjà plus d'une des révolutions, filles de la sienne, justement écrasée au profit de la civilisation entière. Croit-on qu'elle n'eût pu se résoudre à voir encore écraser sans elle la plus indéfendable, la plus révoltante, la plus ridicule de toutes?

Je sais qu'on dit que ce cas était tout spécial, et que la France, attendu ses liens catholiques avec Rome, n'eût pu y supporter l'Autriche. La France en tout temps mérite de grands ménagements; elle en mérite de plus particuliers encore en ce moment, quand le sort de la civilisation troublée par elle va peut-être se décider chez elle, quand l'influence catholique est si essentielle pour la sauver, quand il faut éviter plus que jamais tout ce qui pourrait

compromettre, diminuer cette influence, ameuter contre le catholicisme les populations peu instruites, ou cette portion du vieux libéralisme qui ne s'instruira jamais, quand il faut compter plus que jamais avec une opinion publique, dont je fais, en mon jugement privé, le cas qu'elle mérite, puissance réelle toutefois, ombrageuse, inintelligente, susceptible à l'excès, et dont il faut tenir grand compte. Mais je crois que l'opinion en France n'eût point eu les susceptibilités qu'on suppose. La portion violente de l'opinion devait être moins choquée de voir le Pape restauré sans nous que par nous. Les autres fractions de l'opinion ont bien vu sans sourciller le Pape au cœur de Naples, l'Etat le plus réactionnaire d'Italie. D'ailleurs je pense que la simple coopération de la France, dans l'occupation de Rome, ou même, et c'était mieux, sa simple coopération maritime par la présence d'une escadre et l'occupation de Civita-Vecchia, eussent suffi aux susceptibilités françaises. Sans doute, si la première occupation de Romo n'était pas mixte (et rien n'empêchait, si on le jugeait préférable, de la rendre mixte), il n'eût pas fallu que l'occupation par l'Autriche seule se prolongeât au-delà de l'œuvre accomplie ; mais à cela il était facile, ce me semble, de pourvoir.

Les faits sont accomplis. Maintenant que l'Etat papal est remis sous l'autorité papale, que la France veuille bien ne pas insister pour gâter l'œuvre. Le Pontife doit revenir sans conditions ; c'est sa liberté qu'on a prétendu sauvegarder, il faut donc ne pas l'entraver. Il ne faut réclamer ni liberté de la presse ([1]), ni gouvernement représentatif, ni, ce qui serait tout un, le vote de l'impôt par une consulte ; car une

(1) On me contait l'autre jour à ce sujet un mot de M. Saint-Marc Girardin, l'un des esprits les plus fins et les plus ingénieux de ce temps. Le duc de Wellington, disait-il, consulté en 1814 sur la question de savoir s'il fallait donner à Malte la liberté de la presse, répondit: La liberté de la presse est sans doute une excellente chose, (je demande

consulte qui tiendrait les cordons de la bourse ne serait-elle pas représentative, voire même souveraine? Ce gouvernement représentatif, qui, impraticable partout, s'est montré si spécialement impraticable à Rome, qui en a chassé l'an dernier la papauté, comment songer à l'y rétablir? Ce serait assurer la prochaine réexpulsion de la papauté. Sans le gouvernement représentatif Rome sera peut-être bien encore bouleversée; mais avec ce gouvernement il est certain qu'elle le sera. Quand le gouvernement représentatif serait possible ailleurs, ce que je ne crois pas, il ne le serait pas avec les éléments que Rome lui fournit. Quand il y serait politiquement possible, il y serait encore religieusement inadmissible. Le Pape n'est souverain temporel que pour être indépendant dans sa souveraineté religieuse. Or quelle indépendance que celle d'un souverain constitutionnel, toujours aux prises avec une consulte, qui, avec son droit de voter l'impôt, obligerait à compter avec elle et à subir sa prépondérance, non seulement le souverain temporel, mais le souverain Pontife. Elle pourrait ainsi porter la main, non seulement sur la couronne, mais sur la tiare, sur l'autel. La catholicité veut et doit obéir au Pape; mais elle ne peut, ni ne veut, ni ne doit obéir aux laïques, aux avocats bavards et turbulents d'une consulte. Quant à la sécularisation, il me semble évident que le gouvernement d'un souverain ecclésiastique, sans exclure les laïques, doit être en grande partie ecclésiastique, surtout dans les sommités de la hiérarchie; et que le collége des cardinaux, électeurs souverains, doit conserver une large part d'influence, et être la vraie consulte du Pape. Pour ce qui est de l'amnistie, elle ne saurait, ce me semble, être sans exceptions. Elle n'est déjà que trop

la permission de n'en rien croire; *je* ici c'est moi, et non M. Girardin); c'est, disait donc *the iron duke*, une excellente chose; mais je n'en voudrais pas sur un vaisseau de haut bord. Je ne la crois pas de mise non plus, ajoutait M. Girardin, à bord de la barque de saint Pierre.

douce ; quelques exemples sévères semblaient indispensables. Il ne faut pourtant pas que toute sanction disparaisse. Il ne peut pourtant être établi que des méchants ou des fous pourront à plaisir bouleverser un pays, et faire un mal énorme à une société, sans qu'il leur en coûte autre chose que d'avoir été vaincus, et de se tenir prêts à recommencer, s'il y a lieu. La première amnistie de Pie IX a d'ailleurs si bien réussi, et prouvé tant de résipiscence chez les amnistiés. Je ne pense pas non plus que la papauté eût dû reconnaître les dettes et le papier sans valeur de l'anarchie mazzinienne. Quant au gouvernement libéral recommandé au Saint Père, il semblerait que la France, toute l'Europe, l'Etat de l'Eglise et la papauté devraient avoir assez de libéralisme comme cela.

Enfin, je le répète, je ne saurais comprendre qu'il soit question de dicter quoi que ce soit au Pape. On l'a rétabli, c'est bien ; mais cela n'a de valeur qu'autant qu'on le laissera pleinement libre. Sans cela il pourrait à bon droit maudire l'intervention française, regretter de n'avoir pas été rétabli par d'autres, ou regretter sa liberté de Portici. Je sais bien que les précédents de Pie IX pendant les deux premières années de son pontificat semblent de tristes garants de prudente sagesse. Mais, outre que je crois qu'une lamentable expérience est loin d'avoir été perdue pour lui, trouve-t-on que la France semble bien venue à se poser en mentor? On parle de la légitime influence de la France ; mais de quel droit et à propos de quoi, la France aurait-elle une influence légitime sur la papauté? Ne se souvient-on plus de tout le bruit qu'a fait Pie IX, il y a trois ans, avec l'approbation de ses fanatiques, de la France en particulier, pour soustraire, disait-on, le Saint Siége à la prétendue influence de l'Autriche, et rétablir, disait-on, l'indépendance de la papauté?

Ainsi, liberté absolue au Saint Siége, et retraite la plus

prompte possible, vu les circonstances, de l'armée d'occupation. Le Pape souverain absolu dans Rome. Toutes les puissances catholiques, même aussi toutes celles intéressées pour une partie notable de leurs populations à la liberté du Saint Siége, garantes de l'absolue neutralité de l'état romain, garantes de la liberté du Pontife et de sa souveraine autorité dans l'Etat, qui lui est attribué dans le but de rendre cette liberté possible et assurée. Mais il faut à la papauté une force militaire, sur laquelle elle puisse compter. Evidemment ce n'est pas l'Etat romain, tel qu'il est, qui la fournira telle. Le Pape n'est que secondairement et accessoirement souverain de l'Etat romain ; il est avant tout chef de la catholicité, Pontife suprême de deux cents millions d'hommes épars sur le globe. Il est donc indiqué qu'une force militaire cosmopolite, prise parmi les fidèles de tout l'univers, garantisse, défende son indépendance, sa liberté d'action, sa souveraineté. Des corps détachés, fournis par les diverses puissances catholiques au Saint Père, rempliraient mal ce but. Ces troupes resteraient trop nationales, trop étrangères et trop peu soumises au Pontife, dont la dignité, la liberté souffriraient de cette ingérence, de cet appui étranger; sans parler du danger des conflits et de plusieurs autres graves inconvénients. Ce moyen ne peut être que transitoire pour les premiers moments de la restauration. Evidemment, ce me semble, l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, ainsi qu'il a été proposé, serait le moyen le plus approprié, la milice la plus convenable pour la papauté. Il faudrait à cet ordre des modifications, sur lesquelles les hommes de sens seraient facilement d'accord. Mais il faudrait avec grand soin se rattacher à la tradition du vieil ordre religieux et chevaleresque; on est trop heureux de trouver sous sa main une tradition, qui puisse consacrer une institution en lui donnant un passé, en reliant ce qui est à ce qui fut, et fut si glorieux. A cette milice formée, sans abdiquer

ses patries, dans toute la catholicité par engagements volontaires, et avec des conditions qui la maintinssent à un niveau élevé et en garantissent la dignité, il serait bon d'adjoindre une milice analogue, cosmopolite aussi et formée par engagement volontaire, mais recrutée dans une couche sociale inférieure; milice populaire, et dont les conditions d'existence et d'organisation devraient nécessairement en plusieurs points différer de celles de la première. Il n'en faudrait pas moins former, comme partie essentielle de l'armée, une troupe d'élite recrutée dans le patrimoine de saint Pierre. Rien n'empêcherait d'adjoindre, comme garde secondaire de la papauté, des troupes suisses capitulées. Leur vieille réputation de loyauté demeure intacte; car leur récente soumission au gouvernement mazzinien ne doit pas être jugée sévèrement. Que peut faire une troupe, une troupe étrangère surtout, quand le chef du gouvernement, qui a reçu ses serments, a fugitif de ses Etats, abandonné la régie des affaires, et laisse cette troupe sans ordres, sans solde, sans direction?

Tout ce que je viens d'indiquer ne peut s'exécuter en un jour; il doit y avoir des *en attendant*. Mais le Pape ne peut rentrer dans Rome, chose si désirable, que lorsque, autant que le comporte une époque aussi privée de garanties, s'offriront à lui des garanties relativement suffisantes de liberté, de sécurité intérieure et extérieure. Au mois de novembre dernier le Pape les trouvait telles, vu les circonstances. Un homme avait beaucoup contribué à amener ce résultat. C'était le plénipotentiaire de France, M. de Corcelle, un de ces trop rares, presque introuvables hommes de rare intelligence et d'incorruptible cœur, que la vie politique, que les affaires ont trouvés et laissent purs, nobles et droits. Unissant la fermeté et le tact à la sagacité diplomatique et politique, alliant son devoir envers son pays, qu'il représentait, avec le respect de l'intérêt de la papauté, qui est aussi un intérêt

de premier ordre pour la France, comme pour tout pays catholique, il avait su diriger et maintenir la conduite de l'expédition et l'action de la France dans la voie la plus légitime et la plus opportune, dont tant d'influences variables tendaient à les écarter. Il avait inspiré confiance au Pontife pour sa personne et ceux qu'il représentait. Mais un de ces brusques revirements, plus particuliers aux Etats populaires, est venu, à la lettre, à la veille du succès et du retour du Pape à Rome, rendre vain, pour le moment du moins, ce qui était fait, tout suspendre, tout ajourner, tout remettre en question.

Il est une dernière chose qui ne peut venir que de la papauté, dans toute sa liberté, dans sa sagesse, dans la juste appréciation de ses vrais intérêts. Je l'ai dit, je le répète encore, je crois souverainement désirable pour la papauté que son patrimoine demeure restreint à la portion ouest de l'Apennin, qui renferme, je crois, environ un million d'âmes. La sécurité du Pontife, sa liberté, son indépendance vis-à-vis des puissances, sa dignité y gagneraient. Sa neutralité serait plus assurée. Son action spirituelle serait plus dégagée des préoccupations gouvernementales. Il lui faudrait moins de troupes. Il serait moins exposé à avoir à réclamer contre ses sujets le bras d'autres puissances. L'anomalie d'un gouvernement essentiellement ecclésiastique serait plus restreinte. Et, chose très-considérable, si resurgit l'italianisme, abattu maintenant, mais non écrasé, le pontificat, se trouvant, pour ainsi dire, en dehors de l'Italie, qu'il ne couperait plus en deux, aurait plus chance de se maintenir et d'être laissé en dehors de la lutte politique ; il ne serait plus dès à présent et incessamment le point de mire du radicalisme et de l'italianisme, à qui, après avoir refusé d'être l'instrument et le drapeau de l'unité italienne, il apparaît maintenant comme le principal obstacle à ce chimérique et funeste rêve. L'attribution des Marches et des Légations

serait facile sans inquiéter aucune rivalité jalouse et sans chercher de prince hors d'Italie. Le Pape pourrait leur donner pour souverain le duc de Modène, qui y adjoindrait les Etats actuels de la maison d'Este, ou bien le duc de Parme, qui cèderait à la Savoie son duché actuel. Simultanément à cette cession il faudrait que par un arrangement, où interviendraient le cessionnaire des duchés et les puissances catholiques, l'Etat qui demeurerait pontifical fut exonéré complètement de la dette actuelle des Etats romains. Il faudrait que dans cet Etat même un apanage territorial considérable fût acheté, et inaliénablement attribué à la papauté, de manière à fournir au Pontife, indépendamment du budget de son Etat, un revenu assez considérable pour suffire aux dépenses de sa cour, et à ses dépenses comme pontife et chef de la catholicité, de nature aussi à assurer aux deux tiers environ des cardinaux une existence convenable. Je dis aux deux tiers environ ; car il me paraît chose juste, utile et opportune qu'un beaucoup plus grand nombre de cardinaux que par le passé soit pris en dehors de l'Etat pontifical et de l'Italie, dans les différentes parties de la catholicité, où bon nombre d'entre eux continueraient à résider. Il faudrait pourtant que bon nombre résidassent dans l'Etat romain. Entre les diverses raisons de haute valeur, qui se suggèrent d'elles-mêmes, soit pour l'introduction dans le sacré collége d'un beaucoup plus grand nombre de cardinaux non italiens, soit pour le séjour d'une partie d'entre eux dans l'Etat romain, j'indiquerai celle-ci : le sacré collége et la papauté acquerraient davantage en fait le caractère cosmopolite, qui, par leur destination, leur mission et leur action, leur appartient en droit. Cela, joint au caractère essentiellement cosmopolite de la nouvelle milice papale, ferait que le patrimoine de saint Pierre sentirait plus, même avec des papes *habituellement* italiens, qu'il est moins italien que cosmopolite, *catholique*, c'est-à-dire universel, centre glorieux et

privilégié de la catholicité. Le Pape serait moins entraîné à laisser en lui l'Italien primer le Pape ; les agitateurs d'Italie songeraient moins à exploiter, à confisquer la papauté ; absurde tendance, libellée avec un succès si immérité dans le *Primato* de don Gioberti. On serait moins exposé au fantôme, au redoutable non-sens du Guelfisme.

16 Décembre 67.

Et maintenant, Monsieur, si vous me faisiez l'honneur de me demander quel sera l'avenir prochain de l'Italie, et quelle conduite les gouvernements italiens ont à tenir en ce moment je serais bien embarrassé de répondre à la première de ces questions, mais non à la seconde. Conserver, maintenir, est chose presque toujours possible, souvent facile. Rétablir, restaurer, est chose difficile, d'un succès incertain ; pourtant c'est ici la seule chance à tenter, la seule voie de salut. Il y a trois ans la tâche des gouvernements était, non seulement toute tracée, mais encore d'une réussite presque assurée. Sauvegarder, maintenir intacte la tradition et le pouvoir ; sans refuser satisfaction à aucun intérêt légitime, ne rien concéder à l'esprit de libéralisme, de désordre et de révolte ; conserver les vieilles alliances ; présenter un front impassible à la révolution du dehors, comme aux éléments révolutionnaires du dedans, voilà ce qu'il y avait à faire. Je ne doute pas qu'on n'eût eu plein succès contre l'ennemi intérieur ; contre celui du dehors je crois que, sans lutte, par la seule force de l'immobilité, le succès eût été assuré aussi. Mais maintenant que le pouvoir s'est abandonné et trahi lui-même, s'est fourvoyé en tous sens, s'est démonétisé, avili par ses tergiversations, ses concessions, ses palinodies, par ses discours et ses actes ; maintenant que le sol a été pendant de longs mois librement et profondément labouré et

miné sur tous les points, que les populations dans toutes leurs couches ont été profondément remuées, égarées, perverties, par une propagande tantôt patente tantôt souterraine, par l'impulsion et les actes des souverains et des révolutionnaires; maintenant qu'une large part de toutes les classes a été compromise avec la révolution, vis-à-vis de pouvoirs, qui par leurs faiblesses et leur complicité ont perdu, avec leur dignité souveraine, leur prestige d'infaillibilité et d'inviolabilité, comment remonter ces pentes, qu'on pouvait si bien ne pas descendre? Comment lutter contre ce lamentable passé de trois ans; défaire, annuler, annihiler (*undo*) tout le mal, c'est-à-dire tout ce qui a été fait? Comment calmer, assoupir les passions excitées, déchaînées, les haines soulevées, ameutées, les colères, les rancunes surexcitées? Les anciennes plaies ont été rouvertes ou envenimées, de nouvelles ouvertes. Toute la société n'est qu'une plaie. Les âmes sont ulcérées. Les appréciations, les idées faussées sont devenues subversives, les tendances mauvaises et souvent perverses. On a à lutter contre les souvenirs et les impressions du récent passé, contre la fascination des fallacieuses perspectives follement ouvertes et les promesses menteuses d'un impossible avenir. La révolte, la révolution sont dans l'air; elles imprègnent tout, l'atmosphère sociale, les pensées et les faits. Partout, sans cesse devant les gouvernements, devant la papauté surtout, se dresseront les fantômes, vivants et redoutables fantômes, de la révolution et de l'italianisme; terribles Frankensteins follement évoqués, caressés par les gouvernements eux-mêmes dans leur vertige. Les instruments de restauration et de pouvoir sont devenus rares et douteux. L'harmonie, la confiance sont détruites entre gouvernés et gouvernants; les premiers sont hostiles ou désaffectionnés, les seconds sont défiants, et doivent être soupçonneux et durs. Le pouvoir, alors qu'il voudrait être paternel, ne peut plus, à moins de vouloir

périr encore, être pour le moment que vainqueur et dominateur.

Mais, quelque difficile que soit devenue toute chose, quelque incertaine que soit devenue la lutte contre la révolution, lutte d'un succès presque certain naguère, il faut lutter. Quelque mauvaises qu'on se soit rendu les chances, quelque défavorable que soit maintenant le terrain du combat suprême, les principes, qui étaient vrais naguère, sont vrais encoce; les lois qui régissent les sociétés, les lois que les gouvernements doivent suivre pour se sauver et sauver les peuples, sont vraies aujourd'hui, comme elles l'étaient hier, comme elles le seront demain; il faut lutter. Il faut restaurer, réagir, annuler le récent passé, retourner au-delà. Toutes les données, toutes les chimères du libéralisme sont aussi fausses que jamais; seulement elles sont plus que jamais convaincues de déception et d'impuissance. Plus que jamais il est évident que le *selfgovernment*, la forme représentative, le partage du pouvoir, la liberté de la presse, la rupture avec la tradition, le nivellement social et tout le cortége de ces prétendus progrès sont choses impraticables et funestes. Réalisées, non seulement en Italie, mais sur toute la face de l'Europe, partout elles ont échoué; partout elles ont mis les Etats à deux doigts de leur perte. Et nulle part la société n'a pu être sauvée que, grâce à un recours suprême à la plénitude de la puissance royale, à l'énergique bras de l'armée, en comprimant par des mesures d'exception, ou en suspendant, ou en détruisant toutes les merveilleuses institutions, dont se compose la panacée libérale. Toutes ces choses donc, tout ce qu'on a fait depuis trois ans, il faut tout supprimer. Le mouvement de réaction d'une portion de l'opinion, l'ensemble d'échecs que vient de subir partout dans la pratique l'idée libérale, le maintien sur les trônes des dynasties, quelque affaiblies qu'elles soient par le triste rôle qu'elles ont joué, la fidélité au-delà de toute espérance des

armées à la cause de l'ordre, de la discipline, des gouvernements réguliers, tout cela a, je le crois, rendu possible une complète restauration dans les faits, premier et urgent acheminement à la restauration dans les idées, qui seule peut assurer la première et la rendre durable. Cette première restauration, on la peut complète. L'osera-t-on? Saura-t-on la vouloir? J'ose à peine l'espérer; mais enfin, je le répète, là est la seule voie de salut. Sauvera-t-elle les sociétés, les Etats d'Italie en particulier? Je ne sais. Ce que je sais, c'est que, si on ne la suit pas, on périra ; si on la suit, on périra peut-être.

Une pareille réaction, une restauration si complète n'est malheureusement pas toujours proposable après une révolution. Si cette révolution a été prolongée, si les éléments du passé traditionnel ont été essentiellement atteints, mutilés, diminués, dénaturés, si la solution de continuité a atteint les anciens grands pouvoirs de l'Etat ; si d'un autre côté la révolution a institué un certain ordre régulier, si elle a fondé, ou du moins établi, quelque chose, quelque institution qui ait un peu longtemps et un peu bien fonctionné ; si quelque éclat, si quelque gloire s'est attachée à sa période, à ses œuvres et à ses hommes ; si de grands intérêts ont surgi et subsistent, alors on ne peut, et, le pût-on, on ne pourrait sagement tenir tout cela pour non-avenu. Il faut compter avec ces choses, leur faire leur place, beaucoup dans les faits, un peu, le moins possible, mais enfin autant que nécessaire, dans les lois, dans les principes à suivre. Il faut des cotes mal taillées, des transactions. Mais dans le cas qui nous occupe, après les éphémères révolutions d'Italie, inglorieuses, odieuses, ridicules, qui n'ont rien produit, ni choses ni hommes, qui soit digne de sympathie, ou seulement d'un regard, en face de ces innovations qui n'ont abouti qu'aux avortements, à la souffrance et à la ruine, en face de ces hommes, tristes plagiaires, jugés par leur impuissance,

qui n'ont rien su que renverser, et qui encore n'ont pu renverser que parce qu'on les a laissé faire, en face de tout cela, envers tout cela, envers ce court et triste passé il n'y a nul ménagement à garder, aucune part à lui faire. Sans doute il laissera dans les idées, dans les forces sociales, et par-là forcément dans les choses pratiques, une déplorable et longue trace, que la volonté restauratrice la plus ferme ne peut instantanément annuler, et ne peut espérer guérir qu'à la longue. Mais dans les faits reconnus, constitués, officiels, ce passé ne peut réclamer et ne doit avoir nulle place. En face de ce passé anarchique de quelques trop longs jours, existent et se retrouveront encore, hélas! non intacts, mais suffisants pourtant, je le crois, si l'on sait s'en servir, les éléments du passé traditionnel. Les dynasties sont sur les trônes; non avec le prestige qu'elles méritaient assez et avaient naguère; mais le temps peut le leur rendre; et, ce qui est l'essentiel, elles sont sur *leurs* trônes. Qu'on le veuille, qu'on dise un mot; et le vieil édifice social réapparaîtra comme par enchantement, non sans doute avec sa solidité et son harmonie première; il réapparaîtra ébranlé sur sa base, lézardé, incomplet; mais puissant encore, ayant chance de durer encore de longs jours, de reconquérir sa valeur première, et certes dès à présent valant mieux que tout ce qu'on pourrait entreprendre de construire à nouveau.

Dans cette restauration politique et sociale (hélas! saura-t-on la vouloir? la vieille et noble Autriche elle-même le saura-t-elle pleinement?), dans cette restauration il faut bien se garder de se borner à repousser les entreprises, les innovations, les croisades, les institutions libérales, comme *intempestives*, comme *prématurées*. Ce serait là, ou un subterfuge et une échappatoire passagère, ou une déplorable erreur. Subterfuge pour échapper aux difficultés du moment, il serait déplorable; car, à part la question de sincérité, il laisserait sans cesse en présence de demandes, d'exigences,

que pour l'avenir on aurait justifiées et admises d'avance soi-même, qu'on ne saurait donc comment repousser. Erreur consciencieuse dans le pouvoir, elle serait désastreuse; car, outre qu'elle laisserait ouvertes aux foules les mêmes décevantes perspectives qui les ont égarées, elle indiquerait dans le pouvoir une tendance vers ces perspectives, l'induirait à marcher, à diriger, à prétendre préparer dans ce sens, vers ce but, et pronostiquerait de nouvelles aberrations pratiques pour un temps plus ou moins éloigné. De funestes circonstances, je l'ai dit, peuvent parfois, et ce n'est pas ici le cas, imposer de déplorables transactions, tristement opportunes, nécessaires pour *ajourner* les périls. Mais, quand on a sa liberté d'action, que les choses, non forcées, n'ont que leur valeur intrinsèque, les idées, les institutions, les concessions libérales sont et demeurent, non pas *intempestives*, *prématurées*, mais à toujours radicalement, essentiellement mauvaises et pernicieuses. Il n'est pas vrai de dire : tels peuples, les peuples d'Italie, par exemple, ne sont pas mûrs pour la liberté. Cela implique une erreur profonde et tout un ensemble de déductions, de tendances, de mesures funestes. A part une exception, tout anomale, qui ne peut être et ne sera que transitoire, et que, comme anomale et transitoire, jai dû récuser, jamais peuple n'a été, aucun n'est, nul ne sera jamais mûr pour ce qu'on appelle la liberté, c'est-à-dire pour un ensemble quelconque d'institutions libérales constituant le *selfgovernment*, reconnaissant, organisant l'élément représentatif, comme force souveraine ou co-souveraine. Sans entrer dans le détail de ces institutions, j'ajouterai que spécialement le peuple ne sera jamais mûr pour la liberté de la presse.

Il faut bien se garder aussi, puisque rien n'y oblige forcément, de prétendre, non comme conséquence du récent passé, mais bénévolement, comme largesse généreuse et prudente, fair, commee on dit, la part du feu, faire sa part

à l'esprit révolutionnaire, donner, octroyer des garanties aux peuples, faire quelques concessions. Faire à l'esprit révolutionnaire sa part, c'est lui promettre le tout, c'est lui ouvrir la porte, c'est lui livrer l'avenir. Donner des garanties aux peuples, c'est leur donner le pouvoir, c'est abdiquer. On ne fait pas *quelques* concessions ; qui en fait une, les fera toutes. Dans ce funeste engrenage d'erreurs, d'impossibilités, de dangers, d'anarchie, qui met un doigt, passera tout entier.

Si un retour complet est nécessaire de la part des gouvernements, et par eux de la part des peuples, vers la vieille tradition, le vieil ordre social et politique, si follement interrompus par un anarchique interrègne, combien il est à souhaiter aussi que les peuples reviennent franchement, et se rattachent cordialement à leurs dynasties, aux antiques souverainetés. Je dis ceci spécialement pour les hommes qu'un sens droit a préservé des erreurs, qui ont marqué les brèves saturnales qu'ils viennent de traverser; je le dis pour les hommes d'ordre, de pouvoir et de tradition. Prétendre adresser aux foules des avertissements fondés sur la froide raison serait vain; il faut qu'entre elles et les souverainetés l'appaisement des idées et des passions, le silence politique qui est le plus puissant moyen pour produire cet appaisement, la bonne régie des affaires et des intérêts populaires, le temps, ce grand réconciliateur, ramènent la bonne harmonie ; que toutes ces choses rendent pleinement à ces foules la confiance et le respect. Quant aux révolutionnaires, tant qu'ils resterout tels, à quoi bon prétendre les ramener au respect pour les souverainetés, dont ils se sont constitués les ennemis naturels. Mais aux hommes d'idées sages, d'ordre et de pouvoir, à ceux que n'a point atteints la fièvre libérale, comme à ceux qui en sont revenus, je dirai : Ralliez-vous avec déférence et dévouement autour des souverains. Oubliez leurs erreurs, leurs faiblesses, leurs tergiver-

sations, tous leurs torts, toutes leurs lâchetés même. Sur tout cela jetez le voile de l'oubli et du respect, le voile que Sem et Japhet jetèrent sur Noé, que Cham fut puni pour ne pas avoir jeté. Il s'agit de l'institution, non des hommes en qui elle se personnifie. Il est funeste, il est puéril de rendre la souveraineté solidaire et responsable des fautes de ses représentants. Frapper la souveraineté pour punir l'insuffisance, voire l'indignité du souverain, c'est se frapper soi-même ; car dans la souveraineté est le salut, la vie de la société. Les souverains peuvent être en majorité bien misérables ou bien médiocres ; car ainsi sont les hommes ; et les souverains ne sont que des hommes. Mais la souveraineté, la royauté est une grande, une sublime et inappréciable chose. Il faut la sauver à tout prix pour se faire sauver par elle. Il faut l'aider, la fortifier de la force et de la soumission de tous, l'agrandir du respect de tous. Généralement, plus elle est incontestée, respectée, obéie, au-dessus des atteintes, et plus elle se montre pénétrée, animée de l'esprit de sa haute mission, plus elle s'y montre apte, tend aux vrais buts par le vrai chemin, et fonctionne selon le sens de son œuvre sociale. Bien peu de souverains sont au niveau de leur tâche devant la tempête et la révolte. La plupart sont à peu près à ce niveau dans les temps de calme et d'obéissance. Que le premier soin de ceux qui, par leur position et leurs saines convictions, sont les défenseurs naturels de l'ordre social et des trônes, soit donc de faire, de maintenir, de défendre autour de ces trônes le calme, le respect et l'obéissance.

Je le répète, il n'est point sûr qu'une telle conduite, que cette marche restauratrice réussisse et sauve l'Italie. A l'intérieur, les deux années passées ont déposé dans son sein de si redoutables germes ; tant d'individualités ont été entraînées, compromises, soit par des actes, soit du moins par des vœux et des sympathies proclamées. Extérieurement l'Eu-

rope minée toute entière, toujours menacée par le volcan souterrain, qu'elle a laissé creuser sous elle, enveloppe l'Italie dans une immense solidarité. Selon que l'Europe sera ou non sauvée, il se peut que l'Italie soit, indépendamment de sa propre conduite, perdue ou sauvée. Ainsi, même en suivant la voie du salut, elle pourra donc encore périr, soit par les causes de mort qui sont en elle, soit par le contre-coup et la contagion de celles qui l'entourent sur ses frontières. Mais par aucune autre voie que celle que j'indique elle n'a chance d'être sauvée.

Je voudrais maintenant, Monsieur, faire une dernière application spéciale de ce que je viens de dire au Piémont, lui donner mon dernier regard. Hélas ! ce regard est triste; car là est peut-être ma plus grande cause de désespérance. Nulle part pourtant la restauration de l'ordre social ne semblait plus praticable. Presque tout le mal y était venu du roi. Ce roi, pour sauver l'honneur de la royauté, n'avait qu'à rejeter sur un élan chevaleresque mal entendu tous ses actes d'une année. Officiellement on l'aurait cru; beaucoup l'eussent cru sincèrement. Il n'avait en même temps qu'à tenir pour non-avenue cette fatale année, et à se replacer à son point de départ, sous l'antique drapeau bleu. Cela était facile après l'issue de la première campagne, facile avant de commencer la seconde. C'était plus facile encore au jeune roi, après Novare, alors que le prince abdicataire, se faisant une tardive justice, semblait lui-même par son abdication condamner ses actes, et laissait le champ libre à d'autres idées, à d'autres tendances, à un avenir restaurateur. Nulle part la société et les anciens éléments sociaux et monarchiques ne demeuraient plus vigoureux encore; nulle part la royauté ne conservait plus de puissance, de popularité réelle, et même de prestige. Une bonne partie des classes influentes et des classes populaires, ou n'avait vu qu'avec déplaisir les innovations

récentes, la manie d'italianisme et la folle guerre, on n'avait eu pour plusieurs de ces choses qu'un entrain éphémère, comme en excite toute nouveauté ; ou, instruite, désillusionnée par les tristes réalités, regrettait le passé, avec la même vivacité que quelques-uns avaient pu mettre à souhaiter, à saluer naguère le présent, si mal réussi. La majorité des électeurs, indifférente à ce qu'on appelle la vie politique, à ces vains droits que la libéralité non souhaitée du Statut lui a infligés, négligeait les élections. L'armée était dévouée, lasse des avocats bavards, des démagogues, des nébuleuses et creuses logomachies représentatives, et des guerres sans but et sans succès.

Ainsi chaque jour depuis septembre 48, et à trois moments plus particulièrement, *fandi tempora*, il avait dépendu de la royauté de prononcer le *fiat* décisif, d'annuler ses concessions si peu réussies, de reprendre la plénitude de son pouvoir, de restaurer, avec les institutions corélatives, le gouvernement monarchique, paternel, hiérarchique et traditionnel. Au dedans l'opinion, non seulement n'était pas défavorable, mais s'attendait à cette heureuse péripétie. Au dehors, même en France, grâce aux rudes enseignements, aux désillusionnements du présent, à peu près tout ce qui n'était pas anarchique s'attendait également à ce dénouement des choses piémontaises ; et d'avance l'approuvait ou du moins passait condamnation, et était prêt à accepter le fait accompli.

Ce retour salutaire et complet, franc, viril et loyal, que conseillaient également le souvenir du passé et l'aspect du présent, que tout homme de sens devait ardemment souhaiter, ce retour n'a point eu lieu. Ce que l'on devait et pouvait faire, ce que tout conviait à faire, ce que tous s'attendaient à ce que l'on fît, on ne l'a pas fait. Hier encore on a dû briser pour la troisième fois en quelques mois, une chambre absurde, ridicule, funeste, anarchique, qui rendait impos-

sible au pays de vivre, et n'allait à rien moins qu'à le précipiter dans une troisième guerre, bien plus impossible encore que les deux premières. Le moment était bon pour briser du même coup l'absurde instrument représentatif. La royauté s'en est bien gardée. Entourée des mêmes conseils, des mêmes hommes, de ces mêmes médiocres et aveugles libérâtres, qui l'ont menée, elle et le pays, où ils sont, se cramponnant à son fatal étendard tricolore de hasard, elle a voulu un quatrième essai (combien lui en faudra-t-il donc, bon Dieu! si le temps lui est donné d'en faire encore?). Essayer! Mais n'a-t-on pas déjà essayé trois fois? Trois fois déjà l'arme représentative ne s'est-elle pas retournée contre la royauté et n'a-t-elle pas manqué *suicider* le pays? N'a-t-on pas, dans la mobilité parlementaire, changeant chaque jour de ministères éphémères, essayé tour à tour, ou à plusieurs reprises, toutes les notabilités (quelles notabilités, bon Dieu!), toutes les prétentions libérales? Et ne les a-t-on pas vues à l'œuvre dans toute leur impuissance? On est descendu jusqu'au Giobertisme, comme étape, pour de là descendre encore plus bas, tout près du Mazzinisme, en passant par tous les hommes sans nom, *nobodies* de la quasi-démagogie. On a essayé la guerre; on en est sorti presque conquis, avec Menton et Roccabruna, pour fiche de consolation, acquis Dieu sait comment. On a tout remanié, réformé: institutions, législation, éducation, armée; on voit comme tout cela prospère. Et les finances: on a trouvé un trésor plein; on a des dettes énormes, un budget démesurément, indéfiniment accru. La ruine et le malaise remplacent la prospérité, la désorganisation l'ordre, l'esprit d'anarchie celui de discipline. N'a-t-on pas assez prolongé cette lutte, cette gageure pour l'impossible? Il est donc dit que dans ce siècle fourvoyé, ni rois ni peuples n'apprendront rien, même de la plus rude, de la plus éblouissante expérience? Au lieu donc de débarrasser son pays du système parlementaire

gazetier et de ses accessoires, le jeune héritier des Amé, des Emmanuel-Philibert, qui ne se mettait pas en tutelle, lui, a appelé une quatrième chambre. Il a tendu tous les ressorts de l'influence royale, et s'est adressé directement à son peuple. J'apprends au moment où je vous écris le résultat de cet appel. Le Piémont aura un répit ; ce répit ne sera pas long. J'aurais certes préféré, je l'avoue, que la quatrième chambre fût semblable à ses trois déplorables aînées.

Je suis, Monsieur, aussi opposé que possible, eu thèse générale, à cette politique pessimiste, qui demande ce qu'elle appelle le bien à l'excès du mal, et qui, dans sa logique, invoque, cherche même à produire cet excès. Je trouve cette politique aussi absurde, aussi sotte que coupable. Est-on jamais assez sûr de l'application de ses propres convictions, pour avoir le droit, en leur honneur, pour leur triomphe, dans l'attente de leurs bienfaits, de détruire ce qui est établi, ce qui fonctionne et protége le pays tant bien que mal? Saper un édifice qui abrite la patrie, sous prétexte qu'il n'est pas assez solide et qu'il tient la place d'un édifice bien autrement beau et bon, que l'on rêve ; s'attaquer au principe qui régit l'Etat, chercher à faire produire à ce principe les pires conséquences, afin qu'il succombe, au risque d'entraîner la société avec lui, et fasse place au principe que l'on juge meilleur, et cela sans même tenir nul compte de la chance aléatoire qui peut tourner contre le pis-aller présent sans amener l'idéal rêvé pour l'avenir, c'est démence.

Mais le cas en Piémont était différent. Le statut n'avait point constitué un gouvernement établi ; il ne s'était manifesté que par ses impossibilités ; il avait constamment mis, et poussait encore l'Etat sur le bord de l'abîme, à deux doigts de sa perte, où, la royauté, ancre suprême de salut, seule le retenait encore. La foule ne tenait point à ce misérable

statu quo, où rien n'était fondé encore. La puissance royale était debout, incommensurablement prépondérante encore dans l'opinion, prête à le redevenir en fait si elle voulait, conviée par bien des vœux et par l'intérêt public à le redevenir. Son succès, à mes yeux, ne laissait pas de doute. De l'autre côté je suis profondément convaincu, et l'expérience n'a que trop été pour moi, que toute l'œuvre récente de Charles-Albert, ses concessions, son statut, le libéralisme, le gouvernement représentatif et gazetier ne renferment que déceptions, dangers et ruine. Ainsi, à mes yeux, le danger, le remède, et la possibilité d'appliquer le remède étaient choses évidentes. Dans ces circonstances j'aurais souhaité, je le répète, qu'une quatrième chambre arrivât aussi détestable que les premières. Il aurait bien fallu que la royauté avisât, et, en face d'une si flagrante évidence, rentrât, pour sauver le pays, dans la plénitude de ses prérogatives. Au lieu de cela, partie sous l'influence de la parole royale, partie sous celle de la peur d'un imminent danger, une chambre a été envoyée aux deux tiers ce qu'on appelle *conservatrice;* c'est-à-dire composée de nuances politiques incompatibles dans leurs idées et dans leurs aspirations; d'accord contre un bouleversement social, sans l'être sur les moyens de l'empêcher, momentanément unies, unanimes contre un danger par trop flagrant, mais qui se sépareront et se disputeront dès que le danger pâlira un peu, semblera moins urgent, ou qu'on se sera un peu familiarisé avec lui. Cette chambre, dans son ensemble, ainsi que le ministère qu'elle accepte et qui la dirige, est née, et demeure, non sans l'influence d'une franche réaction, que l'attitude de la royauté et la nécessité de transaction pour prévenir les élections démagogiques, devaient décourager, bien que là fût la seule force qui pût sauver, mais sous l'influence du libéralisme bâtard, chimérique, impuissant et niais, qui a caractérisé la propagande officielle française sous la monar-

chie de juillet, qui inspirait l'entourage de Charles-Albert et les pâles et médiocres précurseurs de ses folies. Ainsi dans la ligne libérale, où l'on s'opiniâtre, sur le terrain constitutionnel, représentatif et parlementaire, où l'on se cramponne, le mieux qu'on puisse espérer c'est un répit, un court répit, une halte sur un terrain mouvant et fangeux, un temps d'arrêt sur la pente d'un abime. Bientôt surgiront, si les dangers exceptionnels intérieurs et extérieurs de notre sinistre époque leur en laissent le temps, et il en faudra peu; bientôt, sous cette chambre ou sous une autre, surgiront toutes les impossibilités, toutes les causes de discordes, d'anarchie et de ruine, que j'ai, bien imparfaitement et incomplètement, essayé d'analyser dans ma sixième lettre, et qui sont l'inévitable accompagnement, l'inéluctable conséquence de ce déplorable leurre du *selfgovernment*. Alors, ou l'on périra par ces conséquences fatales, encourues de gaieté de cœur; ou l'on voudra tardivement retourner en arrière, annuler (*undo*) l'œuvre libérale, se reprendre à l'antique monarchie. Puisse ce retour, s'il a lieu, n'être pas trop tardif! Car chaque jour, chaque heure éloigne avec une effrayante rapidité de ce passé monarchique, auquel le seul salut est de se rattacher; chaque jour, chaque heure en emporte un lambeau, un précieux débris, une inappréciable épave; chaque jour, chaque heure pâlit la grande figure de ce passé, en affaiblit, en dénature, en désagrége les éléments, rend plus difficile le retour vers lui, diminue son énergie, sa puissance pour réagir, régir et sauver. Et si, car c'est une troisième chance, une réaction générale de l'Europe, à une époque plus ou moins rapprochée, refoulait le Piémont dans les voies de la tradition et de la monarchie pure, ce pays trouvera, dans cette restauration tardive et non spontanée, un terrain bien moins favorable, des éléments bien moins propices, une tradition, une force bien moins puissantes qu'il ne les eût trouvées maintenant